

Mémorial de Sainte-Hélène

par le comte de Las Cases



herodote.net

herodote.net vous propose ses ouvrages numériques sous deux versions différentes, lisibles à tout instant sur tous vos appareils (ordinateur, tablette, liseuse et smartphone). Ces versions vous offrent une navigation interactive, des liens vers des contenus externes (nécessite une connexion internet) et un système d'annotation et de signets.

Le format **pdf**, format standard Adobe©, est similaire à un livre imprimé. Sa mise en page étant fixe, nous vous recommandons sa lecture sur ordinateur et/ou tablette. Téléchargez au préalable le logiciel Adobe Reader (gratuit) pour plus de confort.

Le format **epub**, format ouvert, s'adapte à la taille de l'écran, même petit. Il vous permet de modifier – selon les options de votre appareil –, la police d'écriture, la taille de caractères, la couleur du fond ou encore de régler les marges ou l'interlignage.



Les **Amis d'herodote.net** peuvent découvrir en grand format les illustrations marquées d'une loupe sur simple clic après s'être identifiés (connexion requise).


[Pour plus d'informations](#)

Mémorial de Sainte-Hélène

Par le comte de Las Cases

Tome VII

Du manuscrit au Mémorial

Nous avons encadré d' « accolades » et marqué de l'idéogramme  tous les passages du Mémorial qui ont été repris du manuscrit initial.

Ce manuscrit a été rédigé à Sainte-Hélène par le comte de Las Cases, annoté par Napoléon, confisqué par les Anglais et restitué enfin au comte à la mort de l'Empereur.

Sa copie a été retrouvée dans des conditions romanesques par la Fondation Napoléon et éditée le 5 octobre 2017 chez Perrin.

La comparaison du manuscrit et du Mémorial permet de distinguer les informations engrangées à Sainte-Hélène de celles qui sont tirées des enquêtes ultérieures du comte de Las Cases... et de son imagination.

Jean-Marc Simonet,

herodote.net

Sommaire

Fragments de la campagne d'Italie.

Bataille du Tagliamento. Depuis le passage de la Piave, 13 mars 1797, jusqu'à l'entrée de l'armée française en Allemagne, le 28 du même mois. Espace de dix-sept jours.

Fragments de Leoben.

Retour de Radstadt.

* * *

Samedi 1^{er} juin 1816. Voltaire. – Jean-Jacques. – Anglais et Français, différence caractéristique. – M. de Chateaubriand ; Son discours pour l'Institut. – Colères feintes de l'Empereur ; ses principes à cet égard.

Dimanche 2 juin 1816. Réflexions sur le gouverneur. – Dépenses de la maison de l'Empereur aux Tuileries. – Sur les bonnes comptabilités. – MM. Mollien, la Bouillerie.

Lundi 3 juin 1816. Sur les femmes, etc. – La polygamie.

Mardi 4 juin 1816. Reprise des Mémoires de l'Empereur, etc.

Mercredi 5 juin 1816. École militaire. – Plan d'éducation ordonné par l'Empereur, – Ses intentions pour les vieux militaires. – Changements opérés dans les habitudes de la capitale.

Jeudi 6 juin 1816. Résistance à la médecine. – *Gil Blas*. – Général Bizanet, – Beaux faits d'armes français. – Réflexions, etc.

Vendredi 7. – Samedi 8 juin 1816. Romans de l'Empereur. – Napoléon peu connu de sa maison même. – Ses idées religieuses.

Dimanche 9 juin 1816. Portrait des Directeurs. – Anecdotes. – 18 fructidor.

Lundi 10 juin 1816. Sur la diplomatie anglaise. – Lords Whitworth, Chatham. – Castelreagh, Cornwallis, Fox, etc.

Mardi 11 juin 1816. *Histoire de la Convention* par Lacrosette. – Statistique des bœufs de l'île. – Calembours. – De la statistique en général.

Mercredi 12 juin 1816. Caractères. – Bailly, Lafayette, Monge, Grégoire, etc. – Saint-Domingue. – Système à suivre. – Dictées sur la Convention.

Fragments de la campagne d'Italie.

Je vais mettre ici ce qui me reste des chapitres de l'armée d'Italie, pour ne les pas trop éloigner de ceux qui précèdent. L'intérêt qu'ils présentent me laisse un vif regret de n'en avoir pas davantage. On verra même que celui de Leoben se trouve incomplet : toutefois, il en sera d'autant plus précieux, que je crois me rappeler qu'il n'a pas été conservé tout à fait sous la même forme ; il deviendra curieux de pouvoir comparer la première dictée avec le travail arrêté.

Au surplus, au moment d'envoyer ceci à la réimpression, il n'a encore paru, des mémoires de la campagne d'Italie, qu'un seul volume, jusqu'à la bataille de Rivoli inclusivement, et je dois dire que j'y remarque des chapitres entièrement neufs, et que ceux que je connaissais montrent parfois quelque accroissement dans les détails. Soit que Napoléon, dans ses loisirs, y soit revenu par pure prédilection, soit qu'il y ait été amené par la connaissance d'ouvrages publiés en Europe sur le même sujet.

Bataille du Tagliamento.

Depuis le passage de la Piave, 13 mars 1797, jusqu'à l'entrée de l'armée française en Allemagne, le 28 du même mois.

Espace de dix-sept jours¹.

I. *Situation de l'Italie au commencement de 1797.* — La paix de Tolentino avait rétabli les relations avec Rome. La cour de Naples était satisfaite de la modération des Français à l'égard du Pape : elle y voyait une preuve que l'intention de la République était de *ne pas* se mêler de ses affaires intérieures, et de *ne donner aucun appui aux mécontents*. Nous étions maîtres de la république de Gênes, le parti oligarque y était sans crédit. Les républiques Cispadane et Transpadane étaient animées du meilleur esprit ; nous y trouvions toute espèce d'assistance. En Piémont, Alexandrie, Fenestrelle, Cherasque, Coni, Tortone, avaient garnison française ; Suze, Labrunette, Desmont, étaient démolies. La misère et le mécontentement étaient à l'extrême parmi le peuple. Des mouvements d'insurrection s'étaient manifestés dans diverses provinces contre la cour ; le roi de Sardaigne avait réuni ses troupes de ligne en corps d'armée pour les dissiper. Le général français avait tout fait pour maintenir l'ordre et la tranquillité en Piémont ; il avait souvent menacé de faire marcher des troupes contre les mécontents ; mais les communications étaient rétablies entre le Piémont, la France et les républiques Cispadane et Transpadane. L'esprit qui dominait dans ces républiques se propageait en Piémont. Les officiers et les soldats français, animés des principes républicains, les propageaient dans toute l'Italie. Les circonstances étaient devenues telles qu'il fallait, pour assurer les desseins du général français, ou détruire le roi de Sardaigne, ou dissiper entièrement toutes ses inquiétudes, et contenir les mécontents. Le général français imagina de proposer un traité

1. Les italiques marquent les corrections faites de la main de Napoléon au manuscrit. (LC)

offensif et défensif à la cour de Sardaigne ; il fut signé par le général Clarke et le marquis de Saint-Marsan.



 Le maréchal Clarke, duc de Feltre, par Fabre (détail)

La république garantissait au roi sa couronne ; le roi *déclarait la guerre à l'Autriche, et fournissait un contingent de dix mille hommes et vingt pièces de canon à l'armée française. Ce traité était très important pour l'exécution du grand plan du général en chef ; son armée se trouvait renforcée, et il avait avec lui des otages qui lui assuraient le Piémont pendant son absence de l'Italie.* Mais le Directoire ne sentit point l'importance de ce traité, et en ajourna constamment la

ratification. Cependant la publicité du traité donna un nouveau crédit au roi, et découragea les malveillants. L'état de Venise seul donnait des inquiétudes : Brescia, Bergame, la Polésine, une partie du Vicentin et du Padouan étaient parfaitement disposés pour la cause française ; mais *le parti autrichien, qui était celui du Sénat de Venise, pouvait disposer de la plus grande partie du Véronais, et de douze à quinze mille Esclavons qui étaient dans Venise.* Tous les moyens que Napoléon put imaginer pour aplanir les difficultés ayant échoué, il fut obligé de passer outre, et de se contenter d'occuper la forteresse de Vérone, et de laisser un corps de réserve, pour observer le pays vénitien et garantir la sûreté de ses derrières. On verra dans le chapitre suivant, les raisons qui s'opposèrent à ce qu'il mît fin aux troubles de cette république, avant d'entrer en Allemagne.

II. *L'Empereur d'Allemagne refuse de reconnaître la République française, et d'entrer en négociation. Le général français se dispose à l'y forcer.* – Avant et après la prise de Mantoue, diverses ouvertures pacifiques



François II, empereur du Saint-Empire romain germanique, par Lampi.

avaient été faites à la cour de Vienne ; toutes furent infructueuses ; le général Clarke² avait été envoyé de Paris avec une lettre du Directoire à l'empereur d'Allemagne³, et des pleins pouvoirs pour négocier et conclure des préliminaires de paix. Une conférence avait eu lieu à Vicence, avant la bataille de Rivoli, entre Clarke et le baron de Vincent, *aide de camp de l'Empereur*. Ce dernier dit que son maître ne reconnaissait point la République française, et ne *pouvait* entendre parler de paix *sans le concours de son allié, c'est-à-dire de l'Angleterre*. Depuis la prise de Mantoue, Clarke fit une seconde tentative.

Il se rendit à Florence, et vit le grand-duc ; il obtint la même réponse. Le général français, tranquille sur l'Italie, résolut de rejeter les Autrichiens au-delà des Alpes Juliennes, de les poursuivre sur la Drave, sur la Mur, de passer le Simmering, et d'obliger l'empereur

2. Henri-Jacques Guillaume Clarke (1765-1818), fut envoyé en 1797 par le Directoire auprès de Bonaparte, pour le surveiller. Il sera plus tard ministre de la Guerre de Napoléon (1807-1814), et deviendra duc de Feltre en 1809. (JMS)

3. L'empereur d'Allemagne en 1797 était François II (Franz Joseph Karl, 1768-1835), roi de Germanie, empereur des Romains, archiduc d'Autriche. Il deviendra François Ier, empereur d'Autriche à partir de 1804. (JMS)

d'Autriche à signer la paix dans Vienne. Le projet était vaste, le succès paraissait assuré. Le général en chef promit la paix au gouvernement *français* dans le courant de l'été.

L'armée d'Italie n'avait jamais été si belle, si nombreuse, ni en meilleur état : elle se composait de huit divisions d'infanterie, de six mille chevaux, et comptait cent cinquante pièces de canon bien attelées. Ces troupes étaient bien habillées, bien chaussées, bien nourries, bien payées, composées de vieux soldats et d'excellents officiers. Cette armée, d'environ soixante mille hommes, *pouvait* tout entreprendre.

L'armée française, depuis la prise de Mantoue, menaçait directement les États héréditaires de la maison d'Autriche ; ses avant-postes étaient sur les frontières. Les armées françaises du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui avaient leurs quartiers d'hiver sur la rive gauche du Rhin, en étaient éloignées de plus de cent lieues, en étant séparées par les États du corps germanique. L'armée d'Italie était éloignée d'environ cent quatre-vingts lieues de Vienne, et les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse de plus de deux cents lieues. L'armée d'Italie fixa donc toute l'attention, de la cour de Vienne. Le prince Charles qui avait obtenu des succès *sur le Danube* dans les campagnes précédentes, fut envoyé sur la Piave avec quarante mille hommes de *renfort* des meilleures troupes de la monarchie.

Dès le mois de janvier, les ingénieurs autrichiens parcouraient tous les cols et les hauteurs des Alpes noriques, projetaient des retranchements, dressaient des plans pour fortifier Gradisca, Clagenfurt, Tarvis. Mais tous ces travaux ne pouvaient se commencer qu'après la fonte des neiges, qui, dans les Alpes noriques, ne, disparaissent que vers la fin de mars. Il était donc important de prévenir l'ennemi, avant qu'il n'eût réuni tous ses moyens et retranché les gorges et

passages difficiles qu'on avait à traverser : Napoléon résolut d'être en Allemagne à la fin de mars.

III. *Plan de campagne de l'armée française pour marcher sur Vienne.* — Le Brenner est la sommité la plus élevée des Alpes du Tyrol ; c'est la division géographique de l'Allemagne et de l'Italie. L'Inn, l'Adda et l'Adige prennent leurs sources sur cette haute chaîne ; l'Inn coule du Sud-Ouest au Nord-Est, cinquante lieues dans le Tyrol, sur le revers du Brenner, vers le Danube, dans lequel il se jette, séparant la Bavière de l'Autriche. L'Adda, dont les sources sont près de celles de l'Inn, coule du Nord au Sud, et se jette, après vingt-huit lieues de cours, dans le lac de Côme, d'où elle sort pour traverser la Lombardie. L'Adige, qui prend sa source à peu de lieues de celle de l'Inn, court, du Nord au Sud, à une cinquantaine de lieues sur l'autre penchant du Brenner, entre en Italie à Vérone, d'où elle se jette dans l'Adriatique près de l'embouchure du Pô. Un grand nombre d'affluents coulent dans ces diverses rivières, et forment des gorges à pic où il est impossible de pénétrer sans être maître des sommités. C'est la partie des Alpes la plus rude et la plus difficile, celle qui est la plus coupée et dont la pente est la plus brusque.

Pour se rendre de l'Italie à Vienne, il n'y a que trois grandes chaussées : celle du Tyrol, celle de la Carinthie, et celle de la Carniole. La première traverse la chaîne supérieure des Alpes au col du Brenner ; la seconde au col des Alpes noriques, entre Ponteba et Tarvis ; la troisième au col des Alpes de la Carniole, à quelques lieues de Laybach. Suivant la loi générale des Alpes, le col du Brenner est beaucoup plus élevé que le col de Tarvis ; le col de Tarvis, que celui de Laybach.

La chaussée du Tyrol part de Vérone, remonte la rive gauche de l'Adige, passe à Trente, Bolzano, Brixen ; traverse le Brenner à soixante

lieues de Vérone ; rencontre l'Inn à Inspruch, à neuf lieues et demie ; longe l'Inn jusqu'à demi-chemin de Rattenberg à Kuftein, et trouve Salzbourg à trente-quatre lieues et demie, d'où elle traverse Ens sur le Danube à trente-deux lieues, et de là jusqu'à Vienne court trente-six lieues. Cette chaussée, qui porte le nom de chaussée du Tyrol, a donc de Vérone à Vienne cent soixante et onze lieues.



Carte des campagnes d'Italie.

La chaussée de la Carinthie part de Saint-Daniele, traverse la chaîne des Alpes noriques entre Tarvis et la Ponteba, en parcourant trente et une lieues ; elle passe la Drave à Villach à vingt-quatre lieues et demie ; traverse Clagenfurt, capitale de la Carinthie, à huit lieues de Villach ; rencontre la Mur, qu'elle suit jusqu'à Judenburg, à vingt lieues et demie, et continue, en serpentant sur l'une et l'autre rive jusqu'à Bruch, pendant l'espace de douze lieues. De Bruch la chaussée

quitte la Mur et monte pendant douze lieues sur le Simmering, montagne qui sépare la vallée du Danube de la vallée de la Mur, et de là descend dans la plaine qui conduit à Vienne, qui n'en est plus qu'à vingt lieues. Il y a donc, des frontières de l'Italie à Vienne, quatre-vingt-dix-sept lieues, ou de Saint-Daniele cent vingt-huit lieues.

La chaussée de la Carniole part de Goritz, arrive à Laybach après vingt-sept lieues, passe la Save, les Alpes, et descend sur la Drave, quelle passe à Marbourg, à trente lieues et demie de Laybach ; de Marbourg elle rencontre la Mur à Ehrenhausen à quatre lieues et demie ; elle longe cette rivière jusqu'à Bruch, en passant par Gralz, capitale de la Styrie, pendant l'espace de vingt-six lieues ; là elle rencontre la chaussée de la Carinthie : de Goritz à Vienne il y a donc, par la chaussée de la Carniole, cent trois lieues.

La chaussée du Tyrol se joint à la chaussée de la Carinthie par six communications transversales : 1° un peu au-dessus de Brixen, une chaussée dite Pusthersthal prend à droite, remonte un des affluents de l'Adige, passe à Lienz, Spital, et aboutit à Villach, à quarante-six lieues et demie de Brixen ; 2° de Salzbourg part une chaussée qui traverse Rastadt, rencontre le Pusthersthal à Spital, et arrive à Villach, à cinquante-deux lieues de Salzbourg ; 3° de la seconde chaussée transversale, à quatre lieues au-dessous de Rastadt, part une chaussée qui suit la Mur jusqu'à Scheiffing, où elle rencontre la chaussée de la Carinthie ; elle a environ seize lieues ; 4° de Lintz sur le Danube part une chaussée qui passe l'Ens près de Rottenman, traverse de hautes montagnes, et descend sur Judenburg ; 5° d'Ens sur le Danube, une chaussée remonte l'Ens pendant environ vingt lieues, et descend sur Leoben pendant environ huit lieues ; 6° enfin du Danube par Saint-Polten, une chaussée arrive à Bruch, qui en est à environ vingt-quatre lieues. Les deux chaussées de la Carniole et de la Carinthie se joignent

par trois communications transversales : 1° de Goritz, en remontant l'Isonzo pendant dix lieues, on arrive à Caporetto, où l'on trouve la chaussée d'Udine ; six lieues plus haut, on trouve la Chiusa autrichienne : et enfin, cinq lieues plus haut, Tarvis, où elle joint la chaussée de la Ponteba ou de la Carinthie ; 2° de Laybach part une chaussée qui traverse la Save, la Drave, et arrive, après dix-sept lieues, à Clagenfurt ; mais elle est très difficile pour l'artillerie ; 3° enfin de Marbourg une chaussée remonte la Drave et arrive, après environ vingt-cinq lieues, à Clagenfurt, où elle rencontre la chaussée de la Carinthie ; une fois dépassé Clagenfurth et Marbourg, ces deux chaussées de la Carinthie et de la Carniole cheminent parallèlement à une vingtaine de lieues l'une de l'autre, et n'ont plus aucune communication transversale praticable aux voitures.



L'archiduc Charles d'Autriche,
par Einsle.

Le projet de Napoléon était de pénétrer en Allemagne par la chaussée de *la Carinthie*, traverser la Carniole, la Styrie, et d'arriver sur le Simmering ; mais le prince Charles⁴ avait deux armées : l'une en Tyrol, et l'autre derrière la Piave ; il fallait donc laisser une partie de l'armée en observation contre l'armée du Tyrol. Le général français préféra faire prendre également l'offensive aux divisions du Tyrol, les faire arriver jusqu'à Brixen, et les diriger sur Clagenfurt par la chaussée de

4. L'archiduc Charles d'Autriche (1771-1847), frère de François II. (JMS)

Pustherthal, dans le temps que le principal corps de l'armée se porterait sur la Piave, traverserait le Tagliamento, déboucherait par la chaussée de la *Carinthie* sur la Drave et Villach, où il serait rejoint par son aile du Tyrol ; et alors toute l'armée réunie marcherait sur le Simmering.

Trois divisions, formant un ensemble de quinze mille hommes sous les ordres du général Joubert⁵, furent destinées à l'opération du Tyrol ; quatre, sous les ordres du général en chef en personne, *faisant* trente-cinq mille hommes, marchèrent sur le Tagliamento ; la 8^e, qui se composait en partie des troupes qui avaient marché sur Rome, fut destinée à former un corps d'observation contre Venise, et à assurer la tranquillité de nos derrières. Les généraux de division Baraguey-d'Hilliers et Delmas commandaient dans le Tyrol sous Joubert ; les généraux Masséna, Serrurier, Guyeux et Bernadotte étaient à la tête des quatre divisions d'infanterie qui marchaient sur le Tagliamento ; le général Dugua commandait la cavalerie. Les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient passer par le Rhin et entrer en Allemagne, de manière à arriver sur le Lech *et le Danube* en même temps que l'armée française arriverait sur le Simmering. On avait compté sur la division du Piémont, forte de dix mille hommes ; mais le retard des ratifications priva l'armée française de ce renfort *si important*.

IV. *Passage de la Piave, 13 mars.* Dans le Tyrol, tout le mois de février se passa en fortes escarmouches. Les Autrichiens s'y étaient montrés en force et très hardis. Sur la Piave, le prince Charles fit divers mouvements pour profiter de l'éloignement *d'une partie* de l'armée française, qu'il supposait sur Rome. Le général Guyeux se crut menacé à Trévisé, et repassa la Brenta ; mais le prince Charles, *mieux instruit, sut que le*

5. Bathélemy Joubert (1769-1799), mort à la bataille de Novi. (JMS)



Départ de Rome du troisième convoi de statues et monuments
des Arts pour le Muséum national de Paris.

général français n'avait mené sur Rome que quatre ou cinq mille hommes, et s'arrêta. Tout se réduisit à quelques escarmouches. Le quartier général français arriva dans les premiers jours de mars à Bassano.

La proclamation suivante fut mise à l'ordre du jour :

« La prise de Mantoue vient de finir une campagne qui vous a donné des titres éternels à la reconnaissance de la Patrie.

« Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles rangées et soixante-dix combats ; vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinq cents pièces de canons de campagne, deux mille de gros calibres, quatre équipages de pont.

« Les contributions mises sur les pays que vous avez conquis, ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne ; vous avez en outre envoyé trente millions au ministère des Finances pour le soulagement du trésor public.

« Vous avez enrichi le Muséum de Paris de plus de trois cents objets, chefs-d'œuvre de l'ancienne et nouvelle Italie, et qu'il a fallu trente siècles pour produire.

« Vous avez conquis à la République les plus belles contrées de l'Europe ; les républiques Lombarde et Transpadane vous doivent leur liberté ; les couleurs françaises flottent pour la première fois sur les bords de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heures de navigation de l'ancienne Macédoine ; les rois de Sardaigne, de Naples, le Pape, le duc de Parme, se sont détachés de la coalition de nos ennemis, et ont brigué notre amitié ; vous avez chassé les Anglais de Livourne, de Gênes, de la Corse... Mais vous n'avez pas encore tout achevé ; une grande destinée vous est réservée : c'est en vous que la Patrie met ses plus chères espérances ; vous continuerez à en être dignes.

« De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la République à sa naissance, l'Empereur seul reste devant nous : se dégradant lui-même du rang d'une grande puissance, ce prince s'est mis à la solde des marchands de Londres ; il n'a plus de volonté, de politique, que celles de ces insulaires perfides, qui, étrangers aux malheurs de la guerre, sourient avec plaisir aux maux du continent.

Le Directoire-Exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe ; la modération de ses propositions ne se ressentait pas de la force de ses années ; il n'avait pas consulté votre courage, mais l'humanité et l'envie de vous faire rentrer dans vos familles ; il n'a pas été écouté à

Vienne ; il n'est donc plus d'espérance pour la paix, qu'en allant la chercher dans le cœur des États héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un brave peuple accablé par la guerre qu'il a eue contre les Turcs, et par la guerre actuelle. Les habitants de Vienne et des États d'Autriche gémissent sur l'aveuglement et l'arbitraire de leur gouvernement : il n'en est pas un qui ne soit convaincu que l'or de l'Angleterre a corrompu les ministres de l'Empereur. Vous respecterez leur religion et leurs mœurs ; vous protégerez leurs propriétés : c'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise.

La maison d'Autriche, qui depuis trois siècles va perdant à chaque guerre une partie de sa puissance, qui mécontente ses peuples en les dépouillant de leurs privilèges, se trouvera réduite, à la fin de cette sixième campagne (puisqu'elle nous contraint à la faire), à accepter la paix que nous lui accorderons, et à descendre dans la réalité, au rang des puissances secondaires, où elle s'est déjà placée en se mettant aux gages et à la disposition de l'Angleterre.

« *Signé* Buonaparte. »

L'armée se mit en mouvement. Il fallait passer la Piave, que défendait l'armée du prince Charles, et chercher à gagner avant lui les gorges d'Osopo et de la Ponteba. Masséna, avec sa belle division, fut destiné à remplir cet objet important ; il partit de Bassano, passa la Piave et le Tagliamento dans les montagnes, tournant ainsi toute l'armée du prince Charles. *Celui-ci détacha* une division pour l'opposer à cette manœuvre. Masséna la battit, la poursuivit l'épée dans les reins, lui prit beaucoup de monde et quelques pièces de canon. Parmi ces prisonniers se trouva le général de Lusignan, qui avait insulté nos malades français, ses compatriotes, aux hôpitaux de Brescia, durant les succès éphémères de Wurmser. Masséna se rendit maître de Feltre,

de Cadore et de Bellune, *menant battant* la division autrichienne, sans éprouver de pertes considérables.

Le général en chef se porta le 12 sur Azolo, avec la division Serrurier, passa la Piave à la pointe du jour, marcha sur Conegliano, où était le quartier général autrichien, tournant ainsi toutes les divisions autrichiennes qui défendaient la Basse-Piave, ce qui permit au général Guyeux d'exécuter son passage, à deux heures après-midi, à Ospedaletto. La rivière dans cet endroit est assez haute, et eût exigé un pont ; mais la bonne volonté y suppléa. Un seul tambour courut des risques, et fut sauvé par une vivandière de l'armée, qui se jeta à la nage : le général en chef la récompensa en lui attachant au col une chaîne d'or. Le 12, le général français fut à Conegliano avec les divisions Serrurier, Guyeux. La division Bernadotte rejoignit le lendemain.

Le prince Charles avait choisi les plaines du Tagliamento pour champ de bataille, les croyant avantageuses *pour tirer parti de sa cavalerie*. Son arrière-garde essaya de tenir à Sacile ; mais elle fut battue par le général Guyeux, qui y entra le 13.

V. *Bataille du Tagliamento, 16 mars.* — Le 16, à neuf heures du matin, les deux armées furent en présence, l'armée française sur la rive droite, l'armée autrichienne sur la rive gauche du Tagliamento. Les divisions Guyeux, Serrurier et Bernadotte faisaient la gauche du centre, et la droite était, avec le quartier-général, en avant de Valvasone. Le prince Charles, avec des forces à peu près égales, était rangé de la même manière, en face, sur la rive gauche. Par cette position, le prince Charles *ne couvrait pas la chaussée de la Ponteba*. Les débris de la division opposée à Masséna n'étaient plus capables de l'arrêter. Cependant la Ponteba était la route la plus courte de

Vienne, et la direction naturelle pour couvrir cette capitale. Cette conduite du prince Charles ne pouvait s'expliquer qu'en supposant qu'il ne connaissait pas encore bien le nouveau terrain sur lequel il devait opérer, lequel n'avait jamais été le théâtre de la guerre, dans les temps modernes ; ou que, ne croyant pas le général français assez hardi pour se porter sur Vienne, il n'eût de crainte que pour Trieste, centre des établissements maritimes de l'Autriche ; ou enfin, que ses positions n'étant point définitivement prises, et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours qui suffiraient à une division de grenadiers déjà arrivée à Clagenfurt, pour venir renforcer la division opposée à Masséna.



Bataille et passage du Tagliamento, par Carle Vernet.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre. La cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier du torrent. Le général en chef, voyant l'ennemi trop bien préparé, fit poser les armes à ses soldats, et établir les bivouacs. Le général autrichien y fut trompé ; il crut que l'armée française, *qui avait marché toute la nuit*, prenait position ; il fit un mouvement en arrière, *et alla* reprendre ses bivouacs. Mais, deux heures après, quand tout fut tranquille dans les deux camps, les Français reprirent subitement les armes, et Duphot, à la tête de la 27^e légère, formant l'avant-garde de Gueyeux, et Murat, à la tête de la 15^e légère, conduisant l'avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leurs divisions, chaque brigade formant une ligne, et celles-ci, appuyées par Serrurier, marchant derrière en réserve, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi avait couru aux armes ; mais déjà toutes nos troupes avaient passé dans le plus bel ordre, et se trouvaient rangées en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toute part. Aux premiers coups de canon, Masséna exécuta son passage à Saint-Daniele : il éprouva peu de résistance et s'empara d'Osopo, cette clef de la chaussée de Ponteba que l'ennemi avait fait la faute de négliger : il l'intercepta désormais à l'armée autrichienne, sépara tout à fait de celle-ci la division qui lui était opposée, et la poursuivit jusqu'au pont de Casasola, en la jetant toujours sur la Carinthie. Le prince Charles désespéra de la victoire. Après plusieurs heures de combats, et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, il se mit en retraite, nous laissant du canon et des prisonniers.

VI. *Plan de retraite du prince Charles.* – Le prince Charles ne pouvait plus se retirer vers la Ponteba *par la chaussée de Saint-Daniele et d'Osopo*, que Masséna tenait en sa possession. Il prit le parti de regagner cette chaussée à Tarvis, *avec la plus grande partie de son armée* par Udine, Cividale, Caporetto, la Chiusa autrichienne ; il jeta une de ses divisions sur sa gauche, par Palma-Nova, Gradisca et Laybach,

pour couvrir *la Carniole*. Mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarvis, et l'armée autrichienne par cette nouvelle route, avait cinq ou six marches à faire. Le prince Charles compromettait donc son armée : il le sentit ; et, de sa personne, courut à Clagenfurt presser la marche d'une division de grenadiers qui s'y trouvait. *Cependant Masséna avait lui-même perdu deux jours ; mais ayant reçu l'ordre de se porter sans hésitation sur Tarvis, il y rencontra le prince Charles en bataille, avec les débris de la division qui, depuis la Piave, fuyait devant lui, et une belle division de grenadiers hongrois.*

Le combat fut vif et opiniâtre de part et d'autre. Chacun sentait l'importance du succès : car si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarvis, la partie de l'armée autrichienne que le prince Charles avait engagée dans la vallée de l'Isonzo était perdue. Le prince Charles se prodigua de sa personne, et fut *plusieurs fois* sur le point d'être arrêté par les tirailleurs français. Le général Brune, qui commandait une brigade de la division Masséna, s'y comporta avec la plus grande valeur.

Le prince Charles fut rompu : il avait fait donner jusqu'à ses dernières réserves ; il ne put opérer aucune retraite. Les débris de ses troupes allèrent se rallier à Villach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarvis, s'y établit, *en faisant face du côté de Villach et du côté de Goritz, barrant les débouchés de l'Isonzo.*

VII. *Combat de Gradisca, Prise de Laybach et de Trieste.* – Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier général se rendit à Palma-Nova ; c'est une place forte qui appartient aux Vénitiens. Le prince Charles l'avait fait occuper, et y avait établi ses magasins ; mais, jugeant qu'il lui faudrait laisser cinq à six mille hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il résolut

de l'évacuer. *Nous l'armâmes aussitôt* et la mîmes à l'abri d'un coup de main. Le lendemain 19, on marcha sur l'Isonzo.

Le général Bernadotte se présenta à Gradisca pour passer cette rivière. Il trouva la ville fermée, et fut reçu à coups de canon ; on voulut parlementer avec le commandant de la place, mais il s'y refusa. Napoléon partit alors avec la division Serrurier, prit le chemin de Montefalcone et marcha jusqu'au lieu où la rive gauche de la rivière cesse de dominer la rive droite. Il lui fallait perdre du temps pour construire un pont ; le colonel Andréossi, directeur des ponts, se jeta le premier dans la rivière pour la sonder ; les colonnes suivirent son exemple, et l'on passa, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la faible fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute.

Il était une heure après-midi ; on prit alors sur la gauche ; on monta sur les hauteurs, qu'on suivit jusque vis-à-vis Gradisca, où l'on arriva à cinq heures du soir. La place se trouva ainsi cernée et dominée. La division Serrurier avait marché avec d'autant plus de rapidité que la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudence de vouloir enlever la place d'assaut : il avait été repoussé, et avait perdu quatre à cinq cents hommes sans nécessité. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler, et par la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit l'Isonzo passé et les hauteurs couronnées, il capitula, et se rendit prisonnier de guerre *avec plusieurs régiments et beaucoup de canons*. Le quartier général fut porté le surlendemain à Goritz. La division Bernadotte fut dirigée sur Laybach. Le général Dugua, *avec mille chevaux, prit possession de Trieste*. La division Serrurier, de Goritz, remonta l'Isonzo pour soutenir le général Guyeux, et regagner à Tarvis la chaussée de la Carinthie. Le général

Guyeux, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé vers Udine et Cividale, et avait rencontré, à Caporetto, la chaussée de l'Isonzo. Il avait eu tout le jour de forts engagements avec le principal corps du prince Charles, qui avait pris la même route pour gagner Tarvis ; il lui avait tué beaucoup de monde et fait beaucoup de prisonniers. Le général autrichien avait laissé une arrière-garde à la Chiusa vénitienne, et s'était porté sur Tarvis, espérant que le prince Charles l'occupait encore. Mais Masséna y était depuis deux jours. Il fut attaqué en front par Masséna, et en queue par Guyeux. La position même de la Chiusa vénitienne, *qui était forte*, ne put résister à l'impétueuse 4^e de ligne ; elle gravit avec une rapidité inouïe une montagne qui domine la gauche de la Chiusa ; et tournant ainsi ce poste important, il ne resta plus d'autres ressources aux ennemis que de poser les armes. Bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. On ne fit que cinq mille prisonniers, dix mille avaient été tués ou blessés dans différents combats. *Depuis le Tagliamento, dix mille soldats, habitants de la Carniole ou de la Croatie, voyant que tout était perdu*, se débandèrent dans les gorges et gagnèrent isolément leurs villages.

Le quartier général se rendit successivement à Caporetto, à Tarvis, à Villach, à Clagenfurt.

VIII. *Entrée en Allemagne, passage de la Drave, prise de Clagenfurt, 29 mars.* – La province de Goritz, qui est la première des États héréditaires de la maison d'Autriche, confine avec l'Italie. Les habitants y parlent italien. Cette province fut sur-le-champ organisée ; le vieux château de Goritz fut armé : on composa un gouvernement provisoire des sept personnes les plus considérables, que l'on chargea de l'administration du pays. Toutes les mesures furent prises pour rassurer les habitants, et pour alléger le fardeau que leur occasionnait la garnison.

Les mêmes mesures furent prises à Trieste pour l'Istrie. Toutes les marchandises anglaises furent confisquées ; on répara le vieux château, pour servir de refuge à la petite garnison qu'on voulait y laisser. Les habitants étaient dans des dispositions très favorables aux Français.

Laybach est la capitale de la Carniole : on y organisa un gouvernement provisoire sur les mêmes principes qu'à Goritz et Trieste. Cette ville fut mise en état de défense : elle avait une enceinte bastionnée d'un très vieux tracé. On abattit les maisons qui se trouvaient sur les remparts.

Dans ces pays, situés près des Alpes, la saison était encore froide. Les habitants, qui avaient d'abord été effrayés, n'eurent qu'à se louer de l'armée française, laquelle à son tour n'eut pas à se plaindre de ces peuples.

Les dispositions des habitants du Cercle de Villach parurent favorables aux Français ; ils fournirent avec un grand empressement tout ce qui était nécessaire à l'armée. Nous étions en Allemagne, les mœurs y étaient différentes, nos soldats eurent beaucoup à se louer de l'esprit d'hospitalité qui caractérise le paysan allemand. La grande quantité de chevaux et de voitures, qu'ils se procuraient plus facilement qu'en Italie, leur fut d'une grande utilité.

On mit en état la ville de Clagenfurt⁶, capitale de la Carinthie : on y organisa aussi un gouvernement provisoire. Cette ville a une enceinte bastionnée, mais négligée depuis des siècles, et ne servant guère qu'à la police de la ville ; les remparts étaient couverts de maisons, on les abattit, et on en fit un point d'appui pour l'armée.

6. Aujourd'hui Klagenfurt. (*JMS*)

Le général Dugua, à Trieste, confisqua tous les magasins appartenant aux Anglais ou aux Autrichiens ; on en trouva de considérables et de toute espèce. On prit également possession des mines d'Idria : on y trouva pour plusieurs millions de vif-argent ⁷, qu'on évacua immédiatement sur Palma-Nova.

En entrant en Carinthie, on avait publié la Proclamation, suivante :

« L'armée française ne vient point dans votre pays pour le conquérir, ni pour porter aucun changement à votre religion, à vos mœurs, à vos coutumes. Elle est l'amie de toutes les nations, et particulièrement des braves peuples de la Germanie.

« Le Directoire exécutif de la République française n'a rien épargné pour terminer les calamités qui désolent le continent : il s'était décidé à faire le premier pas et à envoyer le général Clarke à Vienne, comme plénipotentiaire, pour entamer des négociations de paix. Mais la cour de Vienne a refusé de l'entendre ; elle a même déclaré à Vicence, par l'organe de M. de Vincent, qu'elle ne reconnaissait pas la République française. Le général Clarke a demandé un passeport pour aller lui-même parler à l'Empereur ; mais les ministres de la cour de Vienne ont craint, avec raison, que la modération des propositions qu'il était chargé de faire, ne décidât l'Empereur à la paix. Ces ministres, corrompus par l'or de l'Angleterre, trahissent l'Allemagne et leur prince, et n'ont plus de volonté que celle de ces insulaires perfides, l'horreur de l'Europe entière.

« Habitants de la Carinthie, je le sais, vous détestez autant que nous, et les Anglais qui seuls gagnent à la guerre actuelle, et votre ministère

7. Mercure. (JMS)

qui leur est vendu. Si nous sommes en guerre depuis six ans, c'est contre le vœu des braves Hongrois, des citoyens éclairés de Vienne, et des simples et bons habitants de la Carinthie.

« Eh bien ! malgré l'Angleterre et les ministres de la cour de Vienne, soyons amis. La République française a sur vous les droits de conquête ; qu'ils disparaissent devant un contrat qui nous lie réciproquement. Vous ne vous mêlerez pas d'une guerre qui n'a pas votre aveu. Vous fournirez les vivres dont nous pourrions avoir besoin. De mon côté, je protégerai votre religion, vos mœurs, vos propriétés ; je ne tirerai de vous aucune contribution : la guerre n'est-elle pas par elle-même assez horrible ! Ne souffrez-vous pas déjà trop, vous, innocentes victimes des sottises des autres ! Toutes les impositions que vous avez coutume de payer à l'Empereur serviront à indemniser des dégâts inséparables de la marche d'une armée, et à payer les vivres que vous nous aurez fournis. »

IX. *Affaires du Tyrol.* – Immédiatement après la bataille du Tagliamento, le général français expédia l'ordre au général Joubert⁸ d'attaquer l'armée qui lui était opposée, de s'emparer de tout le Tyrol italien, d'exécuter hardiment la marche qu'il lui avait prescrite, et de pénétrer en Carinthie par le Pusthersthal.

Le général Joubert entra en opération le 28 mars, passa le Lavisio, battit l'ennemi, *lui fit plusieurs milliers de prisonniers, passa l'Adige, le battit* à Tramin, s'empara de Bolzano, livra un nouveau combat à Clausen, força les gorges d'*Inspruch* le 28, *rejeta les troupes autrichiennes au-delà du Brenner*, et se dirigea sur la Carinthie, après avoir fait éprouver beaucoup de pertes à l'ennemi, et lui avoir pris sept à

8. Barthélémy Joubert (1769-1799). (*JMS*)



Le général Barthélemy Joubert
au combat.

huit mille hommes. Le général Joubert montra du talent, de la constance et de l'activité dans la direction de cette opération difficile. *Les généraux Delmars, Baraguey-d'Hilliers et Dumas se distinguèrent. Les troupes montrèrent la plus grande intrépidité.*

X. *Résumé.* – Ainsi, en dix-sept jours, les deux armées du prince Charles avaient été défaites. L'ennemi, rejeté au-delà du Brenner, avait évacué le Tyrol, après avoir fait des pertes très considérables. L'Autriche avait perdu Palma-Nova, place très forte, et Trieste et Fiume, seuls ports de la monarchie autrichienne ; la province de Goritz,

l'Istrie, la Carniole, la Carinthie étaient conquises ; la Save, la Drave, les Alpes noriques étaient passées. L'armée n'était plus qu'à soixante lieues de Vienne. Elle était fondée à espérer d'y arriver avant la fin de mai.

L'armée autrichienne, démoralisée et ruinée, ne pouvait plus lutter contre l'armée française, qui n'avait éprouvé aucune perte sensible, et chez qui le moral et le sentiment de la supériorité étaient à un degré inexprimable.



Le pillage des reliques d'Italie, caricature de Rowlandson.

Affaires de Venise.

I. *Description de Venise.* – La république de Venise, au moment de la révolution française, était l'État le plus considérable de l'Italie. La population du royaume de Naples lui était supérieure ; mais Venise l'emportait de beaucoup par la force de son gouvernement et les avantages de sa topographie. Le gouvernement siégeait dans une ville forte, inattaquable par terre et par mer. *Indépendamment de son armée de terre, il avait une escadre qui domina l'Adriatique, et le faisait respecter de tout le Levant. Cette ville fut fondée au cinquième siècle par des habitants du Frioul et du Padouan qui se réfugièrent dans les Lagunes, pour se mettre à l'abri de l'oppression des barbares. Leurs descendants se maintinrent toujours indépendants des dominateurs de l'Italie.*

Cette belle péninsule, en proie aux révolutions, a changé souvent de maîtres. Venise seule, toujours indépendante et libre, n'a jamais reconnu de pouvoir étranger.

Venise est la ville et le port de commerce le mieux situé de toute l'Italie. Toutes les marchandises de Constantinople et du Levant y arrivent directement par le chemin le plus court, par l'Adriatique ; de là, elles se répandent jusqu'à Turin par le Pô, et dans toute l'Allemagne en remontant l'Adige, jusqu'auprès de Botzen, où elles trouvent des chaussées sur Augsbourg et Nuremberg. Venise est située près l'embouchure du Pô et de l'Adige. Elle est le port de ces deux rivières. D'un autre côté elle communique par des canaux avec Bologne, de sorte que *toutes les productions de la grande plaine d'Italie s'écoulent par Venise : cette ville est le port de mer le plus près d'Augsbourg et de Munich.*

La nature a fait Venise l'entrepôt d'échange du Levant, de l'Italie et de l'Allemagne méridionale. Avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, cette ville faisait le commerce des Indes par Alexandrie et la mer Rouge. Aussi s'opposa-t-elle vivement aux opérations des Portugais. Elle équipa une flotte considérable dans la mer Rouge ; elle établit un arsenal, des aiguades, des magasins près de Suez. On en voit encore des débris aux fontaines de Moïse. Les Portugais battirent ces flottes construites à grands frais, et les Vénitiens, vaincus, durent renoncer à les arrêter dans leurs succès de découvertes et de commerce.

Les lagunes, qui sont formées par les eaux de la Piave et de la Brenta, communiquent avec la mer par trois passages.

La souveraineté de Venise résidait dans l'aristocratie de quelques centaines de familles inscrites dans le livre d'or. Leurs sujets se composaient d'une population de trois à quatre millions d'individus répandus autour de Venise dans les pays les plus riches et les plus fertiles du monde ; *savoir* : le Bergamasque, le Brescian, le Vicentin, le Véronnais, le Padouan, la Polésine, le Trévisan, le Bassanais, le Cadourin, le Bellunais et le Frioul, dans la terre-ferme d'Italie ; l'Istrie et la Dalmatie, sur les rives de la mer Adriatique, et les îles Ioniennes, répandues à son entrée. Ces provinces de terre-ferme s'appuient au nord sur la crête supérieure des Alpes Juliennes et des Alpes du Tyrol, depuis la source de l'Adda jusqu'à celle de l'Isonzo. Cette chaîne de montagnes, presque partout impraticables, les sépare de l'Allemagne, avec laquelle elles n'ont de communication que par les trois chaussées qui longent l'Adige, le Tagliamento, et l'Isonzo. Les vallées de l'Adige, de la Brenta, de la Piave, du Tagliamento, de l'Isonzo, appartenaient dans leur entier à cette république. Sa marine consistait dans une douzaine de vaisseaux, autant de frégates et petits bâtiments qui suffisaient pour se faire respecter des Barbaresques, dominer l'Adriatique et défendre ses lagunes. Venise pouvait mettre cinquante mille hommes sur pied, composés de régiments italiens recrutés dans la terre-ferme ou d'Esclavons, peuple brave *et de tout temps* dévoué à la république ; elle pouvait lever *de ceux-ci* jusqu'à dix à quinze mille hommes à pied et quatre à cinq mille à cheval ; leurs chevaux *sont* petits, mais d'un bon service. Ces Esclavons étaient les troupes de confiance du Sénat : ils avaient le très grand avantage d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la *terre-ferme*.

La ville de Venise était fort riche, et quoique son commerce fût déchu, cependant il se maintenait encore. Les seules familles du livre d'or avaient part à *l'administration*, elles remplissaient le Sénat, les Conseils, les Quarancies et autres magistratures, ce qui *excluait les nobles* de la

terre-ferme. Ceux-ci comptaient parmi eux un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes, qui, sujettes et privées de tout pouvoir, demeuraient sans considération et jalousaient beaucoup la noblesse souveraine de Venise.



La nature offrant ses dons à Venise, par Tiepolo.

Ces nobles de terre-ferme descendaient en partie des anciens Condottieri, des anciens Podestats, ou autres personnes qui jadis avaient joué un grand rôle dans les républiques de leurs villes, et dont les ancêtres, après s'être opposés longtemps aux entreprises de Venise, avaient été victimes de la politique de cette république. Ainsi, à la jalousie et à la haine que leur inspirait la nature du gouvernement, se joignaient, encore les ressentiments historiques soigneusement perpétués. Ces provinces de terre-ferme étaient généralement mécontentes et fort peu attachées à leur gouvernement. *La plus grande partie* du peuple faisait cause commune avec la noblesse de terre-ferme ; *une portion cependant* s'attachait aux nobles Vénitiens qui avaient des propriétés et des établissements dans presque toutes les provinces. Les prêtres étaient sans crédit et sans considération dans la république,

qui de très bonne heure s'était affranchie de toute influence de la part du Pape.

Le chef de la maison d'Autriche, qui possédait Milan et Mantoue en Italie, et une portion de l'Istrie, sur l'Adriatique, avait beaucoup d'intérêts mêlés avec Venise ; et celle-ci, qui avait à le redouter constamment, s'était toujours maintenue contre lui, par l'équilibre de l'Europe, et spécialement par la protection de la France.

Pour aller du Tyrol à Mantoue par la Lombardie, il faut traverser le territoire vénitien depuis Rivoli jusqu'à Mantoue, ce qui forme environ deux jours de marche. Des traités y assuraient à l'Autriche une route militaire ; mais les troupes devaient la traverser désarmées et par petits détachements. Aucune autre route militaire n'était accordée au travers du pays, depuis l'Adige jusqu'à l'Isonzo. Dans les guerres précédentes en Italie, l'Autriche était obligée de faire les communications de son armée par mer, de Trieste au Pô, les convois ne pouvant traverser le Frioul et les États de terre-ferme, hormis la route de Rivoli à Mantoue. C'est ce qui donna lieu à la croisière du chevalier de Forbin, sous Louis XIV, qui interceptait les communications par mer, de Trieste au Pô.

Lorsque la première coalition se forma contre la France, les puissances en gagèrent cette république d'y prendre part. Il ne paraît pas qu'il s'élevât à ce sujet des discussions sérieuses dans le conseil ; tous y furent du même avis. Ils étaient tellement éloignés du théâtre, qu'ils se regardèrent comme étrangers à ces affaires, et voulurent demeurer neutres. Lorsque le comte de Lille choisit Vérone pour son séjour, Venise ne l'accorda qu'avec l'assentiment du Comité de Salut-Public, qui préférait savoir le prétendant à Vérone qu'en tout autre lieu.

Quand les troupes françaises marchèrent, en 1794, vers Oneille, et que leur camp s'établit à Savone, on crut l'Italie menacée d'invasion, et plusieurs puissances se réunirent en congrès à Milan. Venise refusa d'y paraître, non qu'elle ne condamnât les principes français, mais elle redoutait de se livrer à la merci de l'Autriche. Le danger d'ailleurs lui paraissait très éloigné.

II. *Opinion dans le sénat : la première est celle des amis de l'Autriche, la deuxième, des vieux sénateurs, la troisième, des amis de la France.* – Mais quand Napoléon parvint à Milan, et que Beaulieu se réfugia épouvanté derrière le Mincio, qu'il entra dans Pescaire, et y assit sa droite, dans l'espoir de défendre le Mincio, alors l'incertitude et les alarmes furent grandes dans la république ; l'espace immense qui avait séparé jusque-là la lutte de la démocratie et de l'aristocratie était franchi. La guerre des principes et celle des canons se trouvaient au sein de l'État. De vives et orageuses discussions agitèrent le Sénat, qui se partagea entre trois opinions. Pezzaro et les plus jeunes sénateurs, *partisans de l'Autriche, voulaient que l'on se déclarât contre la France.* Ils voulaient la neutralité, mais la neutralité armée. Ils voulaient qu'on jetât de fortes garnisons dans Pescaire, Brescia, Bergame, dans Porto-Lignano et Vérone ; qu'on déclarât ces places, places de guerre. Ils voulaient qu'on levât cinquante mille hommes, qu'on armât avec activité les lagunes, qu'on y plaçât des chaloupes-canonnières, qu'on équipât une escadre pour tenir l'Adriatique, et que, dans cette attitude formidable, on déclarât la guerre au premier qui violerait *désormais* le territoire. Ceux de cette opinion disaient, que si la dernière heure était arrivée, il valait mieux périr les armes à la main, que d'expirer honteusement ; qu'en défendant le territoire on empêcherait les idées françaises de s'inoculer dans les principales villes, qu'on obtiendrait des deux partis ennemis d'autant plus de ménagement qu'on se serait mis plus en mesure d'en exiger ; que si, au contraire, on ouvrait paisiblement les

portes, et qu'on laissât entrer les Français dans les grandes villes de terre-ferme, alors la guerre des deux grandes puissances s'établissait sur le territoire de la république, et, dès ce moment, la souveraineté lui échappait : que le premier devoir du prince est de protéger ses sujets ; or, le seront-ils, pourront-ils l'être, si l'on laissait établir le théâtre de la guerre sur leur territoire ? les campagnes seront ravagées, les villes brûlées successivement par les deux armées. Alors les peuples malheureux perdront toute estime et tout respect pour l'autorité qui les abandonne. Les germes de mécontentement et de jalousie qui existent déjà fermenteront avec violence ; la république expirera sans mériter même les regrets de l'histoire.

L'opinion à laquelle se ralliaient tous les vieux sénateurs, était de ne prendre aucun parti décisif. *Ils avouaient* que tous les dangers étaient vrais, qu'on avait à craindre tout à la fois, et l'ambition de l'Autriche, et les principes de la France ; mais que ces maux étaient heureusement passagers. Qu'avec du ménagement et de la patience, on éviterait les inconvénients qu'on craignait. Que les Français étaient d'un naturel conciliant, facile à caresser ; qu'avec de bons procédés et des gouverneurs habiles, tenant un grand état de maison, ayant quelques fonds à leur disposition pour les dépenses secrètes, on s'emparerait de l'esprit de leurs chefs, on se concilierait leur opinion. *Que déclarer désormais une neutralité armée, c'était déclarer la guerre à la France.* Qu'on ne pouvait leur fermer des portes qui avaient été ouvertes à leurs ennemis, sans lui donner un juste sujet de guerre. Or, pouvait-on songer sérieusement à leur résister avec quelques milliers d'Esclavons ! La république ne devait pas compter sur le Brescian, ni sur le Bergamasque, qui s'insurgeraient tout d'abord, et que, si l'on venait à combattre, les Français trouveraient aussitôt dans leurs partisans de la terre-ferme, un équivalent aux levées qu'on pourrait faire venir contre eux de la Dalmatie. Que les maux étaient grands

sans doute, la crise dangereuse ; mais qu'on n'était pourtant pas au point où le peignaient les têtes exaltées. La république avait traversé bien d'autres orages, il fallait gagner du temps : c'était avec ce sage principe que leurs ancêtres s'étaient maintenus. Heureusement la providence avait fixé leur capitale dans *une ville imprenable*. *Tous les efforts de la république ne devaient avoir pour but que de renforcer cette capitale, en opposant à tout le reste la patience, la modération et le temps.*

Une troisième opinion se manifesta dans le Sénat ; on l'attribua au provéditeur Bataglia. La république, dit-il, est vraiment en danger de son existence. D'un côté les principes français subversifs de notre constitution ; de l'autre, l'Autriche, qui en veut à notre indépendance. Entre ces deux maux inévitables, sachons choisir le moindre. Le pire, à mes yeux, est l'esclavage de l'Autriche. Augmentons le livre d'or, inscrivons-y ceux de la noblesse de terre-ferme qui le méritent ; dès ce moment, plus de divisions, plus d'opposition parmi nous. Armons nos places, équipons nos flottes, levons cinquante mille hommes, et courons au-devant du général français lui offrir une alliance offensive et défensive. Nous serons peut-être, par là, conduits à quelques changements dans notre constitution ; mais nous sauverons notre indépendance et notre liberté. Est-ce donc la première fois qu'on augmente le livre d'or ? On a parlé d'une neutralité armée confie les deux partis. Il y a deux ans, au commencement de l'orage, ce parti eût été meilleur. Il était juste, parce qu'il était égal pour les deux parties belligérantes ; il eût été possible, parce qu'on eût eu le temps de s'y préparer. Si vous le proclamiez aujourd'hui, ce serait déclarer la guerre à la France. *Vous ne pouvez pas interdire aux Français ce que vous avez permis ou toléré de la part des Autrichiens. Peut-on vous proposer de vous mettre en guerre contre l'armée française, laquelle est victorieuse, lorsqu'elle sera dans huit jours à vos portes, lorsque encore vous n'avez aucun traité avec l'Autriche ? et en eussiez-vous, celle-ci ne peut vous*

être d'aucun secours avant deux mois ; or, que deviendrait la république, dans deux mois, contre un ennemi aussi entreprenant et aussi actif ? Le second parti qu'on nous propose, celui de la patience et du temps, est aussi mauvais que le premier. Les circonstances politiques ne sont plus aujourd'hui les mêmes ; les temps sont bien changés ; la crise où nous sommes ne ressemble à aucune de celles dont a triomphé la vieille existence de la république : nous ne saurions prendre conseil de nos ancêtres. Les principes français sont dans toutes les têtes, ils se reproduisent partout : c'est un torrent débordé qu'on espérerait en vain arrêter par les digues de la patience, de la modération et de la souplesse. Le parti français existe dans toutes les provinces. La mesure que je vous propose peut seule nous sauver ; elle est simple, noble, généreuse. Je le répète : *allons au-devant du général français, concluons avec lui une alliance offensive et défensive*. L'Autriche se trouvera trop faible pour que nous craignons de devenir sa proie. *Nous pouvons contribuer efficacement aux succès des Français ; nous pouvons les renforcer de vingt-cinq mille hommes, en gardant ce qui nous est nécessaire pour Venise, et, de plus, les favoriser de notre influence sur les esprits, des avantages de nos localités, tout sera facile, parce que tous les partis qui divisent l'État marcheront ensemble et dans une même direction*. Notre indépendance sera assurée ; nous sauvons les grandes bases de notre constitution. Renforcés par nous, les Français prendront promptement Mantoue, porteront la guerre hors de nos limites. Que si, malgré notre assistance, les Français étaient battus, obligés de repasser l'Adda, nous nous défendrions contre l'Autriche. L'Autriche n'a aucun parti sur notre territoire ; à Brescia, Bergame, il n'est personne qui ne prît volontairement les armes pour n'être pas sujet autrichien ; alors le poids de la France, l'intérêt de l'Angleterre, de la Suisse nous sauveraient.

Cette opinion excita toutes les passions, frappa tous les bons esprits ; mais ne captiva le suffrage que *de peu de Sénateurs*. Comment affaiblir ses privilèges ? L'amour et l'intérêt de famille l'emportèrent sur ceux de la patrie. Cette résolution était trop grande pour des gens dégénérés, incapables de grandes pensées. Aussi ce ne fut ni l'invasion de Napoléon en Italie, ni les principes français qui perdirent Venise ; mais la conduite de son gouvernement et l'abasourdissement de ceux qui le composaient. On prit donc, ainsi qu'il arrive dans une grande circonstance, le parti le plus mauvais ; on s'en rapporta aux événements et à la Providence.



Le doge de Venise reçoit les ambassadeurs étrangers, par Canaletto.

III. *Conduite des provéditeurs Mocenigo, Foscarelli, Bataglia.* – Le provéditeur Mocenigo, suivant ses instructions, reçut donc le général en chef, à Brescia, magnifiquement. Ce furent des voitures somptueuses, de grandes fêtes, des repas splendides. Jamais la France n'avait eu de meilleurs amis que les Vénitiens ; chaque noble voulait devenir l'ami particulier du général français. D'un autre côté, ces fêtes, où était invitée toute la noblesse du pays, facilitaient les liaisons des officiers français avec les principales familles ; aucun ne put se faire scrupule de recevoir chez lui des officiers et des généraux dont on avait fait la connaissance chez le provéditeur.

Le provéditeur Foscarelli fut de même à Vérone, il donna pareillement des fêtes ; mais, étant d'un caractère peu souple, il ne put dissimuler les sentiments secrets de son cœur ; c'était un des hommes du Sénat les plus opposés aux Français. Il ne put porter aucune plainte contre l'entrée des Français à Pescaire, parce qu'ils y succédaient à Beaulieu ; mais quand on lui demanda les clefs de l'arsenal pour armer les remparts, quand on se mit en devoir d'armer les galères, Foscarelli se plaignit que le général français violait la neutralité de la république. Beaulieu, il est vrai, était entré dans les fortifications de Pescaire ; de ses remparts, il avait tiré du canon sur les Français, mais c'était avec sa propre artillerie !!! Lorsque le général français arriva à Pescaire, Foscarelli se rendit auprès de lui pour le détourner de venir à Vérone, comme il l'avait annoncé, le menaçant de fermer les portes et de les défendre de son canon. « Il est trop tard, dit le général français, tirant sa montre, mes troupes y sont entrées, je suis obligé d'établir une défense sur l'Adige pendant le siège de Mantoue. Ce n'est point avec quinze cents Esclavons que vous pourriez me garantir et vous opposer au passage de l'armée autrichienne. Si vous le pouviez, pourquoi ne l'avez vous pas fait ? La neutralité consiste à avoir même poids et même mesure pour chacun. Si vous êtes amis des Français vous ne

pouvez vous empêcher de leur accorder ce que vous avez accordé ou du moins toléré à leur ennemi. » Quand on exigea les clefs des magasins et de la poudrière pour armer Vérone ; quand, pour tracer une demi-lune en avant de Vérone, sur la chaussée de Vicence, il fallut démolir quelques bureaux d'octroi, Foscarelli tout hors de lui, demanda une audience au général français, et parla longtemps sur la violation de la souveraineté de la république. Ces diverses discussions envoyées au Sénat, lui firent comprendre que Foscarelli n'avait pas précisément les qualités propres aux circonstances. Pensant que Bataglia serait plus agréable à Napoléon, on le lui envoya comme provéditeur-général de toutes les provinces au-delà de l'Adige. C'était un homme souple, instruit, de manières douces, sincèrement attaché à la république, très porté pour la France d'autrefois, et préférant même la France républicaine à l'Autriche. Peu à peu le théâtre de la guerre s'étendit sur la totalité des possessions vénitiennes ; mais ce furent toujours les Autrichiens qui entamèrent de nouveaux territoires. *Beaulieu occupa le premier Peschiera, Vérone.* Wurmser se jeta le premier dans Bassano, et traversa le premier Vicence et Padoue ; Alvinzi, plus tard, et l'archiduc Charles occupèrent le Frioul, Palma-Nova et jusqu'aux limites les plus orientales de la république.

IV. *Factions à Brescia, Bergame, Vérone.* — Cependant une grande agitation prévalait dans toute la terre-ferme, le mécontentement se propageait avec rapidité. Aux causes naturelles de la constitution de Venise, se joignait aujourd'hui la fréquentation des Français, l'attrait de leurs opinions nouvelles, et la sorte d'admiration que répandirent les défaites de Wurmser, et les succès obtenus sur Alvinzi. On regardait généralement *l'Italie comme perdue pour l'Autriche*, et l'on considérait que son expulsion devait entraîner la chute de l'aristocratie. Le général français chercha constamment à modérer ce mouvement. Lorsqu'il revint de Tolentino, tout entier à son projet

de marcher sur Vienne, il porta toute son attention à prévenir les troubles qui pourraient avoir lieu durant son absence d'Italie. Les états vénitiens lui donnaient de l'embarras : l'irritation avait été toujours croissant ; Brescia et Bergame avaient à peu près opéré leur révolution. Les Fenaroli, les Martinengue, les Lecchi, les Alexandri, étaient à la tête de ce mouvement ; ils composaient les premières, les plus riches familles. Ces deux villes, sous le nom de municipalité ; exerçaient une espèce d'indépendance : elles avaient les caisses, disposaient des revenus et nommaient aux emplois ; si le lion de Saint-Marc s'y voyait encore, c'était plutôt une déférence pour les volontés du général français, qu'un acte de soumission à la souveraineté de Venise. C'était partout des déclamations amères et violentes contre les nobles Vénitiens, soit dans la conversation, soit par la voie de la presse. Partout on relevait avec aigreur l'injustice de leur souveraineté. « Où est le droit de Venise, disait-on, de dominer sur nos villes ? Sommes-nous moins braves, moins éclairés, moins riches ? Que diverses provinces reconnaissent un monarque qui séjourne dans la capitale, cela se conçoit, parce que ces provinces et cette capitale sont égales à ses yeux, sont toutes sujettes et toutes favorisées des mêmes droits. Mais ici, que le noble Vénitien s'arroge exclusivement la souveraineté sur nous, qui les valons à tous égards, c'est une monstruosité insupportable et révoltante. »

D'un autre côté, l'orgueil des sénateurs était vivement offensé de voir des sujets qui depuis des siècles étaient soumis à leurs ancêtres, oublier l'immense distance qui les séparait. Il n'oubliaient rien pour les faire rentrer dans le devoir : ils augmentaient les levées d'Esclavons, les menaçaient des succès des Autrichiens, les appelaient jacobins, faisaient courir les bruits les plus alarmants contre les Français : tout annonçait un choc violent.

Bataglia, dans ses dépêches au Sénat, adoucissait les outrages des Brescians, et diminuait aux yeux de ceux-ci la colère et les emportements du Sénat. Toujours conciliant, il ne cessait dans ses nombreux rapports avec le général français, de l'intéresser à la République. Cependant il était trop éclairé pour se dissimuler qu'il était impossible d'ajuster à l'amiable des passions si violemment contrariées.



Le palais ducal de Venise vers 1750, par Canaletto.

V. *Difficulté attachée aux affaires de Venise.* – Le général français médita longtemps sur l'état des choses. Il lui semblait impossible de laisser ainsi sur ses derrières trois millions d'individus livrés au désordre et à l'anarchie. Il n'avait pas plus d'influence sur les amis de la France que sur le Sénat même ; il pouvait bien les empêcher de se porter à de telles démarches, mais il ne pouvait les empêcher de parler, d'écrire, d'irriter personnellement le Sénat dans une foule de détails d'administration qui lui étaient étrangers. Il fallait pourtant prendre un

parti, désarmer ceux de Brescia et de Bergame, se déclarer tout à fait pour le Sénat en proscrivant les novateurs ; en remplir les cachots de Venise, c'eût été s'aliéner le parti populaire sans se concilier l'affection du Sénat. Et si cette atroce politique eût pu entrer dans l'esprit du général français, elle eût eu pour résultat infaillible comme sous Louis XII ; de réunir à la fin toute la population contre lui. Porter le Sénat à s'allier avec la France en modifiant sa constitution, en se rendant agréable aux peuples de la terre-ferme, c'était sans doute le meilleur parti, aussi le général français avait-il tout tenté pour l'y amener. À chaque succès *qu'il obtenait* il en renouvelait la proposition, mais il avait toujours échoué. *Il s'offrait un troisième parti* : de marcher sur Venise, de saisir cette capitale, et d'y opérer, par la force, le changement politique nécessaire, en modifiant ses lois et procurant la supériorité aux partisans de la France. C'était la vraie manière de couper le nœud ne pouvant le dénouer. Mais quand, après avoir arrêté ce projet, il voulait déterminer le moment de l'exécution, il lui devenait impossible de le concilier avec les circonstances et son grand projet sur Vienne.

Il ne pouvait marcher sur Venise tant que le prince Charles serait sur la Piave, il fallait donc commencer par le battre et le chasser d'Italie. Mais, si l'on obtenait ce grand avantage, convenait-il alors de perdre les fruits de la victoire ? fallait-il retarder le passage des montagnes pour ramener la guerre autour de Venise ? C'était donner au prince Charles le temps de se reconnaître, de se renforcer, de créer de nouveaux obstacles. Ou ne pouvait attaquer Venise sans avoir battu le prince Charles qui la couvrait ; *et on ne le devait pas après l'avoir battu, parce qu'alors le temps était trop précieux, et qu'il convenait de le poursuivre jusqu'à Vienne.* Venise était d'une grande force ; elle était défendue par ses lagunes, une grande quantité de bâtiments armés ; quinze mille Esclavons formaient sa garnison. Maîtresse de l'Adriatique,

elle pouvait recevoir encore de nouvelles troupes ; enfin, elle recérait dans son sein la force morale de toutes ces familles souveraines qui allaient combattre pour leur existence politique. Qui pouvait évaluer le temps que nos troupes seraient retenues à cette entreprise ; et, pour peu que la lutte se prolongeât, de quel effet ne pouvait pas être une telle résistance sur le reste de l'Italie ? Cette nouvelle guerre ne manquait pas d'éprouver de grandes contradictions à Paris : Venise y avait un ministre très actif ; les conseils y étaient en opposition avec le Directoire ; le Directoire lui-même était très divisé. Si Napoléon consultait le Directoire sur l'entreprise de Venise, *celui-ci ne répondrait pas, ou éviterait la question*. Si, comme il avait fait jusque-là, il agissait de son chef, *sans demander d'autorisation*, à moins d'un succès immédiat, on lui reprocherait d'avoir violé tous les principes : il n'avait le droit, comme général en chef, que de repousser la force par la force ; une guerre nouvelle contre une puissance indépendante ne pouvait être faite sans l'ordre de son gouvernement ; c'eût été se rendre coupable de l'usurpation des droits de la souveraineté.

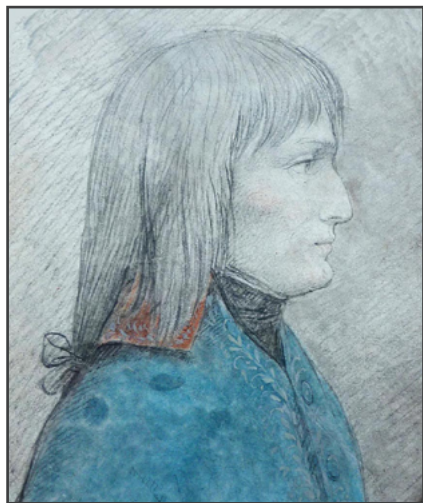
On ne put donc prendre le parti décisif de déclarer la guerre à Venise ; 1° Parce qu'on n'en avait pas le droit, 2° parce que cela n'était pas conciliable avec le projet *de porter la guerre en Allemagne, sans délai*. L'épisode *de Venise* pouvait devenir une affaire principale qui eût fait manquer *la grande affaire* de Vienne ; il fallut donc se résoudre vis-à-vis des Vénitiens à de simples précautions militaires. On était sûr de Brescia et de Bergame, et de tous les pays sur la rive droite de l'Adige ; ses troupes occupaient les citadelles de ces deux villes. Vérone, moins bien disposée, fut contenue non seulement par ses châteaux bien approvisionnés ; mais encore par le vieux palais sur la rive droite, qu'on fit armer, qui devint une véritable citadelle au milieu de la ville, et rendit maître absolu d'un des trois ponts de pierre. Toutes les troupes qui avaient été employées à l'expédition contre le Pape

furent destinées à former une réserve qui se tiendrait sur Vérone, et se porterait partout où il serait nécessaire.

VI. *Conférence avec Pezzaro.* – Napoléon au moment d'ouvrir la nouvelle campagne, toujours plus inquiet de la direction des affaires de Venise, ayant le pressentiment de quelques machinations secrètes de la part du Sénat, résolut de tenter un nouvel effort de négociation, et voulut avoir un entretien avec Pezzaro, *le chef du parti Autrichien*, qui dans ce moment conduisait toutes les affaires de la république. Pezzaro peignit l'état critique de la république, le mauvais esprit des peuples, les plaintes légitimes *contre Brescia et Bergame et leurs partisans dans les autres provinces* de la terre-ferme. Il dit que ces circonstances difficiles exigeaient des mesures fortes de la part du Sénat, et des armements extraordinaires qui ne devaient causer aucun ombrage au général français ; *que le Sénat* était dans l'obligation de faire des arrestations à Venise et dans la terre-ferme, et qu'il serait injuste de qualifier de rigueur contre les partisans de la France, ce qui n'était, de la part du Sénat, que la juste punition des citoyens turbulents qui voulaient renverser les lois de leur pays. Le général français ne disconvint pas de la situation critique de Venise, et sans perdre son temps à en discuter les causes, il aborda franchement les faits : « Vous voulez arrêter ce que vous appelez vos ennemis, et que nous appelons nos amis ; vous mettez en place des personnes connues par la haine qu'elles nous portent, et par leurs liaisons avec les Autrichiens. Vos troupes s'augmentent, elles marchent, *disent-elles*, contre les jacobins. *Que vous reste-t-il à faire pour que nous soyons en guerre ?* Une guerre contre la France ferait votre entière et prompte ruine ; vainement vous compteriez sur le Prince Charles ; votre calcul serait faux : je le battraï et le chasserai de l'Italie avant huit jours. Il est un moyen de sortir de la situation pénible où nous sommes ; je veux terminer vos angoisses, je vous offre l'alliance de la République ; je vous garantirai

tous vos États de terre-ferme, même votre autorité dans Brescia et dans Bergame. *Vous déclarerez la guerre à l'Autriche, et vous me donnerez dix mille hommes pour contingent. Je crois convenable de mettre dans le livre d'or les principales familles de la terre-ferme ; mais je n'en fais pas une condition sine qua non. Retournez à Venise ; faites délibérer le Sénat, et venez signer un traité qui seul peut sauver votre patrie, et nous mettre d'accord.* » Pezzaro s'était fort avancé, il avait besoin de gagner du temps ; il avoua la sagesse du projet, et partit pour Venise, en promettant de venir avant quinze jours.

Pendant cet intervalle il se passa bien des événements. Le 13 mars l'armée française passa la Piave. Aussitôt que Pezzaro en fut instruit, il expédia à Bergame l'ordre de faire arrêter et traduire devant le



 Napoléon Bonaparte pendant la campagne d'Italie, croquis par Longhi.

conseil des dix, quatorze des principaux citoyens de cette ville ; c'étaient les chefs du parti patriotique ; mais ceux-ci, prévenus par un commis de Venise qui était de leur parti, interceptèrent le courrier porteur de cet ordre, arrêtrèrent le provéditeur lui-même, et proclamèrent la liberté de Bergame le 14 mars. Ils envoyèrent au général français, pour l'en prévenir, des députés qui ne purent l'atteindre que sur le champ de bataille de Tagliamento. Cet événement le contraria beaucoup, mais il était

sans remède. Les Bergamasques s'étaient déjà fédérés avec Milan, capitale de la république lombarde, et Bologne capitale de la

république transpadane. La même révolution s'opéra peu de jours après à Salo et à Brescia. Les deux mille Esclavons qui étaient dans cette dernière ville furent désarmés ; le provéditeur Bataglia fut respecté, mais renvoyé à Vérone. Pezzaro revint comme il l'avait promis ; il rejoignit le général français à Palma-Nova. Le prince Charles avait été battu sur le Tagliamento, Palma-Nova avait ouvert ses portes, et les drapeaux français flottaient à Tarvis, au-delà de l'Isonzo sur le sommet des Alpes noriques !

Ai-je tenu parole, dit Napoléon ? le territoire vénitien est couvert de mes troupes, les Allemands fuient devant moi, je serai sous peu de jours en Allemagne : que veut votre république ? Je lui ai offert l'alliance de la France, l'accepte-t-elle ? » – Non, dit Pezzaro. Venise se réjouit de vos triomphes, elle sait bien ne pouvoir exister que par la France ; mais, fidèle à son antique et sage politique, elle veut rester neutre. D'ailleurs à quoi pourrions-nous être bons ? Sous Louis XII et François Ier, nous pouvions être de quelque poids sur le champ de bataille ; mais aujourd'hui, avec des armées si immenses, avec des populations entières sous les armes, *quel cas pourriez-vous faire de nos secours ?* » – Mais, continuez-vous vos armements ? » – Il le faut bien, dit Pezzaro ; Brescia et Bergame ont levé l'étendard de la rébellion. Nos fidèles sujets sont menacés à Crema, à Chiari, à Vérone ; Venise même est agitée. – Eh bien, lui répondit le général français, tout cela n'est-il pas une raison de plus pour accepter les propositions que je vous ai faites ? Elles termineront tout. Mais votre destinée vous entraîne ; toutefois songez-y ; le moment est plus décisif pour votre république que vous ne pensez ; je laisse en Italie plus de force qu'il n'en faudrait pour vous soumettre ; je quitte l'Italie pour m'enfoncer en Allemagne ; s'il y avait sur mes derrières des troubles par votre faute, si mes soldats étaient insultés par l'impulsion que vous donnez aux vôtres contre les jacobins ; ce qui n'eût pas été un crime

quand j'étais en Italie, en serait un irrémissible sitôt que je serais en Allemagne ; votre république cesserait d'exister, vous auriez prononcé sa sentence. *Si j'ai à me plaindre de vous, vainqueur ou vaincu, je ferai la paix à vos dépens !* » Pezzaro, comme on le croit bien, s'étendit en vœux, en justifications, protestations, et l'on se sépara.

Les propositions offertes par le général français avaient été vivement discutées dans le sénat et rejetées. « À quoi aboutirait une telle alliance, avait-on dit ? À perdre nos Esclavons ; au premier combat, au premier triomphe, ils ne seraient plus à nous ; Napoléon leur donnerait des honneurs, des récompenses ; il les enlèverait infailliblement par cette magie qui toujours enchaîne le soldat au général qui le fait vaincre. » Ils *arrêtèrent* donc l'alliance de l'Autriche, et mandèrent à l'envoyé qu'ils avaient à Vienne de conclure malgré la défaite du Prince Charles. C'est ainsi que cette antique république courait aveuglément à sa perte, et était *la dupe de la politique traîtresse et machiavélique de Vienne.*

VII. *Insurrection de Venise ; Massacre des Français à Vérone.* — Laudon, nommé commandant de la levée tyrolienne, qui s'était retiré à Inspruck devant Joubert, ne le vit pas plutôt engagé dans le Pusthersthal qu'il rentra dans le Tyrol pour continuer d'organiser son insurrection et suivre le petit corps d'observation français qui se retirait sur les débouchés de l'Italie pour protéger Vérone. Laudon avait peu de forces ; presque tout ce qui avait été opposé à Joubert avait eu ordre de filer en toute hâte pour rejoindre le prince Charles : ce mouvement dans le Tyrol était donc de peu de conséquence ; il avait été calculé par Napoléon, qui avait préféré avant tout d'avoir la totalité de ses troupes sous la main.

Laudon, avec l'activité et l'adresse qui caractérisent un partisan, inonda le pays de proclamations et de nouvelles ; il répandait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, ayant voulu passer le Rhin, avaient été écrasées, que le Tyrol avait été le tombeau des Français ; que l'armée de Joubert avait péri ; il exhorta les Vénitiens et toute l'Italie à une révolte générale, et à se lever en masse sur les derrières des Français. Dans le même moment les mêmes nouvelles répandues par les amis de Pezzaro parvenaient de Venise. Elles arrivaient donc par deux sources différentes, et durent s'accréditer facilement dans tous les États vénitiens, d'autant plus que l'année dernière, les armées du Rhin avaient eu un pareil échec. À Brescia, à Bergame, où les partisans de la liberté étaient les plus forts, ils prirent aussitôt les armes, se concertèrent avec les gouverneurs français, et envoyèrent des députations à Milan, à Modène, à Bologne, afin de se soutenir mutuellement.

À Vérone, au contraire, où le parti *du Sénat* dominait, et que Pezzaro avait fait *le point d'appui de son parti*, le peuple, les militaires, les magistrats, éclatèrent contre les Français ; ceux-ci furent arrêtés dans leurs maisons, et quatre cents de nos malades furent égorgés dans les hôpitaux. Les Français durent s'enfermer dans les forts extérieurs de Vérone, et dans celui qui avait été pratiqué dans l'intérieur, au débouché du troisième pont.

Kilmaine, qui ne voulut pas se laisser couper de Victor, revenant de Rome, sortit de la ville avec ce qui n'était pas nécessaire à la garde des châteaux, et se retira sur le Mincio. Ainsi le lion de Saint-Marc se relevait triomphant et terrible ; car au lieu de réprimer ce dangereux mouvement, le parti de Pezzaro s'y livra tout entier, soit qu'il crût réellement à la perte de Joubert, soit qu'il ignorât que le corps de réserve de Victor, déjà assez près de Vérone, accourait en toute hâte ;

soit enfin qu'aveuglé par la haine, il espérât détruire tous les novateurs, *et avoir le temps d'en faire un grand exemple ; soit pour satisfaire la vengeance de l'oligarchie* : il inonda la terre-ferme de détachements d'Esclavons, et poursuivit les patriotes avec fureur en sonnant le tocsin et faisant retentir partout le cri de mort *aux novateurs* et à leurs partisans.

Vainement le ministre de France auprès du Sénat fit des efforts pour lui montrer l'abîme qu'il creusait sous ses pas ; vainement il désavoua les désastres du Tyrol, et ceux des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin ; vainement il lui fit connaître le plan de campagne, lui apprenant que le mouvement de Joubert était un mouvement combiné ; qu'il marchait sur la Carinthie par le Pustherthal ; que loin d'être perdu, il avait atteint son but ; on n'ajouta aucun crédit à ses paroles, on désirait trop vivement le contraire ; la passion fut plus forte, on ne crut que ce que l'on souhaitait.

De son côté, la cour de Vienne ne manqua pas de promettre de signer tout ce que Venise proposa. Elle sentait trop de quelle importance il était pour elle d'entretenir une insurrection, sur les derrières des Français.

Un corps de réserve laissé par le général français à Palma-Nova, la garnison d'Osopo, et la prudence du provéditeur Mocenigo, firent qu'il se commit moins d'excès dans le Frioul ; peut-être aussi, plus près de l'armée française, on y fut mieux instruit de la vérité.

Cependant les Brescians et autres de la terre-ferme, ainsi que tous les Italiens des républiques montraient du courage et de la force contre les Vénitiens. D'un autre côté, il sortit de tous nos dépôts des bataillons de marche, et de nos places fortes des trains d'artillerie. Quoique

tard, la division *Victor arriva enfin* de l'expédition de Rome, et Vérone fut bientôt bloquée par une armée. Toutefois les insurgés firent une vive résistance ; ils ne cédèrent qu'à des forces supérieures et à des attaques réitérées, et se maintinrent jusqu'au 24 avril.

VIII. *L'aide de camp Junot au Sénat de Venise.* – Dès que le général français fut instruit du désordre et des meurtres qui se commettaient sur ses derrières, il expédia à Venise son aide de camp Junot⁹, et le chargea pour le Sénat, d'une lettre datée de Judenburg du 9 avril, conçue en ces termes :



Jean-Andoche Junot sur le champ de bataille

« Dans toute la terre-ferme, les sujets de la sérénissime république sont sous les armes ; le cri de ralliement est : *Mort aux Français !*

« Le nombre des soldats de l'armée d'Italie qui en ont été les victimes se monte déjà à plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer les attroupements que vous-mêmes avez préparés. Croyez-vous que quand j'ai pu porter nos armes au cœur de l'Allemagne, je n'aurai pas la force de faire respecter le premier peuple

9. Jean-Andoche Junot (1771-1813), alors colonel et aide de camp de Bonaparte, deviendra duc d'Abrantès. (JMS)

du monde ? Pensez-vous que les légions d'Italie puissent souffrir les massacres que vous excitez ? Le sang de mes frères d'armes sera vengé, et il n'est pas un seul bataillon français qui, chargé de cette mission généreuse, ne se sente trois fois plus de courage et de moyens qu'il ne lui en faut pour vous punir. Le Sénat de Venise a répondu par la plus noire perfidie à notre générosité soutenue à son égard.

« Je prends le parti de vous envoyer mes propositions par l'un de mes aides de camp et chef de brigade : *La guerre ou la paix*. Si vous ne prenez sur-le-champ toutes les mesures pour dissiper les attroupements ; si vous ne faites au plus tôt arrêter et remettre entre mes mains les auteurs des meurtres qui se commettent, la guerre est déclarée.

« Le Turc n'est pas sur vos frontières, aucun ennemi ne vous menace, et cependant vous avez fait arrêter, de dessein prémédité, des prêtres, pour faire naître un attroupement, et le tourner contre l'armée. Je vous donne vingt-quatre heures pour le dissiper, les temps de Charles VIII sont passés.

« Si, malgré la bienveillance que vous a montré le gouvernement français, vous me réduisez à vous faire la guerre, ne pensez pas que le soldat français, comme les brigands que vous avez armés, aille ravager les champs du peuple innocent et malheureux de la terre-ferme ; non, je le protégerai, et il bénira jusqu'aux forfaits qui auront obligé l'armée française de l'arracher à votre tyrannique gouvernement. »

Signé, Buonaparte.

L'aide de camp eut l'ordre de lire cette lettre, lui-même, en plein Sénat, et d'exprimer à cette assemblée toute l'indignation qu'excitait sa conduite. Mais déjà la terreur était dans Venise ; le prestige était dissipé. On y savait que les armées du Rhin n'avaient pas bougé,

pas essuyé d'échec ; que Joubert était arrivé à Villach avec toute son armée ; que Victor, revenu de Rome, investissait Vérone ; qu'Augereau, de retour d'une mission à Paris, se portait sur les lagunes, avec une division de bataillons de marche ; qu'enfin Napoléon, victorieux dans tous ses combats, avait porté l'épouvante jusque dans Vienne ; qu'il venait d'accorder une suspension d'armes à ses ennemis ; que ceux-ci lui avaient envoyé des plénipotentiaires pour lui demander la paix. L'abattement était extrême.

Le ministre de France présenta Junot ; le Sénat fut à ses pieds. Tous les moyens furent employés pour l'adoucir. Cependant il remplit sa mission avec toute la franchise et la rudesse d'un soldat ; ce qui accrut de beaucoup l'épouvante du Sénat, exalta au contraire les amis de la liberté, et leur fit prendre tout à fait le dessus dans la ville.

Le Sénat envoya une grande députation au général français, lui proposant toutes les réparations qu'il pourrait désirer, et lui offrant d'en passer par tout ce qu'il lui plairait de prescrire. *Tout fut mis en œuvre ; on offrit des millions à tout ce que l'on croyait avoir du crédit sur les esprits ; tout fut inutile.* Il expédia alors des courriers à Paris, et mit des sommes considérables à la disposition de son ministre, afin de se gagner *les membres du Directoire*, et faire donner au général français des ordres propres à sauver Venise. Tous ces moyens furent inutiles auprès du général français : ils réussirent à Paris. La distribution de quelques sommes, et une promesse de dix millions, valut au ministre de Venise des lettres et l'expédition d'ordres favorables. Mais ils n'étaient pas revêtus de toutes les formes voulues ; d'ailleurs, les dépêches du ministre au Sénat furent interceptées. Le général français y trouva le développement de toute l'intrigue, le montant des sommes données, celui des lettres de change, et par cela tout devenait nul.

Vers la fin d'avril, Napoléon revint par Gratz, Laybach, Trieste, Palma-Nova ; il passa de là à Trévis, sur le bord des lagunes, visita les différents débouchés des canaux ; et rendit, le 3 mai, l'ordre du jour suivant, par lequel, se fondant sur le principe naturel de repousser la force par la force, il déclarait la guerre à Venise.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Ordre du jour ou manifeste.

Pendant que l'armée française est engagée dans les gorges de la Styrie, et laisse loin derrière elle l'Italie et les principaux établissements de l'armée, où il ne reste qu'un petit nombre de bataillons, voici la conduite que tient le gouvernement de Venise.

1° Il profite de la semaine sainte pour armer quarante mille paysans, y joint dix régiments d'Esclavons, les organise en différents corps d'armée et les poste aux différents points pour intercepter toute communication entre l'armée et ses derrières.

2° Des commissaires extraordinaires, des fusils, des munitions de toute espèce, une grande quantité de canons, sortent de Venise même pour achever l'organisation des différents corps d'armée.

3° On fait arrêter en terre-ferme ceux qui nous ont accueillis ; on comble de bienfaits et de toute la confiance du gouvernement ceux en qui l'on connaît une haine furibonde contre le nom français, et spécialement les quatorze conspirateurs de Vérone que le provéditeur Prioli avait fait arrêter, il y a trois mois, comme ayant médité l'égorge-ment des Français.

4° Sur les places, dans les cafés et autres lieux publics de Venise, on insulte et on accable de mauvais traitements tous les Français, les dénommant des noms injurieux de jacobins, de régicides, d'athées : les Français doivent sortir de Venise, et peu après il leur est même défendu d'y entrer.

5° On ordonne aux peuples de Padoue, de Vicence, de Vérone de courir aux armes, de seconder les différents corps d'armée et de commencer enfin ces nouvelles vêpres siciliennes. Il appartenait au lion de Saint-Marc, disent les officiers vénitiens, de vérifier le proverbe que *l'Italie est le tombeau des Français*.

6° Les prêtres en chaire prêchent la croisade, et les prêtres, dans l'État de Venise, ne disent jamais que ce que veut le gouvernement. Des pamphlets, des proclamations perfides, des lettres anonymes sont imprimés dans les différentes villes, et commencent à faire fermenter toutes les têtes ; et dans un État où la liberté de la presse n'est pas permise, dans un gouvernement aussi craint que secrètement abhorré, les imprimeurs n'impriment, les auteurs ne composent que ce que veut le Sénat

7° Tout sourit d'abord aux projets perfides du gouvernement ; le sang français coule de toutes parts ; sur toutes les routes on intercepte nos convois, nos courriers, et tout ce qui tient à l'armée.

8° À Padoue, un chef de bataillon et deux autres Français sont assassinés. À Castiglione de Mori, nos soldats sont désarmés et assassinés. Sur toutes les grandes routes de Mantoue à Legnano, de Cassano à Vérone nous avons plus de deux cents hommes assassinés.

9° Deux bataillons français voulant rejoindre l'armée rencontrent à Chiari une division de l'armée vénitienne, qui veut s'opposer à leur passage. Un combat s'engage, et nos braves soldats se font passage en mettant en déroute ces perfides ennemis.

10° À Valeggio il y a un autre combat ; à Dezenzano il faut encore se battre : les Français sont partout peu nombreux, mais ils savent bien qu'on ne compte pas le nombre des bataillons ennemis lorsqu'ils ne sont composés que d'assassins.

11° La seconde fête de Pâques, au son de la cloche, tous les Français sont assassinés dans Vérone ; on ne respecte ni les malades dans les hôpitaux, ni ceux qui, en convalescence, se promènent dans les rues, et qui sont jetés dans l'Adige ou meurent percés de mille coups de stylets plus de quatre cents Français sont assassinés.

12° Pendant huit jours l'armée vénitienne assiège les trois châteaux de Vérone : les canons qu'ils mettent en batterie leur sont enlevés à la baïonnette ; le feu est mis dans la ville, et la colonne mobile, qui arrive sur ces entrefaites, met ces lâches dans une déroute complète, en faisant trois mille hommes de troupes de ligne prisonniers, parmi lesquels plusieurs généraux vénitiens.

13° La maison du Consul français de Zante a été brûlée dans la Dalmatie.

14° Un vaisseau de guerre vénitien prend sous sa protection un convoi autrichien, et tire plusieurs boulets contre la corvette *la Brune*.

15° Le *Libérateur d'Italie*, bâtiment de la République, ne portant que trois ou quatre petites pièces de canon, et n'ayant que quarante

hommes d'équipage, est coulé à fond dans le port même de Venise et par les ordres du Sénat. Le jeune et intéressant Laugier, lieutenant de vaisseau, commandant ce bâtiment, dès qu'il se voit attaqué par le feu du fort et de la galère amirale, n'étant éloigné de l'un et de l'autre que d'une portée de pistolet, ordonne à son équipage de se mettre à fond de cale. Lui seul il monte sur le tillac, au milieu d'une grande mitraille, et cherche par ses discours à désarmer la fureur de ses assassins ; mais il tombe raide mort. Son équipage se jette à la nage, et est poursuivi par six chaloupes montées par des troupes soldées par la république de Venise, qui tuent à coup de hache plusieurs de ceux qui cherchaient leur salut dans la haute mer. Un contre-maître, blessé de plusieurs coups, affaibli, faisant sang de tous côtés a le bonheur de prendre terre à un morceau de bois touchant au château du port ; mais le commandant lui-même lui coupe le poignet d'un coup de hache.

Vu les griefs ci-dessus, et autorisé par le titre XII, article 328 de la constitution de la République, et vu l'urgence des circonstances.

Le général en chef requiert le ministre de France près la république de Venise, de sortir de ladite ville ; ordonne aux différents agents de la république de Venise dans la Lombardie et dans la terre-ferme vénitienne de l'évacuer sur les vingt-quatre heures.

Ordonne aux différents généraux de division de traiter en ennemies les troupes de la république de Venise, de faire abattre dans toutes les villes de la terre-ferme le lion de Saint-Marc. Chacun recevra à l'ordre du jour de demain, une instruction particulière pour les opérations militaires ultérieures.

Au quartier général, à Palma-Nova, le 2 mai 1797.

Cet ordre du jour acheva de porter le découragement au comble. Les armes tombèrent des mains de chacun, on ne songea pas même à se défendre. *Le grand Conseil de l'aristocratie se démit, et rendit la souveraineté au peuple. Une municipalité en fut la dépositaire.* Ainsi ces oligarques si fiers, si longtemps ménagés par le général français, dont l'alliance avait été sollicitée avec autant de bonne foi, tombèrent alors sans aucun moyen de salut. Ils sollicitèrent en vain, dans leurs angoisses, la cour de Vienne ; ils lui demandèrent inutilement de les comprendre dans la suspension d'armes et dans les négociations de paix. Cette cour fut sourde à toutes leurs instances ; *elle avait ses vues.*

IX. *Les troupes françaises entrent à Venise. Révolution de cette ville.* – Baraguey-d'Hilliers entra dans Venise avec sa division, vers la moitié de mai. Il saisit les lagunes, les forts, les batteries de la ville, et planta le drapeau tricolore sur la place Saint-Marc le 16. Aussitôt le parti de la liberté se réunit en assemblée populaire ; l'aristocratie fut détruite, et Dandolo¹⁰, avocat de Venise, se mit à la tête de toutes les affaires. Le lion de Saint-Marc et les fameux chevaux de Corinthe, qui étaient dans cette ville, furent transportés à Paris. Il se trouva aussi environ douze vaisseaux de soixante-quatre, autant de frégates et de moindres bâtiments : ils furent tous équipés et envoyés à Toulon.

Corfou était un des points les plus importants de la république vénitienne. Le général Gentil, celui-là même qui avait été envoyé à la reprise de la Corse, y fut expédié avec quatre bataillons et quelques compagnies d'artillerie, une escadre formée de vaisseaux vénitiens, prit possession de cette place, la véritable clef de l'Adriatique, ainsi que des six autres îles ioniennes, Zante, Cérigo, Céphalonie, etc.

10. Vincenzo comte Dandolo (1758-1819), médecin, agronome, homme politique italien, premier président de la République de Venise. (JMS)



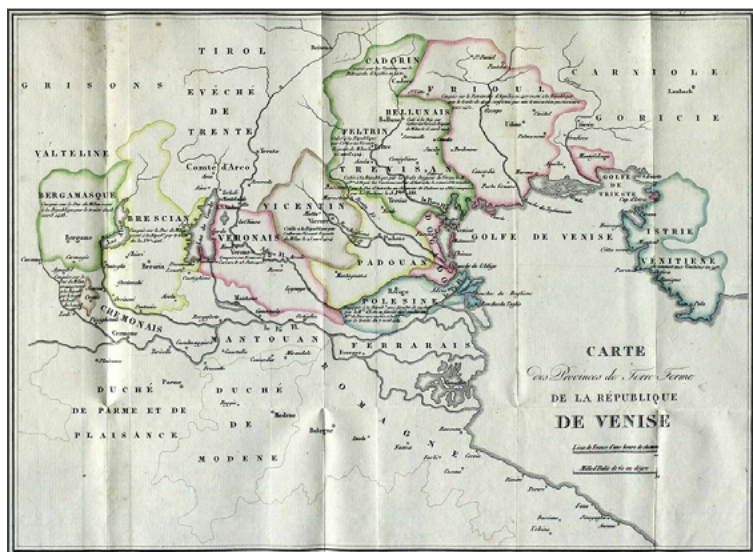
Entrée des Français dans Venise, gravure de Duplessis-Bertaux, d'après Carle Vernet.

Pezzano et ses principaux amis demeurèrent couverts de l'animadversion générale. On les accusa d'avoir perdu la république, en confiant ses destinées aux Autrichiens. Ils se sauvèrent de Venise, et furent prendre refuge à Vienne. Bataglia regretta sincèrement la perte de sa patrie. Blâmant depuis longtemps la marche suivie, il n'avait que trop prévu cette catastrophe, et mourut à quelque temps de là.

X. *Révolution dans toute la terre-ferme.* – À la réception de l'ordre du jour qui déclarait la guerre à Venise, toute la terre-ferme¹¹ se souleva contre la capitale. Chaque ville proclama son indépendance, et se

11. La *Terraferma* de Venise (*Domini di Terraferma o Stato da Tera de la Republica de Venecia*) désignait l'ensemble des territoires ou domaines sous la domination de Venise, et situés à l'extérieur de la lagune de cette ville. (JMS)

forma un gouvernement. Bergame, Brescia, Padoue, Vicence, Bassano, Udine, furent aussitôt autant de républiques séparées. C'est par ce même système qu'avaient commencé les républiques Cispadane et Transpadane. Partout on adopta les principes de la révolution française ; on restreignit les couvents on constitua les domaines nationaux, on supprima les privilèges féodaux ; l'élite de la noblesse et des grands propriétaires se réunit en escadrons de hussards et de chasseurs, sous le titre de *Gardes d'honneur* ; les classes inférieures se réunissaient en *bataillons* de garde nationale. On adopta les couleurs nationales d'Italie et l'on se fédéra.



Les domaines de la Terreferme de Venise.

Malgré l'extrême vigilance du général français pour empêcher les abus et les dilapidations, il y en eut en ce moment plus qu'en aucune autre époque de la guerre d'Italie. Le pays était partagé entre deux factions très animées ; les passions y furent plus ardentes, et les excès plus osés.

Lors de la reddition de Vérone, le Mont-de-piété de cette ville, riche de sept à huit millions, fut volé. Le commissaire des guerres Bouquet et un colonel de hussards Andrieux, accusés de cette horrible dilapidation, furent arrêtés. Cette dilapidation portait un caractère d'autant plus révoltant, qu'elle était accrue par une série de crimes nécessaires pour la cacher ; et qu'elle s'exerçait sur la classe des indigents et des pauvres. Tout ce qui put être retrouvé dans les maisons des prévenus fut restitué aux propriétaires, dont la perte néanmoins resta très considérable.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Fragments de Leoben.

VI. *Opérations de Joubert dans le Tyrol.* – Joubert avait battu l'ennemi sur le Lavisio le 20 mars, il lui avait fait plusieurs milliers de prisonniers ; il l'avait poursuivi à Botzen, l'avait défait de nouveau à Clausen, avait forcé les gorges d'Innsbruck le 28, et se dirigeait à la droite par le Puslhersthal, le long de la Drave, avait marché pour déboucher la Carinthie, et venir prendre la gauche de l'armée française. Il avait laissé un corps d'observation sur le Lavisio pour couvrir Vérone en Italie. Ce corps devait au besoin se replier sur le Montebaldo.

Bernadotte, de son côté, après avoir organisé la Carniole, avait rejoint l'armée, en laissant sous les ordres du général Friant un corps d'observation pour couvrir Laybach ; on était menacé du côté de la Croatie. L'Autriche avait fait une levée très considérable dans cette population d'une organisation spéciale toute militaire. Friant avait eu des affaires très brillantes ; mais, ne croyant pas garder Fiume, il se contenta de prendre une position propre à couvrir Laybach et Trieste. Du reste, il

avait eu pour instruction de regagner, en cas de besoin, Palma-Nova, qui avait été bien armée, et d'y grossir le corps d'observation qu'on y avait laissé pour couvrir l'Italie. De Clagenfurt, l'armée française continua sa marche pour gagner la Mur.

Le prince Charles espérait tenir dans les gorges de Newmarck : il lui était très important de couvrir ses communications avec Salzbourg, l'Inn et le Tyrol, d'où il attendait des renforts très considérables. Pour en être plus certain, il demanda une suspension d'armes au général français, qui, comprenant son but, la lui refusa. Il fut donc attaqué à Newmarck, et forcé sans coup férir : il perdit du canon et des prisonniers. Une division de grenadiers venue du Rhin couvrit sa retraite ; il fut attaqué encore et battu de nouveau à Hundsmarck. Enfin, le quartier général atteignit Judembourg, et nos avant-postes parvinrent jusqu'au Simmering. Dès lors toute combinaison du prince Charles, à l'égard de ses renforts, se trouva déjouée.



Bonaparte franchissant les Alpes,
par Delaroche.

Nous lui coupions désormais les deux routes du Tyrol et de Salzbourg. Les troupes qui avaient été opposées à Joubert et dans le Tyrol, et que ce prince avait appelées à lui, celles bien plus considérables encore qui lui arrivaient du Rhin par Salzbourg, et qui se trouvaient déjà les unes et les autres engagées dans ces routes transversales, furent

obligées de rétrograder, ne pouvant plus désormais se rallier au prince Charles que par derrière le Simmering.

Le désordre et la terreur régnaient dans Vienne, rien n'arrêtait cette redoutable armée française. Tant de positions réputées inexpugnables, tant de gorges que l'on croyait impossible de forcer, se trouvaient toutes franchies, et le pavillon tricolore flottait sur le sommet du Simmering, à trois journées de Vienne. Une partie de la famille impériale avait quitté cette capitale ; Marie-Louise, mariée depuis à Napoléon et impératrice des Français, alors âgée de cinq ans fut mise en route avec ses sœurs ; les archives et les objets les plus précieux se transportaient en Hongrie ; toutes les premières familles, imitant celle du souverain, faisaient évacuer à la hâte ce qu'elles avaient de plus cher ; et les esprits les plus sages voyaient la monarchie à la veille d'un entier bouleversement.

Lorsque le général français avait ouvert la campagne, le gouvernement lui avait promis qu'aussitôt qu'il aurait passé l'Isonzo, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, fortes de plus de cent cinquante mille hommes, sortiraient de leurs quartiers d'hiver, et pénétreraient en Allemagne. Mais l'Isonzo était déjà passé depuis longtemps, et ces armées demeuraient encore dans leurs quartiers d'hiver. Le général français, profitant de la victoire du Tagliamento et des fausses directions que le prince Charles avait données à ses colonnes, avait franchi, et sans perte, par cette seule victoire tous les obstacles entre les Alpes et le Simmering.

VII. *Napoléon écrit au prince Charles.* – Le lendemain de la victoire du Tagliamento. Napoléon instruisit le Directoire qu'il suivait le prince Charles l'épée dans les reins, et que bientôt les drapeaux français flotteraient ! sur les sommités du Simmering ; qu'il se flattait que les

armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient en marche, ou que, si elles n'y étaient pas, elles y seraient bientôt ; il insistait surtout pour connaître le moment précis de leurs mouvements ; quinze à vingt jours de retard lui importaient peu ; mais il devait en être instruit, afin d'agir en conséquence ; il prévenait qu'il aurait constamment toute son armée réunie sous sa main, et que ses positions seraient telles, qu'il demeurerait toujours maître des événements, qu'il suffirait donc de lui désigner seulement l'époque précise de la marche de ces deux armées. Ce fut à Clagenfurt qu'il reçut la réponse à cette dépêche : elle portait les félicitations du Directoire sur ses nouveaux succès ; mais contenait en même temps la déclaration singulière et inattendue, que les armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse ne passeraient pas le Rhin, et qu'on ne devait plus compter sur leur diversion en Allemagne, parce que les désastres de la campagne dernière les privaient de bateaux et du matériel nécessaire. Cette étrange dépêche ne pouvait provenir que d'intrigues ou de vues politiques qu'il devenait inutile de pénétrer ; seulement il ne convenait plus au général français de réaliser désormais ce qui avait été le plus ardent de ses vœux, de planter ses drapeaux victorieux sur les remparts de Vienne. Il ne devait plus songer à dépasser le Simmering, sans manquer aux règles de la sagesse. Aussi, deux heures après la réception du courrier, il écrivit au prince Charles, qu'ayant pouvoir de négocier, il lui offrait la gloire de donner la paix au monde, et de finir les maux de son pays.

« Monsieur le général en chef, – Les braves militaires font la guerre, et désirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? Avons-nous assez tué de monde et assez commis de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés. L'Europe qui avait pris les armes contre la République française les a posées ; votre nation reste seule, et cependant le sang va couler encore plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres ; quelle qu'en soit

l'issue, nous tuerons, de part et d'autre, quelques milliers d'hommes de plus, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haineuses !

« Le Directoire exécutif de la République française avait fait connaître à Sa Majesté l'Empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole tous les peuples ; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée : n'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre ? et faut-il, pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entre-égorger ? Vous, M. le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, M. le général en chef, que j'entende par-là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que je viens de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverais avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Je vous prie, etc. *Signé*, Buonaparte. »

Ces nouvelles laissèrent respirer à Vienne, et y donnèrent quelques espérances. Le marquis de Gallo¹², ambassadeur de Naples, fut aussitôt envoyé au général français ; mais n'ayant pas de pouvoir, il fut obligé de retourner, après une conférence de deux heures. Le lendemain, les généraux Bellegarde et Merfelt vinrent au quartier général

12. Marzio Mastrilli, marquis de Gallo (1753-1833) noble et diplomate napolitain, ambassadeur du royaume de Naples, plénipotentiaire à Leoben et à Campo-Formio. (JMS)

français, à Judenburg, et sur leur parole que des plénipotentiaires allaient arriver de Vienne pour y traiter de la paix définitive, ils obtinrent une suspension d'armes, qui assurait à l'armée française la possession des pays qu'elle occupait déjà, et d'autres encore quelle n'occupait pas, mais qui étaient nécessaires à sa ligne. Les généraux autrichiens comprenaient avec peine comment le général français, dans sa belle situation, pouvait accorder un armistice : ils ne l'expliquaient que par l'inaction des armées françaises sur le Rhin.

Cependant, Napoléon ressentait vivement la force des circonstances ; il déplorait, dans son cœur, qu'un défaut de combinaison, ou qu'une vaine jalousie le privassent des immenses résultats qu'il était à la veille de recueillir. S'il avait été peu sensible à la gloire d'entrer dans Rome, il s'était passionné de l'idée d'entrer dans Vienne, et rien que la seule déclaration du Directoire pouvait en ce moment l'en empêcher.

IX. *Les préliminaires furent signés à Leoben.* Pour la signature, on se réunit dans une petite maison de campagne qu'on neutralisa. Les secrétaires dressèrent d'abord le procès-verbal de la neutralisation, et les plénipotentiaires respectifs s'y rendirent ensuite pour signer. Les commissaires autrichiens avaient mis en tête du traité que l'Empereur reconnaissait la République française. « Effacez, dit Napoléon : l'existence de la république est aussi visible que le soleil ; un pareil article ne pourrait convenir qu'à des aveugles, nous sommes maîtres chez nous, nous voulons y établir le gouvernement qu'il nous plaît, sans que personne y trouve à redire. » À Leoben, le quartier général français se trouva chez l'évêque même. On était alors dans la semaine-sainte : toutes les cérémonies religieuses de cette semaine, et celles de Pâques, se firent avec la plus grande solennité, au milieu de l'armée française. Cette armée, accoutumée au respect pour le culte et les religions du

pays où elle se trouvait, en agit ici comme auraient agi les troupes autrichiennes : ce qui satisfait au dernier degré le peuple et le clergé.



Bonaparte à Leoben.

Les préliminaires avaient été signés à Leoben le 18 ; et, le 20, le général français reçut de nouvelles dépêches du Directoire, annonçant que les armées du Rhin se mettaient en mouvement, qu'elles allaient passer le Rhin, et qu'elles seraient bientôt au cœur de l'Allemagne. Effectivement, quelques jours après, on apprit que l'armée de Sambre-et-Meuse, sous le commandement de Hoche, avait passé le Rhin le 19, veille du jour même de la signature des préliminaires de Leoben ; mais quarante jours après l'ouverture de la campagne en Italie. L'adjudant-général Dessolles, qui portait les préliminaires à Paris, rencontra nos troupes aux prises avec celles de l'ennemi. Il est

difficile d'expliquer la cause de ce changement subit dans le système du Gouvernement. Si Napoléon eût appris le 17, au lieu du vingt, les nouvelles intentions du Directoire, il est certain que les préliminaires n'auraient pas été signés, ou qu'on eût exigé de bien meilleures conditions ; toutefois celles qu'on obtint dépassèrent encore beaucoup les espérances du Directoire. Dans ses instructions au général français, on l'avait autorisé à conclure la paix toutes les fois que les frontières constitutionnelles de la République seraient reconnues. Il est vrai qu'en donnant ces instructions, le Directoire avait été loin de deviner les succès et l'ascendant de cette armée, et n'avait pu prévoir ainsi tout ce qu'il pourrait exiger.

X. Parmi les diverses causes auxquelles on attribua l'étrange conduite du Directoire dans cette occasion, beaucoup ont pensé que bien des personnes en France voyaient avec quelque jalousie la grande renommée de Napoléon : sa marche hardie et décidée leur inspirait des craintes sur les projets ultérieurs que pourrait nourrir son ambition. La proclamation par laquelle il avait protégé en Italie les prêtres déportés, et qui lui avait gagné beaucoup de partisans en France ; son style respectueux envers le Pape ; son refus de détruire le Saint-Siège ; ses ménagements pour le roi de Sardaigne et pour les aristocraties de Gênes et de Venise ; tout cela avait fait de grandes impressions, et se trouvait commenté souvent avec des intentions fort malignes. Lorsqu'on vit la victoire du Tagliamento et les succès qui suivirent, les Alpes noriques passées, et l'Allemagne envahie par cette route inconnue, la joie de la République à la vue des grandes humiliations de notre implacable ennemi, fut beaucoup diminuée aux yeux de plusieurs, par la crainte de voir Napoléon acquérir une nouvelle gloire en entrant triomphant dans Vienne, et réunir alors sous son commandement toutes les forces de la République. Qui pourra, se disaient-ils, sauver la liberté publique de l'influence d'un caractère et d'une gloire

si extraordinaires ? Si les armées du Rhin ont été battues l'an passé, elles ne devront leur succès, cette année, qu'à Napoléon, qui aura tourné à lui seul toute l'Allemagne, et les devancera de quinze à vingt jours dans Vienne. Ces armées, d'ailleurs, participant déjà à la gloire de l'armée d'Italie par les deux divisions qui ont été envoyées, partageront aussi son enthousiasme pour le jeune héros : il les maîtrisera toutes. Beaucoup de raisons faisaient donc désirer que Napoléon fût empêché d'entrer dans Vienne ; que non seulement les trois armées demeurassent séparées, mais qu'encore on alimentât entre elles une certaine jalousie. Il parut que ces idées influèrent d'abord sur la décision du Directoire ; mais dès que les nouvelles des brillants succès de l'armée d'Italie et son entrée en Allemagne eurent atteint les armées du Rhin par la voie des papiers publics et les relations de l'ennemi, alors elles s'indignèrent elles-mêmes de leur oisiveté, et demandèrent à grands cris si l'armée d'Italie devait tout faire. À ce mouvement se joignit le sentiment du grand nombre de familles qui avaient leurs enfants à l'armée d'Italie, et l'opinion de la généralité des citoyens, animés de sentiments nobles et purs, qui ne pouvaient rien comprendre à l'inaction des autres armées. L'impulsion fut si violente que ces armées du Rhin, de Sambre-et-Meuse durent alors passer le fleuve, et marcher en Allemagne. On retira le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse à Beurnonville, homme nul, sans talent civil ou militaire, et on le confia à Hoche, jeune général du plus grand mérite. Son patriotisme ardent, joint à une extrême activité, à une ambition désordonnée, au soin qu'il prenait de se concilier les officiers et de se créer un grand nombre de partisans, faisait espérer que, placé à la tête de l'armée la plus nombreuse, et secondé de toute l'influence du gouvernement, il serait aisément un rival propre à partager l'opinion des soldats et des citoyens, et garantir ainsi la République, quelles que fussent d'ailleurs l'amitié, l'estime, l'espèce

d'enthousiasme même que Hoche n'eût cessé de témoigner en toute occasion pour Napoléon.

Ces réflexions étaient faites publiquement dans les sociétés de Paris, et ne pouvaient manquer de revenir à Napoléon, qui, au sommet des grandeurs et de la gloire, ne se trouvait donc environné que de précipices. La guerre ne pouvait plus désormais qu'empirer sa situation, surtout en accroissant sa gloire : il en chercha aussitôt une nouvelle dans la paix, qui devait le rendre cher à toute la population, et créer pour lui un nouvel ordre d'événements ; car c'était désormais le seul qui put soustraire la République à la situation fâcheuse à laquelle la portait en ce moment la fausse direction de l'esprit public dans l'intérieur.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Retour de Radstadt.

N. B. Les mots en italique sont au manuscrit des corrections de la propre main de Napoléon.

I. *Retour de Radstadt à Paris.* – Napoléon partit de Radstadt, traversa la France incognito, *arriva* à Paris sans s'arrêter, et *descendit* à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantereine. Une délibération de la municipalité de Paris *donna, quelques jours après, à cette rue*, le nom de rue de la Victoire. Le corps municipal, l'administration du département, les conseils, cherchèrent à l'envi les moyens de lui témoigner la reconnaissance nationale. On proposa au Conseil des Anciens de lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel à Paris ; c'eût été tout à fait convenable. Le général de l'armée d'Italie, qui pendant

deux ans avait nourri son armée, créé et entretenu son matériel, *soldé plusieurs années de solde arriérée*, fait passer trente ou quarante millions aux caisses de France, *et plusieurs centaines de millions en chefs-d'œuvre des arts*, tout aux affaires publiques y avait négligé sa propre fortune. *Il ne possédait pas* cent mille écus en argenterie, bijoux, argent, *meubles*, etc. Une grande récompense nationale eût donc été tout à fait à sa place ; mais le Directoire, sans qu'on sache pourquoi, s' alarma de cette proposition, et ses affidés l'écartèrent, en répandant que les services du général n'étaient point de ceux qu'on récompense avec de l'argent.

Dès son arrivée, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui, mais ils n'y furent point admis. Le public était extrêmement avide de le voir ; les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait, étaient pleines de monde, mais il ne se montra nulle part.

L'Institut venait de le nommer membre de la classe de *mécanique* ; ce fut le costume qu'il adopta.

Il ne reçut d'habitude que quelques savants, tels que Monge, Berthollet, Borda, Laplace, Prony, Lagrange ; peu de généraux, seulement Kléber, Desaix, Lefebvre, Caffarelli-Dufalga, et un petit nombre de députés.

Le Directoire voulut le recevoir en audience publique ; on fit des échafaudages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie, où il fut conduit et présenté par le ministre des Relations extérieures, Talleyrand. La substance de son discours fut que quand la République aurait les meilleures lois organiques, son bonheur et celui de l'Europe seraient assurés ; il évita de parler de Fructidor, des affaires *du temps* et de l'expédition d'Angleterre.

Ce discours simple donna *cependant* beaucoup à penser et ne put donner prise à aucun ennemi. Le Directoire et le ministre des Relations extérieures lui donnèrent deux fêtes, il parut à l'une et à l'autre, *y resta peu* de temps. *Il eut l'air d'être peu sensible à ces fêtes*. Celle du ministre des Relations extérieures, Talleyrand, fut marquée au coin du bon goût ; tout Paris y était. Une femme célèbre¹³, déterminée à lutter avec le vainqueur de l'Italie, l'interpella au milieu d'un grand *cercle*, lui demandant quelle était à ses yeux la première femme du monde, morte ou vivante ? *Celle qui a fait le plus d'enfants, lui répondit-il.*

On courait aux séances de l'Institut pour y voir le général ; il n'y manquait jamais. Il n'allait aux spectacles qu'en loges grillées. Il rejeta bien loin la proposition des administrateurs de l'Opéra, qui voulaient donner une représentation d'apparat. Le maréchal de Saxe, de Lovendal, Dumouriez y avaient triomphé au retour de l'armée.

Lorsqu'au retour d'Égypte, au 18 brumaire, il parut aux Tuileries, il était encore inconnu aux habitants de Paris, ce qui redoubla le désir de le voir.

II. *Jalousie du Directoire.* — Le Directoire lui témoignait les plus grands égards ; quand il le voulait consulter, il envoyait toujours un des ministres le prendre : il était admis sur-le-champ, prenait séance entre deux des Directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes *rentrant en France* chantaient des chansons en son honneur, le portaient aux nues. Elles disaient qu'il fallait chasser les avocats, et le faire roi.

13. Madame de Staël. (JMS)

Les Directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets que leur en faisait la police ; mais *ils dissimulaient mal la peine qu'ils éprouvaient de tant de popularité. Le général d'Italie* appréciait toute la délicatesse et les embarras de sa situation. Le *gouvernement* marchait mal, et beaucoup d'espérances se tournaient vers lui. Le Directoire eut d'abord la pensée de le faire retourner à Radstadt, *pour* s'ôter la responsabilité du congrès ; mais le général refusa cette mission, représentant qu'il ne convenait pas que la même main maniât la plume et l'épée. Depuis, le Directoire le nomma commandant de l'armée d'Angleterre, ce qui servit à couvrir, aux yeux de l'ennemi, l'intention et les apprêts de l'expédition d'Égypte.

Les troupes qui composaient cette armée d'Angleterre couvraient la Normandie, la Picardie, la Belgique. Son nouveau général en chef fut inspecter tous ces points ; mais il voulut les parcourir incognito : ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus l'ennemi et masquaient davantage les préparatifs du Midi. Il avait la satisfaction de vérifier partout les sentiments qu'imprimaient sa personne et sa gloire. Il se trouvait partout l'objet de toutes les conversations, de tous les préparatifs. C'est dans ce voyage, en visitant Anvers, qu'il conçut, pour la première fois, les grandes idées maritimes qu'il y fit exécuter depuis. C'est alors encore qu'il jugea à Saint-Quentin de tous les avantages du canal qu'il a fait construire dans la suite. Enfin, c'est alors qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter avec de simples péniches une entreprise sur l'Angleterre.

III. *Premier incident qui détermine le Directoire à abandonner les principes de politique posés à Campo-Formio.* — Les principes de la politique qui réglaient la République avaient été déterminés à Campo-Formio. Le Directoire y était étranger. *D'ailleurs il ne pouvait*

maîtriser ses passions, chaque incident le dominait. La Suisse en fournit le premier exemple. La France avait constamment à se plaindre du canton de Berne, et de l'aristocratie suisse. Tous les agents étrangers qui avaient agité la France avaient toujours eu à Berne leur levier, leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que nous venions d'acquérir en Europe, pour détruire la prépondérance de nos ennemis en Suisse. *Le général d'Italie* approuvait fort le ressentiment du Directoire ; il pensait que le moment était venu d'assurer à la France l'influence politique de la Suisse ; mais il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait, pour se conformer à la politique *adoptée*, arriver à son but avec le moins de changements possible. Il proposait que notre ambassadeur en Suisse présentât une note appuyée de deux corps d'armée en Savoie et en Franche-Comté, dans laquelle il ferait connaître que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique et à leur sûreté, ainsi qu'à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent des cantons libres, indépendants, égaux aux autres cantons ; que la France et l'Italie avaient beaucoup à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles de Berne, de Soleure, de Fribourg, mais qu'elles oublieraient tout, si les paysans de ces cantons étaient réintégrés dans leurs droits politiques. *Tous ces changements se seraient opérés sans efforts et sans l'emploi des armes* ; mais Rewbell¹⁴, entraîné par des démagogues de la Suisse, fit adopter un système différent, sans égard aux mœurs, à la religion et aux localités des cantons. On arrêta de soumettre toute la Suisse à une constitution unique semblable à celle de la France. Les petits cantons s'irritèrent de perdre leur liberté, et toute la Suisse se souleva à l'aspect d'un bouleversement qui forçait tous les intérêts, allumait toutes les passions. On courut

14. Jean-François Reubel (1747-1807), un des cinq Directeurs, avec Barras, Le Révellière-Lépeaux, Le Tourneur et Sieyès. (JMS)

aux armes. Il fallut faire entrer nos troupes et conquérir tout le pays. *Du sang fut versé* : l'Europe fut alarmée.

IV. *Second incident.* — D'un autre côté, cette misérable cour de Rome, par une suite de vertige qui la caractérisait, aigrie plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, continuait dans son système d'aversion et de fautes contre la France, dans l'espoir de comprimer dans son sein les amis de la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour d'eux les opinions contraires. Il se mit en querelle avec la république cisalpine. Il eut l'imprudence de mettre le général autrichien Provera à la tête de ses troupes. Il excita son propre parti de toutes les manières. Il y eut tumulte ; le jeune *Duphot*, général de la plus belle espérance qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte de l'ambassadeur de France, cherchant à empêcher le désordre, et l'ambassadeur français Joseph, frère du *général*, se retira à Florence.

Napoléon consulté répondit par son adage accoutumé, que ce n'était point à un incident à gouverner la politique, mais bien à la politique à gouverner les incidents ; que, quelque tort qu'eût cette inepte cour de Rome, le parti à prendre vis-à-vis d'elle demeurait toujours une fort grande question. Qu'il fallait la corriger, mais non pas la détruire ; qu'en renversant le Pape et révolutionnant Rome, on aurait infailliblement la guerre avec Naples, ce qu'il fallait, sur toutes choses, éviter. Qu'il fallait ordonner à notre ambassadeur de retourner à Rome demander un exemple des coupables, exiger qu'une ambassade extraordinaire vînt faire des excuses au Luxembourg ; faire sortir Provera, mettre à la tête des affaires les prélats les plus modérés, et forcer le Pape à conclure un concordat avec la république cisalpine, afin que par toutes ces mesures réunies Rome tranquille ne pût plus avoir part aux affaires ; que ce concordat avec la Cisalpine aurait de

plus l'avantage de préparer de loin les esprits en France à une pareille mesure. Mais La Réveillère, entouré de ses théophilanthropes¹⁵, fit décider qu'on marcherait contre le Pape. Le temps était venu, disait-il, de faire disparaître cette idole. Le mot d'ailleurs de République romaine suffisait pour transporter toutes les imaginations ardentes de la révolution. Le général français avait été trop circonspect, dans le temps, et si on avait des querelles aujourd'hui avec le Pape, c'était uniquement sa faute ; mais peut-être avant-il ses vues particulières. En effet, ses formes civiles, ses ménagements vis-à-vis du Pape, sa généreuse compassion pour des prêtres déportés avaient, dans le temps, fortement frappé les esprits en France.

Quant à la crainte que la révolution de Rome n'entraînât la guerre avec Naples, on la traita de subtilité. Nous avions nous-mêmes un parti nombreux à Naples, et nous ne devons rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut donc l'ordre d'aller avec une armée saisir Rome et y établir la République romaine ; ce qui fut exécuté.



Le général Louis-Alexandre Berthier, par Léopaulle.

On établit à Rome trois consuls pour exercer le pouvoir ; un sénat et un tribunat composèrent la législation. Quatorze cardinaux se

15. La théophilanthropie était un mouvement en faveur d'une croyance en Dieu et l'amour du prochain. Pendant la Révolution, ses adeptes sont anti-catholiques. (JMS)

rendirent à la Basilique de Saint-Pierre, et chantèrent un *Te Deum* en commémoration du rétablissement de la République romaine, qui n'était rien moins que l'abolition de l'autorité temporelle du Pape. Mais le peuple, enivré un moment de l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé. Cependant la main qui avait jusque-là retenu les officiers et les administrations de l'armée n'y était plus ; on se livra dans Rome aux dernières dilapidations ; on gaspilla tout le mobilier du Vatican ; on saisit partout les tableaux et les objets rares. On indisposa tellement le pays, que le pays à son tour vint à bout d'indisposer l'armée : elle se souleva contre des généraux qu'elle accusait.

Ce mouvement séditieux des soldats fut du plus grand danger ; on eut beaucoup de peine à les contenir. On croit avec raison qu'ils furent excités par des agents napolitains, anglais, autrichiens.



Le général Jean-Baptiste
Bernadotte.

V. *Troisième incident.* – Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne. Ce choix *ne fut pas bon* : un général ne pouvait être agréable à une nation si constamment battue ; il aurait fallu envoyer un personnage de l'ordre civil : mais le Directoire avait peu de ceux-ci à sa disposition ; ou ils étaient trop obscurs, ou il les avaient éloignés.

Quoi qu'il en soit, Bernadotte, alors d'un caractère fort exalté, fit des fautes graves dans son ambassade. Un jour, sans qu'on en puisse deviner le motif, il fit arborer le pavillon tricolore au haut de sa maison. On pense qu'il y fut insidieusement poussé par des agents qui

voulaient compromettre l'Autriche. En effet, la populace, à l'instigation des mêmes agents, se trouva tout-à-coup insurgée ; elle arracha le drapeau et insulta Bernadotte.

Le Directoire, dans sa fureur, manda le *général d'Italie* pour s'appuyer de son influence dans l'opinion, et lui donna lecture d'un message aux Conseils, qui déclarait la guerre à l'Autriche, et d'un décret qui lui donnait à lui-même le commandement de l'armée d'Allemagne. Il ne partagea pas l'opinion du Directoire. « Si vous vouliez la guerre, il fallait vous y préparer indépendamment de l'événement de Bernadotte ; il fallait ne pas engager vos troupes en Suisse, dans l'Italie méridionale, sur les bords de l'Océan ; *il fallait ne pas proclamer le projet de réduire l'armée* à cent mille hommes, projet qui n'est pas encore exécuté, il est vrai, mais qui est connu, et décourage l'armée. Ces mesures indiquent que vous aviez compté sur la paix. Bernadotte a matériellement tort : en déclarant la guerre, c'est le jeu de l'Angleterre que vous jouez. Ce n'est pas connaître la politique du cabinet de Vienne que de croire que s'il eût voulu la guerre, il vous eût insulté. Il vous aurait caressé, endormi, pendant qu'il ferait marcher ses troupes. Vous n'auriez connu ses véritables intentions que par son premier coup de canon. Soyez sûrs que l'Autriche vous donnera toute satisfaction. Ce n'est point avoir un système politique, *que d'être entraîné ainsi par tous les événements.* » La force de la vérité calma le gouvernement. L'Autriche donna des satisfactions ; les conférences de Selze eurent lieu ; mais cet incident retarda l'expédition d'Égypte de quinze jours.

VI. *Retard de l'expédition d'Égypte.* — Napoléon commença à craindre qu'au milieu des orages que l'impéritie du gouvernement et la nature des choses accumulaient autour de nous, cette entreprise ne fût funeste aux vrais intérêts de la patrie ; il témoigna sa pensée au Directoire : L'Europe, disait-il, n'était rien moins que tranquille.

Le congrès de Radstadt ne se terminait pas ; on était obligé de garder des troupes dans l'intérieur, pour s'assurer des élections et comprimer les départements de l'Ouest. Il proposait de contremander l'expédition, d'attendre des circonstances plus favorables.

Le Directoire, alarmé, soupçonnant *qu'il avait* le projet d'aspirer à la direction des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition, d'autant plus qu'il ne sentait pas toutes les *conséquences* des changements qu'il avait faits dans *le système public*. Selon lui, l'événement de la Suisse, loin de nous affaiblir, nous donnait d'excellentes positions et les troupes helvétiques pour auxiliaires. L'affaire de Rome était terminée, puisque le pontife était déjà à Florence, et la République romaine proclamée, et celle de Bernadotte ne devait plus avoir de suites, car l'Empereur avait offert des réparations. Le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'avait médité, en Irlande et en Égypte. Il offrit alors de laisser au moins Kléber ou Desaix, qui brûlaient d'être *de l'expédition*. Leur grand caractère et leurs talents supérieurs pouvaient au besoin être en France d'une grande utilité ; mais on refusa Kléber, que Rewbell détestait, et Desaix, qu'on n'appréciait pas. La République, répondit-on, n'en était pas à ces deux généraux près. Il s'en trouverait une foule pour faire triompher la patrie, si jamais elle était en danger.

VII. *L'intérieur de la République est menacé d'une crise.* — *Le Directoire était sur un abîme, mais il ne le croyait pas.* Les affaires allaient mal aussi dans l'intérieur. Le Directoire avait abusé de sa victoire de fructidor. Il avait eu le tort de ne pas rallier à la République tout ce qui n'ayant pas fait partie de la faction de l'étranger, n'avait été que séduit ou égaré. Il était privé par là de l'assistance et des talents d'un grand nombre d'individus qui, par ressentiment, se jetaient dans le parti opposé à la République, bien que leurs intérêts et leurs opinions

les portassent naturellement vers ce gouvernement. Il se trouvait contraint d'employer des hommes sans moralité. De là le mécontentement de l'opinion publique, et la nécessité de maintenir un grand nombre de troupes au-dedans, pour s'assurer des élections et contenir la Vendée.

Il était facile de prévoir que les nouvelles élections amèneraient une crise, que le nouveau tiers de législateurs serait composé d'hommes exagérés qui accroîtraient la source des maux qui pesaient sur la patrie. Le Directoire n'avait aucune politique intérieure ; il marchait au jour le jour, entraîné par le caractère individuel des Directeurs, ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes. Il ne prévoyait rien et n'apercevait de difficultés que quand il était matériellement arrêté. Quand on leur disait : Comment ferez-vous aux élections prochaines ? – Nous y pourvoirons par une loi, répondit La Réveillère. La suite a fait voir de quelle nature était la loi méditée par le Directoire. *Quand on leur disait : Pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république qui n'ont été que menés et trompés en fructidor par le parti de l'étranger ? Pourquoi ne pas rappeler Carnot, Portalis, Dumolard, Barbé-Marbois, etc., etc., afin de faire un faisceau contre le parti de l'étranger et les exagérés ? Mais les Directeurs attachaient peu de prix à ces observations : ils se croyaient populaires et assis sur un terrain solide et ferme. Un parti composé des députés ayant influence dans les deux conseils, des fructidoriens patriotes qui cherchaient un protecteur, des généraux les plus influents et les plus éclairés, pressèrent longtemps le général d'Italie de faire un mouvement et de se mettre à la tête de la République ; il s'y refusa : il n'était pas encore assez fort pour marcher tout seul. Il avait sur l'art de gouverner, et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées si différentes des hommes de la révolution et des assemblées, que, ne pouvant agir seul, il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte, mais*

résolu de reparaître si les circonstances venaient à rendre sa personne nécessaire ou utile.

VIII. *Cérémonie du 21 janvier.* –

Talleyrand, ministre des Relations extérieures, était l'homme du Directoire. Il était évêque d'Autun lors de la révolution ; il fut un des trois évêques qui prêtèrent serment à la constitution civile du clergé, et qui sacrèrent les évêques constitutionnels ; ce fut lui qui dit la messe à la fameuse fédération de 1790. Député à l'Assemblée constituante, il y fit plusieurs rapports sur les biens du clergé. Sous la législative, il fut envoyé à Londres pour traiter avec le gouvernement anglais. Mais quand la révolution eut pris une pente plus rapide et plus acerbe, *il devint suspect*, et fut contraint de se réfugier en Amérique.



Charles-Maurice
de Talleyrand-Périgord.

Après le 13 vendémiaire, la Convention raya l'ancien évêque d'Autun de la liste des émigrés ; il reparut alors en France, et y fut très protégé par la coterie de madame de Staël. Il était discret, souple, insinuant, et gagna la faveur des Directeurs Barras, Merlin, Rewbell, et même de La Réveillère Lepaux, auxquels il faisait la cour, comme il la faisait jadis à Versailles. Il devint ministre des Affaires étrangères, ce qui le mit en correspondance avec le négociateur de Campo-Formio.

Talleyrand s'attacha, dès cet instant, à plaire au général et à s'insinuer dans son esprit ; c'est lui que le Directoire employait constamment auprès *du général d'Italie*. À l'approche du 21 janvier, où le

gouvernement célébrait l'anniversaire de l'exécution de Louis XVI, ce fut un grand objet de discussion entre les Directeurs et les ministres de savoir si Napoléon devait aller à la cérémonie ou non. On craignait d'un côté que s'il n'y allait pas, cela ne dépopularisât la fête ; de l'autre, que s'il y allait, on oubliât le Directoire, pour s'occuper de lui. Néanmoins on conclut qu'il devait y aller. Talleyrand, comme de coutume, se chargea de la négociation ; *le général* s'en excusa, disant qu'il n'avait pas de fonctions publiques, qu'il n'avait personnellement rien à faire à cette cérémonie, qui, par sa nature, plaisait à fort peu de monde. Il ajoutait que cette fête était des plus impolitiques ; que l'événement quelle rappelait était une catastrophe, un vrai malheur national ; qu'il comprenait très bien qu'on célébrât le 14 juillet, parce que c'était une époque où le peuple avait conquis ses droits ; mais que le peuple aurait pu conquérir ses droits, établir même une république, sans se souiller du supplice *d'un prince déclaré inviolable et non responsable par la constitution même*. Qu'il ne prétendait pas discuter si cela avait été utile ou inutile, mais qu'il soutenait que c'était un incident malheureux. Qu'on célébrait des fêtes nationales pour des victoires, mais qu'on pleurait sur les victimes *restées sur le champ de bataille*. Qu'il était assez simple d'ailleurs que lui, Talleyrand, étant ministre, dût y paraître, mais qu'un simple particulier n'avait rien à y faire. Que cette politique de célébrer la mort d'un homme ne pouvait jamais être l'acte d'un gouvernement ; mais seulement celui d'une faction, *comme qui dirait d'un club de Jacobins*. Qu'il ne concevait pas comment le Directoire, qui avait proscrit les jacobins et les anarchistes, qui aujourd'hui traitait avec tant de princes, ne sentit pas qu'une telle cérémonie faisait à la République, beaucoup plus d'ennemis que d'amis, éloignait au lieu de rapprocher, aigrissait au lieu d'adoucir, ébranlait au lieu de raffermir, était indigne enfin du gouvernement d'une grande nation. Talleyrand mettait en jeu tous ses moyens ; il essayait de prouver que c'était juste parce que c'était politique, et que

c'était politique, disait-il, car tous les pays et toutes les républiques avaient célébré, comme un triomphe, la chute du pouvoir absolu et le meurtre des tyrans. Ainsi Athènes avait toujours célébré la mort de Pisistrate, et Rome la chute des décemvirs. Il ajoutait que, d'ailleurs, c'était une loi qui régissait le pays et que dès lors chacun lui devait soumission et obéissance ; il concluait enfin que l'influence du général sur l'opinion était telle, qu'il devait y paraître, ou qu'autrement son absence pourrait blesser les intérêts de la chose publique. Après plusieurs pourparlers on trouva un *mezzo* terminé : l'Institut se rendait à cette fête ; il fut convenu que *le membre de l'Institut suivrait* sa classe qui remplissait un devoir de corps. Cette affaire, ainsi ménagée par Talleyrand, fut très agréable au Directoire.

Cependant, quand l'Institut entra dans l'enceinte¹⁶ où se célébrait cette cérémonie, quelqu'un qui reconnut Napoléon l'ayant fait apercevoir, il n'y eut plus, dès cet instant, d'autres yeux que pour lui. Ce que le Directoire avait craint lui-même arriva ; il se trouva complètement éclipsé. Quand la fête fut terminée, on laissa le Directoire sortir tout seul. La multitude demeura pour celui qui avait voulu se perdre dans la foule de l'Institut, et fit retentir les airs de *vive le général de l'armée d'Italie* ! de sorte que cet événement ne fit qu'accroître le déplaisir des gouvernants.

Un autre événement mit Talleyrand à même d'être encore agréable au Directoire. Dans un café ou lieu public, chez Garchi, deux jeunes gens, sous prétexte de ralliement politique, suspecté par la manière dont leurs cheveux étaient tressés, furent insultés, attaqués, assassinés.

16. Dans la première édition, il est dit à Saint-Sulpice. On m'a démontré qu'il y avait erreur matérielle. Napoléon se sera trompé de nom, ce qui lui arrivait quelques fois. Peut-être trouvera-t-on par la publication de ses Mémoires qu'il se sera redressé lui-même. Au surplus, celui qui tiendrait rigoureusement ici à l'exactitude locale, peut se satisfaire aisément en cherchant dans les papiers du temps où s'est passé l'anniversaire du 21 janvier en 1798. (LC)

Ce guet-apens avait été dirigé par les ordres du ministre de la police, Sottin, et par ses agents. Or les circonstances étaient déjà telles pour *le général d'Italie*, que, bien qu'au fond de son domicile, il était obligé néanmoins, pour sa propre sûreté, de porter une attention inquisitive sur des événements de cette nature. Il fit éclater son indignation, et Talleyrand lui fut envoyé pour le calmer. Celui-ci disait qu'un pareil événement était commun en temps de crise, que les moments de révolution sortaient de la loi commune, qu'ici il devenait nécessaire d'en imposer à la haute société, et de réprimer la hardiesse des salons ; qu'il était des genres de fautes que les tribunaux ne sauraient atteindre ou réprimer ; qu'on ne pouvait sans doute approuver la lanterne de l'Assemblée constituante, et que cependant, sans elle, la révolution n'eût jamais marché ; qu'il est des maux qu'on doit tolérer, parce qu'ils évitent de plus grands maux. *Le général* répondait qu'un pareil langage eût été tout au plus supportable avant fructidor, lorsque les partis étaient en présence, et qu'on avait mis le Directoire plutôt dans le cas de se défendre, que dans la situation d'administrer ; qu'alors, peut-être, cet acte eut pu s'excuser sur la nécessité ; mais qu'aujourd'hui que ce gouvernement se trouvait investi de toute la puissance, que la loi ne trouvait d'opposition nulle part, que les citoyens étaient tous, sinon affectionnés, du moins soumis, cette action devenait un crime atroce, un véritable outrage à la civilisation ; que partout où se prononçaient les mots de loi et de liberté, tous les citoyens demeuraient solidaires les uns des autres ; qu'ici, dans cette expédition de coupe-jarrets, chacun devait se trouver frappé de terreur, se demander où cela s'arrêterait, se croire sous le régime des janissaires. Ces raisons étaient trop plausibles pour avoir besoin d'être développées à un homme de l'esprit et du caractère de M. de Talleyrand ; mais il avait une mission, il cherchait à justifier une administration dont il ambitionnait de conserver la faveur et la confiance.



Galerie du Palais-Royal, intérieur d'un café, par Boilly.



[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

* * *

Samedi 1^{er} juin 1816.

Voltaire. – Jean-Jacques. – Anglais et Français, différence caractéristique.
– M. de Chateaubriand ; Son discours pour l'Institut. – Colères feintes de
l'Empereur ; ses principes à cet égard.



¶ L'Empereur m'a fait venir ; il avait pris un bain de trois heures. Il me donnait à deviner ce qu'il avait lu ; c'était *la Nouvelle-Héloïse* qui


l'avait tant charmé à Briars. En l'analysant de nouveau, il la sabrait cette fois tout à fait. Le rocher de la Meillerie est venu en citation ; il croyait l'avoir détruit par la route qu'il avait fait ouvrir pour le passage du Simplon ; je l'ai assuré qu'il en restait encore assez pour en conserver le parfait souvenir : il s'avançait, disais-je, en saillie sur le chemin même, et ferait encore, au besoin, un très beau saut de Leucade¹⁷.

L'Empereur attribuait, en grande partie, au beau portrait de milord Edouard, dans *la Nouvelle Héloïse*, et à quelques pièces de Théâtre de Voltaire, la belle réputation du caractère anglais en France. Il s'étonnait de la facilité de l'opinion dans ces temps-là : Voltaire et Jean-Jacques l'avaient gouvernée à leur gré ; ils seraient bien moins heureux aujourd'hui. Si Voltaire surtout avait régné sur ses contemporains, disait-il, s'il avait été le héros du temps, c'est que tous alors n'étaient que des nains.

Passant à la différence des Anglais aux Français : « La première classe, chez les Anglais, disait l'Empereur, avait de l'orgueil ; chez nous, elle avait le malheur de n'avoir que de la vanité : là gisait la grande différence caractéristique des deux peuples. La masse du nôtre présentait certainement aujourd'hui le peuple de l'Europe qui avait le plus de sentiment national ; il avait profité de ses vingt-cinq ans de révolution ; mais malheureusement la classe qu'elle avait élevée, observait-il, n'avait point répondu à ses nouvelles destinées ; elle n'avait montré que corruption et versatilité ; elle n'avait déployé dans les dernières crises, ni talents, ni caractère, ni vertu ; elle avait perdu l'honneur du peuple. »

17. Une des îles ioniennes (Grèce). Le saut de Leucade est une haute falaise de craie blanche. (JMS)

On a lu à l'Empereur un discours de M. de Chateaubriand¹⁸ pour rendre le clergé apte à hériter ; c'était, observait-il, un discours d'Académie, et non pas une opinion de législateur. Il y avait beaucoup d'esprit, fort peu de sens, aucune vue. « Laissez hériter le clergé, disait l'Empereur, et personne ne mourra sans être obligé de payer son absolution ; car, de quelque opinion qu'on soit, personne ne sait où il va en quittant la vie. C'est là le grand, le dernier compte ; aussi personne ne peut répondre de son dernier sentiment, ni de la force de sa tête. Qui peut dire que je ne mourrai pas dans les bras d'un confesseur, et qu'il ne me fera pas faire amende honorable pour le mal même que je n'aurai pas fait ? » – Du reste, a observé quelqu'un, ici M. de Chateaubriand soutient une opinion plutôt qu'un sentiment ; on a des raisons de croire *qu'en religion et en politique*, il prêche souvent ce dont il n'est pas convaincu. »

En religion. – On sait qu'avant de travailler à son *Génie du Christianisme*, il publia à Londres un ouvrage très antireligieux. Un bénédictin de Sorèze (Dulau), homme d'esprit et de jugement, que l'émigration avait fait libraire à Londres, et auquel M. de Chateaubriand avait confié la vente de son ouvrage, se permit de lui donner un sage conseil. Il lui observa que les lieux et les temps n'étaient plus favorables aux déclamations antireligieuses ; qu'elles étaient devenues banales et de mauvais ton ; que le moyen le plus sûr de capter désormais l'intérêt public, serait de prendre le contre-pied, de se vouer, au contraire, à la défense de la religion. M. de Chateaubriand le crut, et fit son *Génie du Christianisme*. Or, le bénédictin avait si bien jugé le choix du moment, qu'il est à croire que *si le Génie du Christianisme* venait à paraître aujourd'hui, en dépit de tout son mérite intrinsèque, il n'obtiendrait pas parmi nous tout le succès qu'il a eu. } 

18. François-René de Chateaubriand (1768-1848), après *Atala* publié en 1801, fit paraître son *Génie du Christianisme* en 1802. (JMS)



François-René de Chateaubriand
à Rome, par Girodet.

La nomination de l'auteur du *Génie du Christianisme* précisément à la légation de Rome, fut considérée dans le temps comme une vraie galanterie de la part du Premier Consul, et reçue par M. de Chateaubriand comme un premier triomphe qui lui en assurait de bien plus grands encore dans la capitale du monde chrétien, au sein des princes de l'Église. Mais il ne tarda pas à se convaincre d'un gros mécompte, car on se montra fort scandalisé, à Rome, de voir la religion transformée en roman, et les docteurs réprouvèrent sans balancer le

Génie du Christianisme, qu'ils disaient hérissé d'hérésies.

Toutefois M. de Chateaubriand, retranché derrière ses succès, eut pour ressource de prendre en pitié de pareilles niaiseries ; et, à quelque temps de là, se trouvant parrain d'une petite fille, il lui donna le nom d'*Atala* ; mais le prêtre refusa net, tandis que, de son côté, M. de Chateaubriand insista. Cela fit du bruit, et il porta plainte au cardinal-gouvernant, qui se trouva de l'opinion du prêtre, et reçut fort mal une confidence de M. de Chateaubriand qui, croyant avoir acquis les droits d'initié, terminait ses arguments, disant : « Qu'il était bien ridicule que ce fût à lui qu'on fit une pareille difficulté ; car, observait-il, votre Éminence, *entre nous*, doit bien savoir que d'*Atala* à toutes les autres saintes il n'y a pas grande différence. »

L'Empereur a été fort amusé de ces détails, qu'il disait entendre pour la première fois, et le narrateur a observé que bien qu'il ne pût pas les garantir précisément, ils avaient néanmoins pour lui le caractère de l'authenticité, ayant été recueillis d'un des successeurs de M. de Chateaubriand à la légation de Rome.

En politique. – On a vu, continuait-on, M. de Chateaubriand venir à Napoléon, et s'en éloigner, y venir de nouveau pour s'en éloigner encore. Et lorsqu'il a été à son service, l'Empereur se plaint de sa malveillance, de sa déloyauté, dit-il, notamment dans sa légation de Rome, auprès du vieux roi de Sardaigne¹⁹.


Lors de la catastrophe de 1814, il s'est signalé par des pamphlets si outrageusement passionnés, tellement virulents, si effrontément calomnieux, qu'ils inspirèrent le dégoût, et qu'il est à croire qu'il les regrette à présent, et qu'un aussi beau talent que le sien ne se prostituerait pas à les reproduire aujourd'hui.



{ Quelques années avant nos désastres, l'Empereur, lisant quelques morceaux de cet écrivain, demanda comment il se faisait qu'il ne fût pas de l'Institut. Ces paroles furent aussitôt une recommandation toute-puissante : M. de Chateaubriand s'empessa d'en aller solliciter le prix, et fut nommé à la presque unanimité.

C'était un usage de rigueur à l'Institut que le récipiendaire fit l'éloge de son prédécesseur : M. de Chateaubriand assuré que, pour peu qu'on eût déjà occupé le moindrement l'attention publique, le moyen le plus sûr de devenir tout à fait célèbre était de sortir de la route battue, et de prendre au rebours des autres, consacra donc une partie de

19. Lettres du Cap ; lettre X. (LC)

son discours à flétrir les principes politiques de M. Chénier²⁰, son devancier, et à le proscrire comme régicide. Ce fut un vrai plaidoyer politique, où il discutait la restauration de la monarchie, le jugement et la mort de Louis XVI. Ce fut alors une grande rumeur dans tout l'Institut ; les uns refusant d'entendre un discours qui leur paraissait indécent ; d'autres, au contraire, appuyant pour qu'on en admit la lecture. De l'Institut, la querelle se répandit dans Paris ; elle remplit et divisa bientôt tous les cercles de la capitale. L'Empereur, à qui tout parvenait, et qui voulait tout connaître, se fit apporter ce discours : il le trouva de la dernière extravagance, et en prononça sur le champ l'interdiction. Un de ses grands-officiers, membre de l'Institut, qui avait opiné vivement pour la lecture du discours, lui servit à l'un de ses couchers, à manifester son opinion : « Et depuis quand, Monsieur, lui dit-il avec sévérité, l'Institut se permet-il de devenir une assemblée politique ? Qu'il fasse des vers, qu'il censure les fautes de la langue ; mais qu'il ne sorte pas du domaine des muses, ou je saurai l'y faire rentrer. Est-ce bien vous, Monsieur, qui avez voulu autoriser une pareille diatribe ? Que M. de Chateaubriand ait de l'insanité ou de la malveillance, il y a pour lui des petites-maisons ou un châtiment, et puis peut-être encore est-ce son opinion, et il n'en doit pas le sacrifice à ma politique, qu'il ignore, comme vous, qui la connaissez si bien : il peut avoir son excuse ; vous ne sauriez avoir la vôtre, vous qui vivez à mes côtés, qui savez ce que je fais, ce que je veux. Monsieur, je vous tiens pour coupable, pour criminel : vous ne tendez à rien moins qu'à ramener le désordre, la confusion, l'anarchie, les massacres. Sommes-nous donc des bandits, et ne suis-je qu'un usurpateur ! Je n'ai détrôné personne, Monsieur ; j'ai trouvé, j'ai relevé la couronne dans le ruisseau, et le peuple l'a mise sur ma tête : qu'on respecta ses actes !... » } 

20. Marie-Joseph Chénier (1764-1811), homme de lettres et homme politique, frère du poète André Chénier. (JMS)

« Analyser en public, mettre en question, discuter des faits aussi récents, dans les circonstances où nous nous trouvons, c'est rechercher des convulsions nouvelles, c'est être l'ennemi du repos public. La restauration de la monarchie est et doit demeurer un mystère ; et puis, qu'est-ce que cette nouvelle proscription prétendue de conventionnels et des régicides ? Comment oser réveiller des points aussi délicats ? Laissons à Dieu à prononcer sur ce qu'il n'est plus permis aux hommes de juger ! Seriez-vous donc plus difficile que l'Impératrice ? Elle a bien des intérêts aussi chers que vous peut-être, et bien autrement directs ; imitez bien plutôt sa modération, sa magnanimité ; elle n'a voulu rien apprendre, ni rien connaître.

— { « Eh quoi ! l'objet de tous mes soins, le fruit de tous mes efforts serait-il donc perdu ! C'est donc à dire que si je venais à vous manquer demain, vous vous égorgeriez encore entre vous de plus belle. » Et marchant à grands pas il se frappait le front de la main, disant : « *Ah ! pauvre France ! que tu as longtemps encore besoin d'un tuteur !* » } —

Puis il reprit : « J'ai fait tout au monde pour accorder tous les partis : je vous ai réunis dans les mêmes appartements, fait manger aux mêmes tables, boire dans les mêmes coupes ; votre union a été l'objet constant de mes soins : j'ai le droit d'exiger qu'on me seconde...

« Depuis que je suis à la tête du gouvernement, m'a-t-on jamais entendu demander ce qu'on était ? ce qu'on avait été ? ce qu'on avait dit, fait, écrit... ? Qu'on m'imite !

« On ne m'a jamais connu qu'une question ; un but unique : Voulez-vous être bon Français avec moi ? et sur l'affirmative j'ai poussé chacun dans un défilé de granit sans issue à droite ou à gauche, obligé de

marcher vers l'autre extrémité où je montrais de la main, l'honneur, la gloire, la splendeur de la patrie. »

La mercuriale fut si vive que celui à qui elle s'adressait, homme d'honneur et de grande délicatesse d'ailleurs, se crut dans l'obligation de demander une audience le lendemain, voulant remettre sa démission. Cette audience lui fut accordée, et l'Empereur l'apercevant, lui dit : « Mon cher, vous venez pour la conversation d'hier ; elle vous a affligé et moi aussi ; mais c'est un avertissement que j'ai voulu donner à beaucoup ; s'il produit quelque bien, ce doit être notre consolation à tous deux ; qu'il n'en soit plus question. » Et il parla d'autres choses.

C'est ainsi que souvent l'Empereur attaquait toute une masse sur de simples individus ; et il le faisait avec un grand éclat, pour qu'on en demeurât frappé davantage ; mais ses colères publiques, dont on a fait tant de bruit, n'étaient que feintes et factices. L'Empereur disait qu'il avait prévenu par-là bien des fautes, et s'était épargné beaucoup de châtimens.

Un jour, dans une de ses grandes audiences, il attaqua un colonel, avec la plus grande chaleur et tout à fait avec l'accent de la colère, sur de légers désordres commis par son régiment envers les habitants du pays qu'il venait de traverser en rentrant en France ; et comme le colonel, pensant la punition fort au-dessus de la faute commise, cherchait à se disculper et y revenait souvent ; l'Empereur lui disait à voix basse, sans discontinuer la mercuriale publique : « C'est bien ; mais taisez-vous... je vous crois ; mais demeurez tranquille... » Et plus tard, en le revoyant seul, il lui dit : « C'est que je fustigeais en vous des généraux qui vous entouraient, et qui, si je me fusse adressé directement à eux, se seraient trouvés mériter la dernière dégradation, peut-être davantage. »

Mais si l'Empereur attaquait de la sorte en public, il lui arrivait parfois aussi de se voir attaqué à son tour : j'ai été témoin de plusieurs exemples.

Un jour à Saint-Cloud, à la grande audience du dimanche, et précisément à mon côté, un sous-préfet ou autre fonctionnaire piémontais, l'air égaré, et tout hors de lui, l'interpelle de la voix la plus élevée, lui demandant justice sur sa destitution, soutenant qu'il avait été fausement accusé et condamné. « Allez trouver mes ministres, lui répondit l'Empereur. – Non, Sire, c'est par vous que je veux être jugé. – Je ne le saurais ; je n'en ai point le temps ; j'ai à m'occuper de tout l'Empire, et mes ministres sont institués pour s'occuper des individus. – Mais ils me condamneront toujours. – Et pourquoi ? – Parce que tout le monde m'en veut. – Et pourquoi encore ? – Parce que je vous aime. Il suffit qu'on vous soit attaché pour qu'on devienne en horreur à tout le monde. – Ce que vous dites là est bien fort, Monsieur, dit l'Empereur avec calme, j'aime à croire que vous vous trompez. » Et il passa tranquillement au voisin, tandis que nous en demeurions déconcertés, et en avions rougi d'embarras. Une autre fois, à une parade, un jeune officier, aussi tout hors de lui, sort des rangs pour se plaindre qu'il est maltraité, dégradé ; qu'on a été injuste à son égard, qu'on lui a fait éprouver des passe-droits, et qu'il y a cinq ans qu'il est lieutenant sans pouvoir obtenir d'avancement. « Calmez-vous, lui dit l'Empereur, moi je l'ai bien été sept ans, et vous voyez qu'après tout, cela n'empêche pas de faire son chemin. Tout le monde de rire, et le jeune officier, subitement refroidi, d'aller reprendre son rang. En tout, rien n'était plus commun que de voir les individus s'attaquer à l'Empereur, et lui tenir tête.

Je l'ai vu maintes fois, dans de vives et chaudes réclamations, ne pouvoir obtenir la dernière parole, et prendre le parti de céder, en passant à d'autres personnes ou en changeant de sujet.

Principe général. – Les actes de l'Empereur, quelque passionnés qu'ils parussent, étaient toujours accompagnés de calcul. « Quand un de mes ministres, disait-il, ou quelque autre grand personnage avait fait une faute grave, qu'il y avait vraiment lieu à se fâcher, que je devais vraiment me mettre en colère, être furieux, alors j'avais toujours le soin d'admettre un tiers à cette scène ; j'avais pour règle que quand je me décidais à frapper, le coup devait porter sur beaucoup ; celui qui le recevait ne m'en voulait ni plus ni moins ; et celui qui en était le témoin, dont il eût fallu voir la figure et l'embarras, allait discrètement transmettre au loin ce qu'il avait vu et entendu : une terreur salutaire circulait de veine en veine dans le corps social. Les choses en marchaient mieux ; je punissais moins, je recueillais infiniment, et sans avoir fait beaucoup de mal²¹. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

21. Dans une de ces grandes occasions, le ministre de la Marine (Decrès) se trouva admis de conserve avec le véritable patient, et l'Empereur l'avait choisi dans la triple intention qu'il fût le témoin, qu'il reçût sa part directe d'un avertissement salutaire, et servit néanmoins de terme de comparaison propre à confuser d'autant celui qu'il avait réellement en vue ; car, après s'être exprimé vis-à-vis de celui-ci avec la dernière violence, et être entré dans les plus petits détails d'une menace, extrême, se retournant tout à coup vers Decrès, il lui dit : « Et vous aussi, monsieur le ministre de la Marine, on m'apprend que vous vous avisez d'être de l'opposition ; c'est fort étrange, j'en suis très irrité, quoique après tout je sache bien que chez vous il y a du moins des *tirants d'eau* d'honneur et de fidélité que vous ne dépasserez jamais. » (LC)

Dimanche 2 juin 1816.

Réflexions sur le gouverneur. – Dépenses de la maison de l'Empereur aux Tuileries. – Sur les bonnes comptabilités. – MM. Mollien, la Bouillerie.



¶ L'Empereur est sorti à cheval sur les huit heures ; il y avait bien longtemps qu'il s'en était abstenu. En remontant la vallée du jardin de la compagnie, il est entré chez un des adjudants du camp, dont la femme est catholique ; il y est demeuré quelques instants et y a été fort gai. De là nous nous sommes dirigés vers la demeure de Mme Bertrand, où l'Empereur est descendu et s'est arrêté longtemps. Il y peignait énergiquement et avec beaucoup d'esprit les rapports du gouverneur avec nous, ses mesures subalternes, son peu d'égards, le rétréci de sa police, le ridicule de sa gestion, son ignorance des affaires et des manières. « Nous avons, disait-il, à nous plaindre sans doute de l'amiral, mais au moins était-il anglais ; au lieu que celui-ci n'était qu'un mauvais sbire d'Italie. Nous n'avons pas les mêmes mœurs, disait-il, nous ne saurions nous entendre ; nos sentiments ne parlent pas le même langage : il ne se doute pas que des monceaux de diamants ne sauraient effacer l'arrestation qu'il est venu faire d'un de nos domestiques, presque à mes yeux. Depuis ce jour-là, il a répandu la pâleur sur toute ma maison. »

Au retour, nous avons déjeuné dans le jardin. Le soir, durant le double tour de calèche, le temps s'est passé à tracer le budget de celui qui, à Paris, aurait cinquante mille livres de rente : l'écurie, disait l'Empereur, devait y entrer pour un sixième, la table pour un quart, etc. ¶



J'ai déjà dit qu'il aimait ces calculs, qui prenaient toujours quelque chose de neuf et de piquant dans sa bouche.

La conversation a conduit à des détails plus curieux sur la liste civile et les dépenses de la maison de l'Empereur. Voici ce que j'en ai recueilli :

¶ La table était d'un million ; et pourtant le dîner de la personne de l'Empereur n'était dans ce compte que pour cent francs par jour. Jamais on n'a pu arriver à le faire manger chaud, parce qu'une fois au travail, on ne savait jamais quand il quitterait ; aussi, l'heure du dîner venue, on mettait pour lui des poulets à la broche de demi-heure en demi-heure ; et l'on en a vu rôtir des douzaines avant d'atteindre celui qui lui a été présenté.

La conversation est passée de là aux avantages d'une bonne comptabilité. L'Empereur citait surtout sur ce point MM. *de Mollien* et *la Boullerie*. Le premier avait ramené le trésor public à une simple maison de banque ; si bien que l'Empereur, dans un seul tout petit cahier, avait, disait-il, constamment sous les yeux l'état complet de ses affaires, sa recette, sa dépense, ses arriérés, ses ressources, etc., etc.²²

L'Empereur disait avoir eu dans ses caves, aux Tuileries, jusqu'à quatre cent millions en or qui étaient tellement à lui, qu'il n'en existait d'autres traces qu'un petit livret dans les mains de son trésorier particulier. Tout s'est fondu à mesure, et surtout lors des revers, dans les dépenses de l'État. Comment aurait-il pu, disait-il, songer à s'en réserver quelque chose ; il s'était identifié tout à fait avec la nation.

Il disait encore avoir fait entrer en France un plus de deux milliards de numéraire, sans compter tout ce que les individus pouvaient en avoir rapporté pour leur propre compte.

22. François-Nicolas Mollien (1758-1850), ministre du Trésor de 1806 à 1814. (JMS)

L'Empereur disait avoir été vivement sensible à ce qu'en 1814 M. de la Bouillerie, se trouvant à Orléans avec des dizaines de millions à lui Napoléon, sa propriété personnelle, il les eût portés à M. le comte d'Artois, à Paris, au lieu de les conduire à Fontainebleau, comme cela était de son devoir et de sa conscience. « La Bouillerie pourtant n'était pas un méchant homme, disait l'Empereur, je l'avais aimé et estimé. Au retour de 1815, il sollicita vivement d'être admis près de moi²³ et de pouvoir se justifier ; il aurait prouvé sans doute que c'était la faute de son ignorance et non de son cœur. Il me connaissait bien ; il savait que s'il arrivait jusqu'à moi, il en serait quitte pour quelques paroles de colère. Mais je me connaissais aussi : j'étais résolu de ne pas le reprendre ; je refusai de le voir. C'était le seul moyen que j'avais en cette occasion de résister à lui et à plusieurs autres. »

Toutefois *Estève*, son prédécesseur, n'en eût pas fait autant ; il m'était chaudement attaché ; il m'eût conduit mon trésor par force à Fontainebleau. S'il ne l'eût pu, il l'eût enterré, jeté dans les rivières, distribué, plutôt que de le livrer. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 3 juin 1816.

Sur les femmes, etc. – La polygamie.

L'Empereur, après un bain de trois heures, est sorti vers les cinq heures pour se promener dans le jardin. Il était fort triste, silencieux ; il avait l'air souffrant. Nous sommes montés en calèche, et peu à peu il s'est remis, et est devenu plus causant.

23. L'impartialité me commande de faire connaître ici que M. la Bouillerie s'élève contre cette assertion par une assertion toute contraire. (LC)

Au retour, il s'est promené encore quelque temps, pour faire la guerre à l'une de ces dames qui étaient avec nous. Il s'est amusé à déclamer contre les femmes. « Nous n'y entendions rien, nous autres peuples de l'Occident, disait-il, et un clignotement de côté nous prévenait de sa malice ; nous avions tout gâté en traitant les femmes trop bien.



Gravure hollandaise représentant le nabab moghol Mir Jumla dans son harem.

Nous les avons portées, à grand tort, presque à l'égal de nous. Les peuples de l'Orient avaient bien plus d'esprit et de justesse, ils les avaient déclarées la véritable propriété de l'homme ; et, en effet, la nature les avait faites nos esclaves ; ce n'est que par nos travers d'esprit qu'elles osent prétendre à être nos souveraines ; elles abusaient de quelques avantages pour nous séduire et nous gouverner. Pour une qui nous inspirait quelque chose de bien, il en était cent qui nous faisaient faire des sottises. » Et, continuant d'applaudir aux maximes de l'Orient, il approuvait fort la polygamie, la prétendait dans la nature ; et, se montrant fort adroit, très fécond dans ses preuves. « La femme, disait-il, est donnée à l'homme pour qu'elle fasse des enfants. Or,

une femme unique ne pourrait suffire à l'homme pour cet objet ; elle ne peut être sa femme quand elle est grosse, elle ne peut être sa femme quand elle nourrit, elle ne peut être sa femme quand elle est malade,

elle cesse d'être sa femme quand elle ne peut plus lui donner d'enfants ; l'homme, que la nature n'arrête ni par l'âge, ni par aucun de ces inconvénients, doit donc avoir plusieurs femmes, etc., etc.

« Et de quoi vous plaindriez-vous après tout, Mesdames, continuait-il en souriant de côté ? ne vous avons-nous pas reconnu une âme ? vous savez qu'il est des philosophes qui ont balancé. Vous prétendriez à l'égalité ? Mais c'est folie : la femme est notre propriété, nous ne sommes pas la sienne ; car elle nous donne des enfants, et l'homme ne lui en donne pas. Elle est donc sa propriété comme l'arbre à fruit est celle du jardinier. Si l'homme fait une infidélité à sa femme, qu'il lui en fasse l'aveu, s'en repente, il n'en demeure plus de traces ; la femme se fâche, pardonne, ou se raccommode, et encore y gagne-t-elle parfois. Il ne saurait en être ainsi de l'infidélité de la femme : elle aurait beau l'avouer, s'en repentir ; qui garantit qu'il n'en demeurera rien ? Le mal est irréparable ; aussi ne doit-elle, ne peut-elle jamais en convenir. Il n'y a donc, Mesdames, et vous devez l'avouer, que le manque de jugement, les idées communes et le défaut d'éducation qui puissent porter une femme à se croire en tout l'égal de son mari : du reste, rien de déshonorant dans la différence ; chacun a ses propriétés et ses obligations : vos propriétés, Mesdames, sont la beauté, les grâces, la séduction ; vos obligations, la dépendance et la soumission, etc. »

Après le dîner, l'Empereur a envoyé mon fils chercher les *Mémoires du chevalier de Grammont* et un volume du *Théâtre de Voltaire*. Se créant, disait-il, la tâche d'atteindre onze heures, il a lu assez longtemps du premier ouvrage, observant combien peu de chose peut amuser quand on y répand du véritable esprit. Quant à Voltaire, il a parcouru *Mahomet*, *Sémiramis*, et autres, en faisant ressortir les vices, et

concluant, comme de coutume, que Voltaire n'a connu ni les choses, ni les hommes, ni les grandes passions.


[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mardi 4 juin 1816.

Reprise des Mémoires de l'Empereur, etc.

L'Empereur m'a fait appeler vers les quatre heures, pour aller en calèche. Il m'a dit qu'il venait enfin de dicter de nouveau, et que cela n'était pas sans quelque mérite ; qu'il avait été toute la matinée d'une humeur détestable ; qu'il avait d'abord essayé de sortir vers une heure, mais qu'il était rentré bientôt, absorbé par le dégoût et l'ennui, et que, ne sachant que faire, il lui était venu dans l'idée de se remettre à dicter.

Il y avait longtemps que l'Empereur avait interrompu le travail régulier de ses Mémoires. Ma *campagne d'Italie* était finie depuis plusieurs mois ; celle d'Égypte de Bertrand l'était aussi ; le général Gourgaud avait été fort malade ; tout cela avait amené des lacunes qui avaient créé le dégoût. L'Empereur en était demeuré là, et ne se sentait pas le courage de s'y remettre. J'ai profité de ce qu'il venait de dire pour observer que ses dictées étaient pour lui le grand, le seul moyen de tromper son ennemi, d'user le temps ; et pour nous l'incalculable avantage d'acquérir de véritables trésors chers à l'honneur, à la gloire de la France. Qu'il était d'une importance réelle qu'il continuât son histoire. Chacun de nous, assurais-je, donnerait volontiers son sang pour l'obtenir ; il le devait à sa mémoire, à sa famille, à nous. Où son fils trouverait-il sa véritable histoire ? Qui pourrait la lui tracer dignement ? Sans ces documents précieux, que de choses finiraient


avec Napoléon ! Nous qui l'entourions jadis, que savions-nous alors ? que n'avons-nous pas appris ici ? etc., etc. L'Empereur a répondu qu'il allait s'y remettre, et il a posé la question sur le plan à suivre : serait-ce une Histoire ? seraient-ce des Annales ? Il l'a discuté longtemps sans pouvoir rien arrêter. } 

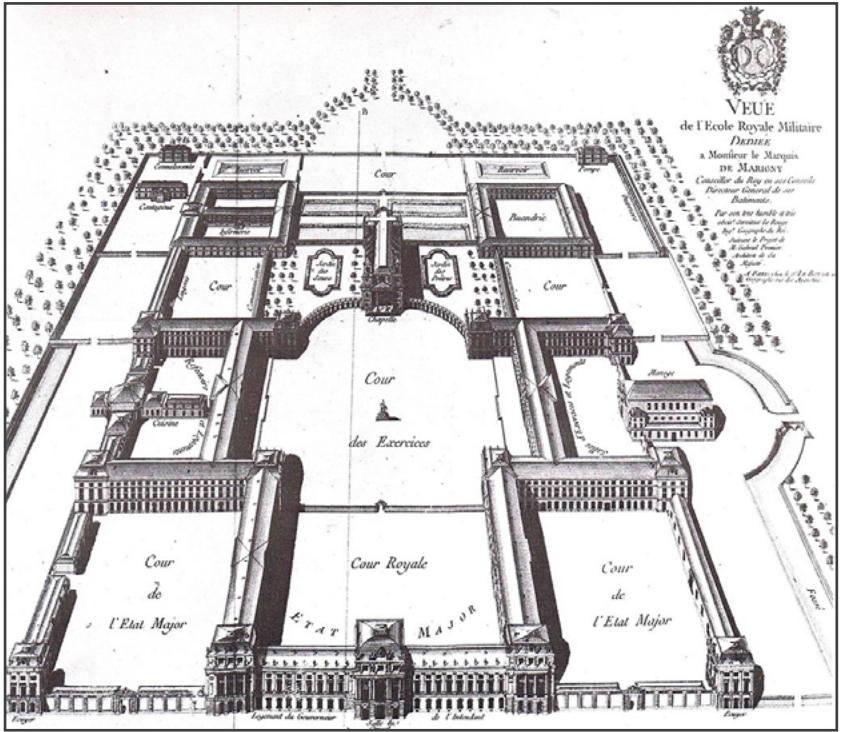
À dîner, il a dit : « J'ai été fort grondé aujourd'hui sur ma paresse ; je viens donc me remettre au travail, attaquer plusieurs points à la fois, chacun aura son lot. Hérodote n'a-t-il pas, je crois, donné le nom des Muses à ses livres, a-t-il dit en me regardant ? Eh bien ! je veux que chacun des miens porte un des vôtres. Il n'y aura pas jusqu'au petit Emmanuel qui n'ait le sien. Je vais entamer le consulat avec Montholon. Gourgaud aura quelque autre époque ou des batailles détachées, et le petit Emmanuel prépara les pièces et les matériaux de l'époque du couronnement »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑ 

Mercredi 5 juin 1816.

École militaire. – Plan d'éducation ordonné par l'Empereur, – Ses intentions pour les vieux militaires. – Changements opérés dans les habitudes de la capitale.

} L'Empereur est sorti vers les quatre heures : il ne se portait pas bien du tout ; il avait pris un bain de trois heures. La température était pourtant délicieuse ; c'était une belle soirée d'Europe. Nous avons été joindre la calèche tout en nous promenant, et avons fait notre tour accoutumé. La conversation a été sur l'ancienne École militaire de Paris, le luxe qu'on y employait à notre égard, la sévérité au contraire que l'Empereur avait établie dans les siennes. } 



Vue de l'École militaire de Paris, projet de Gabriel, 1751.

À l'École militaire de Paris, nous étions nourris, servis magnifiquement, traités en toutes choses comme des officiers jouissant d'une grande aisance, plus grande certainement que celle de la plupart de nos familles, et fort au-dessus de celle dont beaucoup de nous devons jouir un jour. L'Empereur, dans ses Écoles militaires, avait voulu, disait-il, éviter ce travers il avait voulu surtout que ses jeunes officiers, qui devaient commander un jour des soldats, eussent commencé par être eux-mêmes de vrais soldats, eussent pratiqué eux-mêmes tous les détails techniques, ce qui est d'un avantage immense, disait-il, dans le reste de la vie, pour pouvoir les suivre et les faire observer dans

ceux que l'on doit faire obéir. Ainsi, à Saint-Germain, les jeunes gens pensaient eux-mêmes leurs chevaux, apprenaient à les ferrer, etc., etc. À Saint-Cyr, on pratiquait de même tous les détails correspondants de l'infanterie : on y était vraiment à la chambrée, on y mangeait à la gamelle, etc. ; le tout, sans que le reste des instructions analogues à la condition future des jeunes gens en souffrît aucunement ; en un mot, ils ne sortaient qu'ayant réellement gagné leur grade d'officier, et capables de commander et de faire aller des soldats. « Aussi, disait l'Empereur, si les jeunes gens qui se présentèrent dans les corps à l'origine de cette institution, y furent reçus d'abord avec une grande jalousie, du moins fut-on obligé de rendre pleine justice à leur tenue et leur capacité. »

On voit le même esprit présider aux institutions d'Écouen, de Saint-Denis, et autres établissements que la bienfaisante sollicitude de Napoléon créa pour les filles des membres de la Légion d'honneur²⁴. Des règlements dressés par lui-même ordonnaient de n'y employer que ce qui aurait été confectionné dans la maison et par les mains mêmes des élèves. Ces règlements bannissaient toute espèce de luxe, la coquetterie, le théâtre, et devaient n'avoir d'autre but, disait l'Empereur, que d'en faire de bonnes ménagères et d'honnêtes femmes.

Napoléon, auquel la voix publique donnait au temps de sa puissance un caractère si dur et un cœur si froid, est pourtant bien certainement le souverain qui a mis le plus de véritables sentiments en action ; c'est que, par une tournure d'esprit qui lui était particulière, il évitait toutes démonstrations de sensibilité avec autant de soin que d'autres en mettent à les prodiguer.

24. Cf. le Tome 6 de cette édition, au 22 mai 1816. (JMS)

Il avait adopté tous les enfants de militaires tués à Austerlitz ; et, pour lui, un tel acte ne se bornait pas à une pure formalité : il les eût dotés.

Je tiens de la bouche d'un jeune homme, qui me l'a raconté depuis mon retour en Europe, et encore avec les larmes de la reconnaissance, qu'ayant été assez heureux, sortant à peine de l'enfance, pour donner une preuve de dévouement qui avait été remarquée, l'Empereur lui demanda quelle carrière il voulait suivre ; et, sans attendre sa réponse, en désigna une lui-même. À quoi le jeune homme ayant fait observer que la fortune de son père ne le lui permettrait pas : « Que vous importe, reprit vivement Napoléon, *ne suis-je pas aussi votre père ?* » Ceux qui l'ont connu dans son intérieur, ou ont vécu près de sa personne, peuvent citer mille traits de la sorte.

Il avait beaucoup fait pour les militaires et les vétérans ; et il se proposait encore bien davantage : c'était chaque jour quelques pensées nouvelles.

Il nous fut présenté au Conseil d'État un projet de décret pour qu'à l'avenir les places dans les douanes, les perceptions, les droits réunis, etc., etc., fussent données à des militaires blessés ou à des vétérans susceptibles de les exercer, à partir du simple soldat jusqu'aux rangs supérieurs. Et comme ce projet était reçu avec froideur, l'Empereur, adressant son adage ordinaire à l'un des opposants, le somma d'aborder franchement la question, et de dire toute sa pensée. — « Eh bien ! Sire, dit M. Malouet, c'est que je crains que les citoyens ne se trouvent heurtés de se voir préférer les militaires. — Monsieur, répartit vivement l'Empereur, vous séparez là ce qui ne l'est pas ; les citoyens et les soldats aujourd'hui ne font qu'un. Dans la crise où nous nous trouvons, la conscription atteint tout le monde ; la carrière militaire n'est plus une affaire de goût, elle est une affaire de force. La plupart de ceux qui

s'y trouvent ont perdu leur état contre leur gré : il est donc juste de leur en tenir compte. – Mais, observa encore l'opposant, c'est qu'on pourrait croire, par la rédaction du projet, que Votre Majesté ne veut désormais donner la plus grande partie de ces places qu'aux militaires. – Mais c'est bien aussi mon intention, Monsieur, dit l'Empereur ; il ne s'agit que de savoir si j'en ai le droit, et si je blesse la justice. Or, la constitution me donne la nomination à tous ces emplois, et il me semble qu'il est de toute justice que ce soit ceux qui ont le plus souffert qui aient le plus de droits aux indemnités. » Puis, haussant la voix : « Messieurs, la guerre n'est point un métier de rose ; vous ne la connaissez ici, sur vos bancs, que d'après la lecture des bulletins ou le récit de nos triomphes. Vous ne connaissez pas nos bivouacs, nos marches forcées, nos privations de tous genres, nos souffrances de toutes espèces. Moi, je les connais, parce que je les vois et que parfois je les partage. »

Quoi qu'il en soit, ce projet de décret, après plusieurs rédactions, finit par disparaître comme beaucoup d'autres, et les intentions de l'Empereur ne furent même pas connues du public, que je sache, bien qu'il eût semblé mettre un vif intérêt à le voir adopté, et qu'il en eût poursuivi la défense dans les plus petits détails.

« Mais, Sire, lui avait-on objecté dans le principe, Votre Majesté donnerait-elle de ces places à un militaire, qui ne saurait point lire ? – Pourquoi pas ? – Mais comment pourrait-il remplir sa place, tenir ses registres ? – Eh bien ! Monsieur, il appellerait son voisin, il ferait venir de ses parents, et le bienfait intentionné pour un, se répandrait sur plusieurs. D'ailleurs, je ne tiens point à votre objection, nous n'avons qu'à prescrire la condition qu'il sera capable de la remplir, etc., etc. »

¶ À la nuit, l'Empereur m'a fait appeler dans sa chambre ; il y était seul avec un peu de feu et dans l'ombre ; les lumières étaient dans la chambre voisine : cette obscurité plaisait, disait-il, à sa mélancolie. Il était triste et silencieux.

Après le dîner, il a repris la lecture du *Chevalier de Grammont*, qu'il n'a pu continuer.

On s'est mis alors à analyser les moyens qui faisaient passer le temps à Paris. On a parlé des habitudes de la société ancienne et moderne. L'Empereur répétait avoir beaucoup médité sur les moyens de recréer la société. Il avait eu des cercles à la cour, des spectacles, des voyages à Fontainebleau. Cela gênait, disait-il, les gens de la cour, et n'influaient pas sur les cercles de la capitale. Il n'y avait point encore assez de cohésion dans toutes ces parties hétérogènes pour qu'elles pussent réagir convenablement les unes sur les autres ; cependant cela fût venu avec le temps, assurait-il. On lui faisait remarquer qu'il avait beaucoup contribué à raccourcir les soirées de la capitale. Tout ce qui tenait au gouvernement travaillait beaucoup, et devant se lever de grand matin, était obligé de se coucher de fort bonne heure.

« Ce fut, du reste, un grand étonnement pour Paris, disait l'Empereur, une véritable révolution dans les mœurs, presque une sédition dans la société, lorsque le premier Consul voulut qu'on quittât les bottes pour venir en société, qu'on se mit en bas, et qu'on soignât tant soit peu sa toilette. »

L'Empereur revenait beaucoup sur ce qui formait le bon ton et les manières agréables des sociétés de sa jeunesse. Il s'est arrêté surtout à définir ce qui rendait alors les intimités agréables : la teinte légère


de flatterie réciproque ou du moins l'opposition fine et délicate, etc., etc.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Jeudi 6 juin 1816.

Résistance à la médecine. – *Gil Blas*. – Général Bizanet, – Beaux faits d'armes français. – Réflexions, etc.

Je n'ai vu l'Empereur qu'à six heures ; il était demeuré dans sa chambre, souffrant, et n'avait encore rien mangé de la journée. Il se trouvait du malaise, disait-il, et s'amusait en ce moment à parcourir des gravures sur la ville de Londres, que le docteur lui avait prêtées. Celui-ci avait eu l'honneur de le voir dans la journée, et l'avait beaucoup fait rire. « Apprenant que je n'étais pas bien, disait l'Empereur, il avait prétendu se saisir de moi comme de sa proie, en me conseillant aussitôt une médecine, à moi, qui ne me rappelle point d'en avoir jamais pris dans ma vie. »

Il était déjà plus de sept heures ; l'Empereur a dit que celui qui se sentait faim n'était pas bien malade. Il a demandé à manger, on lui a apporté un poulet, qu'il a trouvé excellent : cela l'a remis ; il est devenu causant, et a passé en revue divers romans français. La lecture de *Gil Blas*²⁵ avait rempli la plus grande partie de sa journée. Il était plein d'esprit, disait-il, mais il aurait mérité les galères, lui et tous les siens. De là il s'est mis à parcourir un recueil chronologique, et s'est arrêté sur la belle affaire de Bergop-zoom par le général *Bizanet*. } 

25. *Histoire de Gil Blas de Santillane*, roman picaresque de Lesage, publié en 1715. (JMS)

« Que de belles actions pourtant, disait l'Empereur, ont été se perdre dans la confusion de nos désastres, ou même dans la multiplicité de celles que nous avons produites. Celle de Bergop-Zoom est du nombre : la garnison naturelle de cette place était de huit à dix mille hommes peut-être, et pourtant elle ne comptait en cet instant pas plus de deux mille sept cents combattants. Un général anglais, à la faveur de la nuit, et d'intelligence avec les habitants, s'y introduit avec quatre mille huit cents hommes d'élite. Ils sont dans la place, la population est pour eux ; mais rien ne saurait triompher de la valeur française ! on se bat en désespérés dans les rues, et la presque totalité de la troupe anglaise est tuée ou demeure prisonnière. Certes, concluait l'Empereur, voilà un acte de braves ! le général Bizanet est un brave !

Il est sûr que dans nos derniers moments, comme le disait l'Empereur, une foule de hauts faits, de traits historiques, ont été se perdre dans la confusion de nos désastres et le gouffre de nos malheurs.

C'est l'extraordinaire et singulière défense d'Huningue par l'intrépide *Barbanègre*.

C'est la belle résistance du général *Teste* à Namur, où, dans une ville ouverte, avec une poignée de braves, il arrête court l'élan des Prussiens, et favorise la rentrée de Grouchy sans être entamé.

C'est l'expédition brillante du brave *Excelmans*, dans Versailles, qui eût pu avoir des suites si importantes, si elle eût été soutenue, ainsi que cela avait été décidé ; et enfin un grand nombre d'autres.

Toutefois ces beaux traits, dans ces moments décisifs, ont honoré les rangs de l'armée beaucoup plus que ses principaux chefs. On eût

aimé, dans cette crise fatale, au milieu de l'effroyable catastrophe, à retrouver dans nos premiers généraux, de ces efforts d'audace, de ces actes éclatants qui signalèrent le commencement de nos triomphes, et que la gestion de Napoléon avait rendus presque une habitude parmi nous ; quelqu'en eût été le résultat, le lustre national y eût trouvé quelque soulagement, et la patrie s'arrêterait avec complaisance sur des convulsions héroïques de son agonie. Nous ne devons pas finir par des actes ordinaires.

À cette époque de douleur, nous nous trouvions avoir plus de troupes au-dehors qu'au-dedans : Dresde comptait une véritable armée ; une seconde était dans Hambourg ; une troisième dans Dantzic ; de nombreuses garnisons intermédiaires en eussent composé une quatrième, tant elles renfermaient de nos soldats. Tous les efforts de l'ennemi ne tendaient qu'à séparer ces braves de la France, et à y prévenir leur retour. Que n'est-il venu au cœur et à la pensée de quelque chef du dehors de profiter de ces circonstances pour dégager le sol sacré, en attaquant audacieusement lui-même celui de l'ennemi, et le forçant par-là de revenir sur lui. La réunion en masse de la plupart de ces corps eût-elle donc été impossible ?

L'agglomération de Dresde, Torgau, Magdebourg, Hambourg, n'eût-elle pas produit une armée formidable sur les derrières de l'ennemi, capable de l'enfoncer ou de le compromettre ? n'eût-elle pas pu enlever Berlin, dégager les garnisons de l'Oder, secourir Dantzic et insurger la Pologne si bien disposée ; ou bien, enfin, toute autre chose d'audacieux, de brillant, d'inattendu, en un mot, de digne de nous ?

Et que fallait-il donc pour changer nos destinées ? Avant l'entrée des alliés en France, le plus léger épisode eût suffi pour faire conclure raisonnablement à Francfort ; et même, encore plus tard, et l'ennemi

déjà sur notre territoire, la plus petite inquiétude sur ses derrières, aux époques héroïques de Champaubert, de Montmirail, de Vauchamp, de Craon, de Montereau, n'eût-elle pas décidé la retraite précipitée des alliés, notre triomphe, peut-être leur destruction ? Que si le général qui eût osé se dévouer ainsi eût succombé, ce n'eût pas été pire pour nous qui avons péri ; mais pour lui, avec nos mœurs nationales, il devenait un héros et se rendait immortel.

Au lieu de cela, près de cent mille hommes furent perdus pour la



Napoléon en 1814, par Meissonier.

France, en accomplissant routinément leurs destinées, ce à quoi nous n'étions plus faits depuis longtemps. Mais peut-être parlé-je ici trop légèrement et sans connaissance de cause ; peut-être me répondrait-on victorieusement par des localités, des obstacles qui me sont inconnus ; la santé des troupes, le dénuement de toutes choses ; la non-réception des ordres (car l'Empereur essaya d'en donner à cet égard et dans ce sens), la crainte de déranger le plan principal, celle de se charger d'une trop haute responsabilité, etc., etc.

Mais ne serait-ce pas bien plus encore parce que le véritable foyer de ces hautes conceptions et de leurs héroïques accomplissements ne résidait qu'en Napoléon, et que là où il n'était plus, ainsi qu'on l'a

pu remarquer souvent, les choses redevenaient abandonnées à leur marche ordinaire ?

Quoi qu'il en soit, quelque chose de la sorte fut pourtant suggéré, au moment de la capitulation de Dantzig, au général en chef commandant l'année de cette place. L'idée vint d'un officier bien inférieur, il est vrai, mais dont la témérité, l'audace et les succès lui devenaient peut-être quelques titres pour émettre une telle opinion : c'était *le capitaine de Chambure*, le chef de cette célèbre compagnie franche qui se couvrit de gloire durant le siège. Elle avait été composée, pour le service même du siège, de cent hommes délites tirés des plus notablement intrépides de tous les corps de l'armée ; elle justifia, surpassa même tout ce qu'on en attendait : les assiégeants, terrifiés par ses coups, l'honorèrent de l'épithète d'*infernale*. On la vit débarquer la nuit sur les derrières de l'armée russe, égorger ses sentinelles, enclouer les canons, brûler les magasins, détruire les parcs, mettre en péril la personne des généraux même, et regagner la place en traversant le camp ennemi, marchant sur le ventre de tous ceux, qui s'opposaient à son passage. Ces faits et beau coup d'autres sont consacrés dans les ordres du jour de cette armée.

Assurément, dans les temps ordinaires qui nous ont devancés, il n'est pas un de ces actes qui n'eût suffi pour immortaliser chacun de ceux qui y avaient pris part. Et même parmi les prodiges de nos jours, ils méritaient encore d'être distingués. Napoléon, à son retour de l'île d'Elbe, voulut voir le brave Chambure, qui avait été criblé de blessures ; il lui fut amené par le ministre de la guerre, et se trouva dès lors désigné pour commander un corps de partisans sur la frontière orientale de la France : il s'y montra digne de lui-même. Deux officiers anglais tombèrent entre ses mains au cœur même de la France, et au moment de la violente exaspération que causaient nos nouveaux


revers ; de Chambure les sauva de la fureur des siens ; leurs équipages, leurs effets furent même respectés. Le croira-t-on ? à peu de temps de là, cet officier, dont le courage, la loyauté, la délicatesse surtout, eussent mérité une couronne, fut condamné par un tribunal français, aux galères à perpétuité, à la marque et au carcan, pour avoir détroussé, était-il dit, sur le grand chemin deux officiers ennemis ! Telle était la justice des partis ! Quelles monstrueuses aberrations ne peuvent pas exercer les troubles civils sur le jugement et la conscience !

Le colonel Chambure n'eut plus qu'à se dérober par une prompte expatriation ; vainement chercha-t-il à faire connaître de loin la vérité ; vainement les deux officiers anglais eux-mêmes donnèrent-ils la plus grande publicité à leurs témoignages, à leur reconnaissance ; ce ne fut qu'après bien du temps écoulé, et dans un moment de bonace politique, qu'il lui devint possible d'en appeler de nouveau devant les tribunaux, en venant leur livrer sa personne : et ils déclarèrent cette fois qu'il n'y avait pas même lieu à inculpation : certes voilà un des traits caractéristiques du temps.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Vendredi 7. – Samedi 8 juin 1816.


Romans de l'Empereur. – Napoléon peu connu de sa maison même. – Ses idées religieuses.

 { Dans une longue conversation privée du matin, l'Empereur aujourd'hui revenait sur toutes les horreurs de notre situation présente, et épuisait les chances d'un meilleur avenir.


À la suite de tous ces objets, que je ne puis rendre ici, s'abandonnant à son imagination, il disait qu'il n'y avait plus pour lui de séjour que l'Angleterre et l'Amérique. Celui de son inclination, disait-il, serait l'Amérique, parce qu'il y serait vraiment libre, et qu'il n'aspirait plus qu'à l'indépendance et au repos ; et il faisait alors son roman. Il se voyait près de son frère Joseph, entouré d'une petite France, etc., etc.

Toutefois la politique, observait-il, pouvait décider pour l'Angleterre. Il devait demeurer peut-être l'esclave des événements. Il se devait, après tout, à un peuple qui avait fait plus pour lui qu'il ne lui avait rendu lui-même à son tour, etc. Et alors il faisait encore son roman, etc., etc.

De là, la conversation allant toujours, l'Empereur ne revenait pas de s'être convaincu que beaucoup de ceux qui l'entouraient et qui formaient sa cour croyaient la plupart des absurdités et des balivernes qui avaient été débitées sur son compte, et allaient jusqu'à douter de la fausseté des horreurs dont on souillait son caractère. Qu'ainsi, nous le croyions cuirassé au milieu de nous, soumis aux pressentiments et au fatalisme, sujet à des accès de rage ou d'épilepsie ; ayant étranglé Pichegru, fait couper le cou à un petit capitaine anglais, etc..... Et sa sortie contre nous était en quelque sorte méritée ; nous étions obligés d'en convenir ; seulement nous avions à répondre que bien des circonstances se réunissaient pour que le gros de son entourage d'alors demeurât encore le vulgaire. Nous apercevions souvent sa personne, disais-je ; mais nous n'avions jamais aucune communication avec lui : tout demeurait mystère pour nous. Aucune voix ne s'élevait pour réfuter, tandis qu'il en était une foule dans l'ombre, et quelques-unes des plus rapprochées de lui, qui, par travers d'esprit ou mauvaise intention, ne semblaient occupées qu'à insinuer sans cesse. Quant à moi, je confessais de bonne foi n'avoir eu d'idée certaine de son

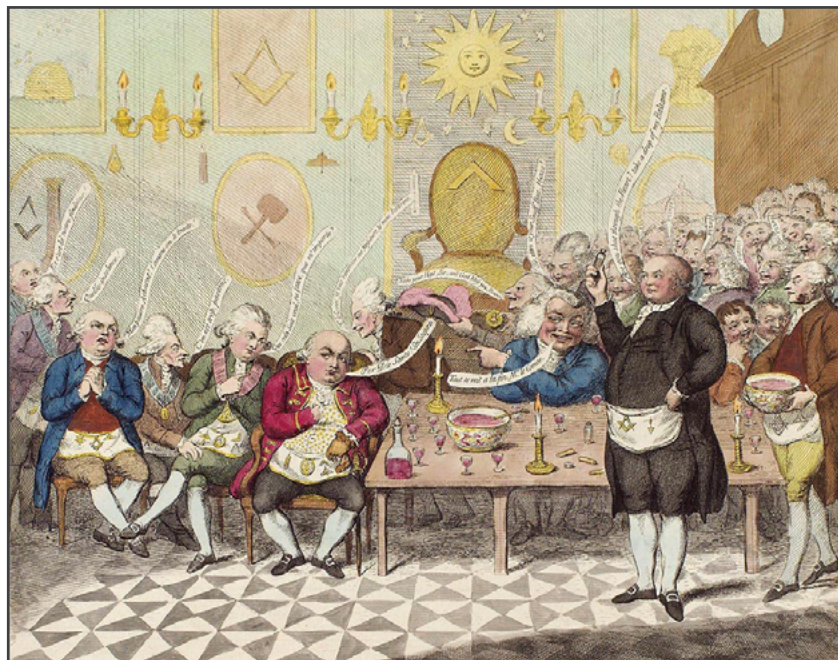
caractère qu'ici ; bien que j'eusse à me féliciter de l'avoir réellement en partie deviné. « Et pourtant, observait-il à cela, vous m'avez vu et entendu souvent au Conseil d'État. » 》 

Le soir, après le dîner, la conversation tomba sur la religion. L'Empereur s'y est arrêté longtemps, je vais en transcrire ici avec soin le résumé, comme tout à fait caractéristique sur un point qui a dû exercer sans doute souvent la curiosité de plusieurs.

 { L'Empereur après un mouvement, très vif et très chaud, a dit : « Tout proclame l'existence d'un Dieu, c'est indubitable ; mais toutes nos religions sont évidemment les enfants des hommes. Pourquoi y en avait-il tant ? pourquoi la nôtre n'avait-elle pas toujours existé ? pourquoi était-elle exclusive ? que devenaient les hommes vertueux qui nous avaient devancés ? pourquoi ces religions se déciaient-elles, se combattaient-elles, s'exterminaient-elles ? pourquoi cela avait-il été de tous les temps, de tous les lieux ? C'est que les hommes sont toujours les hommes, c'est que les prêtres ont toujours glissé partout la fraude et le mensonge. Toutefois, disait l'Empereur, dès que j'ai eu le pouvoir je me suis empressé de rétablir la religion. Je m'en servais comme de base et de racine. Elle était à mes yeux l'appui de la bonne morale, des vrais principes, des bonnes mœurs. Et puis, l'inquiétude de l'homme est telle, qu'il lui faut ce vague et ce merveilleux qu'elle lui présente. Il vaut mieux qu'il le prenne là que d'aller le chercher chez Cagliostro²⁶, chez Mlle Lenormand²⁷, chez toutes les diseuses de bonne aventure et les fripons. »


26. Joseph (Giuseppe) Balsamo, dit Alessandro comte de Cagliostro (1743-1795), célèbre aventurier italien qui se prétend immortel, et possesseur d'une eau de Jouvence. Il est impliqué dans l'escroquerie du collier de la reine. (*JMS*)

27. Marie-Anne Lenormand (1772-1843), célèbre cartomancienne et devineresse, qui opéra à Paris, rue de Tournon. (*JMS*)



Cagliostro invité à la loge maçonnique de l'Antiquité à Londres en 1786. La visite est houleuse, accusé de charlatanerie, Cagliostro la quitte. Le caricaturiste lui fait dire *son scoperto* (je suis découvert).


Quelqu'un ayant osé lui dire qu'il pourrait se faire qu'il finît par être dévot, l'Empereur a répondu avec l'air de la conviction, qu'il craignait que non, et qu'il le prononçait à regret ; car c'était sans doute une grande consolation ; que toutefois son incrédulité ne venait ni de travers, ni de libertinage d'esprit ; mais seulement de la force de sa raison. « Cependant, ajoutait-il, l'homme ne doit jurer de rien sur tout ce qui concerne ses derniers instants. En ce moment, sans doute je crois bien que je mourrai sans confesseur ; et néanmoins voilà un tel, montrant l'un de nous, qui me confessera peut-être. Je suis bien loin d'être athée, assurément ; mais je ne puis croire tout

ce que l'on m'enseigne en dépit de ma raison sous peine d'être faux et hypocrite. } 

« Sous l'empire, et surtout après le mariage de Marie-Louise, on fit tout au monde pour me porter, à la manière de nos rois, à aller en grande pompe communier à Notre-Dame ; je m'y refusai tout à fait : je n'y croyais pas assez disais-je, pour que ce pût m'être bénéficiel, et je croyais trop encore pour m'exposer froidement à un sacrilège. » À cela, comme on citait quelqu'un qui s'était vanté en quelque sorte de n'avoir pas fait sa première communion : « C'est fort mal à lui, a repris l'Empereur : il a manqué là à son éducation, ou l'on s'est rendu coupable vis-à-vis d'elle. » Puis continuant son sujet : { « Dire d'où je viens, ce que je suis, où je vais est au-dessus de mes idées et pourtant tout cela est. Je suis la montre qui existe et qui ne se connaît pas. Toutefois, le sentiment religieux est si consolant, que c'est un bienfait du Ciel que de le posséder. De quelle ressource ne nous serait-il pas ici ? quelle puissance pourraient avoir sur moi les hommes et les choses, si prenant en vue de Dieu mes revers et mes peines, j'en attendais le bonheur futur pour récompense !... À quoi n'aurais-je pas droit, moi qui ai traversé une carrière aussi extraordinaire, aussi orageuse, sans commettre un seul crime ; et j'ai pu tant en commettre ! Je puis paraître devant ce tribunal de Dieu, je puis attendre son jugement sans crainte. Il n'entrevera jamais au-dedans de moi l'idée de l'assassinat, de l'empoisonnement, de la mort injuste ou préméditée, si commune dans les carrières qui ressemblent à la mienne. Je n'ai voulu que la gloire, la force, le lustre de la France ; toutes mes facultés, tous mes efforts, tous mes moments étaient là. Ce ne saurait être un crime, je n'ai vu là que des vertus ! Quelle serait donc ma jouissance, si le charme d'un avenir futur se présentait à moi pour couronner la fin de ma vie, etc., etc.

... Plus loin, il disait : « Mais comment pouvoir être convaincu par la bouche absurde, par les actes iniques de la plupart de ceux qui nous prêchent. Je suis entouré de prêtres qui me répètent sans cesse que leur règne n'est pas de ce monde, et ils se saisissent de tout ce qu'ils peuvent. Le Pape est le chef de cette religion du Ciel, et il ne s'occupe que de la terre. Que de choses celui d'aujourd'hui, qui assurément est un brave et saint homme, m'offrait pour retourner à Rome ! La discipline de l'Église, l'institution des évêques ne lui étaient plus rien, s'il pouvait à ce prix redevenir prince temporel. Aujourd'hui même, il est l'ami de tous les protestants, qui lui accordent tout parce qu'ils ne le craignent pas. Il n'est l'ennemi que de l'Autriche catholique, parce que celle-ci serre de près son territoire, etc.

« ... Nul doute, du reste, observait-il encore, que mon espèce d'incrédulité ne fût, en ma qualité d'Empereur, un bienfait pour les peuples ; et autrement, comment aurais-je pu exercer une véritable tolérance ; comment aurais-je pu favoriser avec égalité des sectes aussi contraires, si j'avais été dominé par une seule ? Comment aurais-je conservé l'indépendance de ma pensée et de mes mouvements, sous la suggestion d'un confesseur qui m'eût gouverné par les craintes de l'enfer ? Quel empire un méchant, le plus stupide des hommes, ne peut-il pas, à ce titre, exercer sur ceux qui gouvernent les nations ? N'est-ce pas alors le moucheur de chandelles qui, dans la coulisse, peut faire mouvoir à son gré l'Hercule de l'Opéra ? Qui doute que les dernières années de Louis XIV n'eussent été bien différentes avec un autre confesseur ? J'étais tellement pénétré de ces vérités, que je me promettais bien de faire en sorte, autant qu'il eût été en moi, d'élever mon fils dans la même ligne religieuse où je me trouve, etc., etc. » L'Empereur a terminé cette conversation en envoyant mon fils chercher l'Évangile, et le prenant au commencement, il ne s'est arrêté qu'après le discours de

Jésus sur la montagne. Il se disait ravi, extasié de la pureté, du sublime et de la beauté d'une telle morale, et nous tous l'étions de même. } 

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Dimanche 9 juin 1816.

Portrait des Directeurs. – Anecdotes. – 18 fructidor.

L'Empereur a beaucoup parlé de la création du Directoire ; il l'avait installé, se trouvant alors commandant en chef de l'armée de l'intérieur. Cela l'a conduit à passer en revue les cinq Directeurs dont il a donné les portraits et le caractère. Il a peint leurs ridicules et leurs fautes, ce qui a conduit aux événements de fructidor, et a fourni un grand nombre de choses fort curieuses. Voici ce que j'en ai recueilli, partie de ses conversations perdues, partie de ses dictées sur les campagnes d'Italie.



Paul Barras, membre du Directoire exécutif.

« *Barras*²⁸, disait l'Empereur, d'une des bonnes familles de Provence, était officier au régiment de l'île-de-France ; à la

28. Paul Barras (1755-1829), Conventionnel, il est envoyé aux armées, notamment au siège de Toulon, où il rencontre Bonaparte. Directeur exécutif, il démissionne à la suite du coup d'État du 18 brumaire. Il facilita le mariage de Joséphine de Beauharnais, son ex-maîtresse, et de Napoléon Bonaparte. (JMS)

révolution, il fut nommé député à la Convention nationale par le département du Var. Il n'avait aucun talent pour la tribune, et nulle habitude de travail. Après le 31 mai, il fut nommé avec Fréron, commissaire à l'armée d'Italie et en Provence, alors foyer de la guerre civile. De retour à Paris ; il se jeta dans le parti thermidorien ; menacé par Robespierre, ainsi que Tallien et tout le reste du parti de Danton, il se réunirent, et firent la journée du 9 thermidor. Au moment de la crise, la Convention le nomma pour marcher contre la commune, qui s'était insurgée en faveur de Robespierre ; il réussit.

« Cet événement lui donna une grande célébrité. Tous les thermidoriens, après la chute de Robespierre, devinrent les hommes de la France.

« Le 12 vendémiaire, au moment de la crise, on imagina, pour se défaire subitement des trois commissaires près de l'armée de l'intérieur » de réunir dans sa personne les pouvoirs de commissaire et ceux de commandant de cette armée. Mais les circonstances étaient trop graves pour lui ; elles étaient au-dessus de ses forces : Barras n'avait pas fait la guerre, il avait quitté le service n'étant que capitaine ; il n'avait d'ailleurs aucune connaissance militaire.

« Les événements de thermidor et de vendémiaire le portèrent au Directoire : il n'avait point les qualités nécessaires pour cette place ; il fit mieux que ceux qui le connaissaient n'attendaient de lui.

« Il donna de l'éclat à sa maison ; il avait un train de chasse, et faisait une dépense considérable. Quand il sortit du Directoire, au 18 brumaire, il lui restait encore une grande fortune ; il ne la dissimulait pas. Cette fortune n'était pas, il s'en faut, de nature à avoir influé sur le

dérangement des finances ; mais la manière dont il l'avait acquise, en favorisant les fournisseurs, altéra la morale publique.

« Barras était d'une haute stature ; il parla quelquefois dans des moments d'orage, et sa voix couvrait alors la salle. Ses facultés morales ne lui permettaient pas d'aller au-delà de quelques phrases. La passion avec laquelle il parlait, l'aurait fait prendre pour un homme de résolution. Il ne l'était point ; il n'avait aucune opinion faite sur aucune partie de l'administration publique.

« En fructidor, il forma, avec Rewbell et La Réveillère-Lépeaux, la majorité contre Carnot et Barthélemi ; après cette journée, il fut en apparence l'homme le plus considérable du Directoire ; mais, en réalité, c'était Rewbell qui avait la véritable influence des affaires. Barras soutint constamment en public le rôle d'un ami chaud de Napoléon.

Lors du 30 prairial, il eut l'adresse de se concilier le parti dominant dans l'assemblée, et ne partagea pas la disgrâce de ses collègues.



Louis-Marie
La Réveillère-Lépeaux,
en costume de Directeur.

« *La Réveillère-Lépeaux*²⁹, natif d'Angers, était de la très petite bourgeoisie, petit, bossu, de l'extérieur le plus désagréable qu'on puisse imaginer : c'était un véritable Ésope. Il écrivait passablement ; son esprit était de peu d'étendue ; il n'avait ni l'habitude des affaires, ni la connaissance des hommes. Il fut alternativement dominé, selon les temps, par Carnot et Rewbell. Le Jardin des Plantes, et la

29. Louis-Marie La Réveillère-Lépeaux (1753-1824), membre du Conseil des Cinq-Cents, Directeur exécutif. (JMS)

théophilanthropie, nouvelle religion dont il avait la manie de vouloir être fondateur, faisaient toute son occupation. Du reste, il était patriote chaud et sincère, honnête homme, citoyen probe et instruit ; il entra pauvre au Directoire et en sortit pauvre. La nature ne lui avait accordé que les qualités d'un magistrat subalterne. »

Napoléon, après son retour de l'armée d'Italie, se trouva, sans qu'il en pût deviner la cause, l'objet tout particulier du soin, de l'attention et des cajoleries du Directeur La Réveillère, qui un jour lui offrit un dîner, *strictement* en famille, et cela, disait-il, pour être plus ensemble. » Le jeune général l'accepta ; et, en effet, il ne s'y trouvait que la femme et la fille du Directeur ; et tous les trois, par parenthèse, disait l'Empereur, étaient trois chefs-d'œuvre de laideur. Après le dessert, les deux femmes se retirèrent, et la conversation devint sérieuse. La Réveillère s'étendit longuement sur les inconvénients de notre religion, la nécessité néanmoins d'en avoir une, et vanta en grand détail les avantages de celle qu'il prétendait instituer ; *la théophilanthropie*. « Je commençais à trouver, disait l'Empereur, la conversation longue et un peu lourde, quand tout à coup se frottant les mains avec satisfaction et d'un air malin : De quel prix serait pourtant une acquisition comme la vôtre ? de quelle utilité, de quel poids ne serait pas votre nom ? et comme cela serait glorieux pour vous ? Allons, qu'en pensez-vous ? Le jeune général était loin de s'attendre à une pareille proposition ; toutefois il répondit avec humilité qu'il ne se sentait pas digne d'un tel honneur ; et puis, que dans les routes obscures, il avait pour principe de suivre ceux qui le devançaient ; qu'ainsi il était résolu de faire là-dessus comme avaient fait son père et sa mère. Une réponse si positive fit bien voir au grand-prêtre qu'il n'y avait rien à faire, et il en demeura là ; mais aussi, depuis, plus de petits soins ni de cajoleries pour le jeune général.

« *Rewbell*³⁰, disait l'Empereur, natif d'Alsace, était un des meilleurs avocats de Colmar. Il avait de l'esprit, de cet esprit qui caractérise un bon praticien ; il influença presque toujours les délibérations, prenait facilement des préjugés, croyait peu à la vertu,



Le Directeur
Jean-François Reubell.

était d'un patriotisme assez exalté. C'est un problème que de savoir s'il s'est enrichi au Directoire : il était environné de fournisseurs, il est vrai ; mais, par la tournure de son esprit, il serait possible qu'il se fût plu seulement dans la conversation d'hommes actifs et entreprenants, et qu'il eût joui de leurs flatteries sans leur faire payer les complaisances qu'il avait pour eux. Il avait une haine particulière contre le système germanique : il a montré de l'énergie dans les assemblées, soit avant ou après sa magistrature ; il aimait à travailler et à agir ; il avait été membre de la constituante et de la convention : celle-ci le nomma commissaire à Mayence, où il montra peu de caractère et nul talent militaire ; il contribua à la reddition de la place, qui pouvait encore se défendre. Il avait, comme les praticiens, un préjugé d'état contre les militaires.

« *Carnot*³¹, natif de Bourgogne, était entré très jeune dans le génie, et soutint dans son corps le système de Montalembert. Il passait pour un original parmi les camarades, et était déjà chevalier de Saint-Louis lors de la révolution, qu'il embrassa chaudement. Il fut nommé à la convention, et membre du comité de salut public avec Robespierre,

30. Jean-François Reubell, ou Rewbell (1747-1807). (*JMS*)

31. Lazare Carnot (1753-1823), mathématicien, physicien et homme politique, membre de la Convention, du Comité de salut public, et Directeur exécutif. (*JMS*)

Barrère, Couthon, Saint-Just, Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois, etc. Il montra une grande exaltation contre les nobles, ce qui lui occasionna plusieurs querelles avec Robespierre, qui, sur les derniers temps, en protégeait un grand nombre.



Lazare Carnot,
 membre du
 Directoire exécutif.

« Carnot était travailleur, sincère dans tout, mais sans intrigues, et facile à tromper. Il fut employé auprès de Jourdan comme commissaire de la Convention au déblocus de Maubeuge, où il rendit des services ; au comité de salut public, il dirigea les opérations de la guerre, où il fut utile ; du reste, sans expérience ni habitude de la guerre. Il montra toujours un grand courage moral.

« Après thermidor, lorsque la Convention mit en arrestation tous les membres du comité de salut public excepté lui, Carnot voulut partager leur sort. Cette conduite fut d'autant plus noble, que l'opinion publique était violemment prononcée contre le comité. Il fut nommé membre du Directoire après vendémiaire ; mais depuis le 9 thermidor il avait l'âme déchirée par les reproches de l'opinion publique, qui attribuait au comité tout le sang qui avait coulé sur les échafauds. Il sentit le besoin d'acquérir de l'estime, et en croyant diriger lui-même, il se laissa entraîner par des meneurs du parti de l'étranger. Alors il fut porté aux nues ; mais il ne mérita pas les éloges des ennemis de la patrie ; il se trouva placé dans une fausse position, et succomba en fructidor.

« Après le 18 brumaire, Carnot fut rappelé et mis au ministère de la Guerre par le Premier consul ; il eut beaucoup de querelles avec le ministre des Finances et le directeur du trésor Dufrènes, dans lesquelles il est juste de dire qu'il avait toujours tort. Enfin il quitta le ministère, persuadé qu'il ne pourrait plus aller faute d'argent.

« Membre du Tribunal, il parla et vota contre l'Empire ; mais sa conduite toujours droite ne donna point d'ombrage à l'administration. Plus tard, il fut fait inspecteur en chef aux revues, et reçut de l'Empereur une pension de retraite de vingt mille francs.

« Tant que les choses prospérèrent, l'Empereur n'en entendit point parler ; mais après la campagne de Russie, lors des malheurs de la France, Carnot demanda du service ; la ville d'Anvers lui fut confiée ; il s'y comporta bien, Au retour de 1815, l'Empereur, après quelque hésitation, le nomma ministre de l'Intérieur, et il n'eut pas lieu de s'en plaindre : il le trouva fidèle, probe, travailleur, et toujours vrai. Nommé de la commission du gouvernement provisoire au mois de juin, et peu propre à cette fonction, il y fut joué.

« *Le Tourneur de la Manche*³² est né en Normandie ; il avait été officier dans le génie avant la révolution. On a peine à s'expliquer comment il fut nommé au Directoire ; ce ne peut être que par une de ces bizarreries attachées aux grandes assemblées. Il était de peu d'esprit, de peu d'instruction et d'un petit caractère. Il y avait à la Convention cinq cents députés qui lui étaient préférables ; du reste il était probe et honnête homme ; il sortit pauvre du Directoire. »

32. Étienne-François Le Tourneur (1751-1817), dit Le Tourneur de la Manche : il avait été élu à l'Assemblée législative et à la Convention par le département de la Manche. (JMS)



Étienne-François Le Tourneur
de la Manche, par Désoria.

Le Tourneur se rendit la fable et la risée de Paris. Il vint, dit-on, de son département prendre possession au Directoire, dans un chariot, avec sa gouvernante, ses ustensiles de cuisine, sa basse-cour. Les mauvais plaisants de la capitale l'ajustèrent, et il fut aussitôt noyé. On le faisait revenir du Jardin des plantes, où il était accouru tout d'abord, et raconter ce qu'il y avait trouvé de rare ; et, comme on lui demandait s'il y avait vu *Lacépède*³³, il s'étonnait fort de l'avoir passée, assurant qu'on ne lui avait montré que *la girafe*³⁴.

« À peine le Directoire fut établi, qu'il se compromit à tous les yeux par de grands travers d'esprit, de mœurs et de combinaisons. Ce ne furent que fautes et absurdités ; il se trouva discrédité, perdu, au moment même de son apparition. Les directeurs, étourdis de leur élévation, songèrent à se donner des manières, et coururent après le bon ton. Pour mieux y réussir, chacun des directeurs se composa une petite cour, où fut accueillie la haute classe, jusque-là disgraciée et leur ennemie naturelle ; tandis qu'on en repoussait la masse des anciennes connaissances, celle des camarades,

33. Bernard-Germain de Lacépède (1756-1825), musicien, naturaliste et homme politique, ami et collaborateur de Buffon, il avait été directeur du *Jardin du roi*, devenu depuis le *Muséum d'histoire naturelle*. (JMS)

34. On m'a assuré, depuis, qu'une partie de ces quolibets étaient étrangers à Le Tourneur, et ne devaient regarder que Letourneux, ministre vers ces temps-là. (LC)

comme trop vulgaire désormais. Tous ceux qui, dans la révolution, avaient montré plus d'énergie que les membres du Directoire, ou avaient marché avec eux, leur devinrent importuns et furent aussitôt éloignés : le Directoire donna donc à rire à l'un des deux partis, et s'aliéna l'autre. Les cinq petites cours exigeaient d'autant plus de servitude, qu'elles étaient subalternes et ridicules ; mais un grand nombre d'hommes ne purent se résoudre à plier devant des formes que ni les circonstances récentes, ni la nature du gouvernement, ni le prestige des gouvernants ne pouvaient faire admettre.

« Cependant tout ce que le Directoire fit pour gagner les salons de Paris ne lui réussit pas ; il n'acquit aucune influence sur eux ; et le parti des Bourbons gagna du terrain. Lorsque le Directoire s'en aperçut, il revint brusquement en arrière ; mais alors il ne trouva plus les républicains qu'il avait aliénés. Ce furent donc des oscillations perpétuelles qui ressemblaient à des caprices ; on naviguait sans direction, on n'avait aucun but, on n'était pas un. On ne voulait ni terreur ni royalisme ; mais on ne savait pas prendre la route qui devait faire arriver.

« Le Directoire crut alors remédier à ces incertitudes, et éviter ces perpétuelles oscillations, en frappant à la fois les deux partis extrêmes, qu'ils l'eussent mérité ou non : s'il faisait arrêter un royaliste qui avait conspiré ou troublé la tranquillité publique, il faisait au même instant arrêter un républicain, n'eut-il rien fait. Ce système s'appela *la bascule politique*. L'injustice, la fausseté de ce système discrédita le gouvernement ; toutes les âmes se resserrèrent ; ce fut un gouvernement de plomb. Tous les sentiments vrais et généreux furent contre le Directoire.

« Les gens d'affaires, les agioteurs, les intrigants s'emparèrent des ressorts, et eurent tout crédit ; les places furent données à des hommes vils, à des protégés ou à des parents ; la corruption s'introduisit dans toutes les branches de l'administration ; les dilapidateurs l'eurent bientôt senti, et purent agir sans crainte. Les affaires étrangères, les armées, les finances, l'intérieur, tout se ressentit d'un système aussi vicieux.

« Un tel état de chose amoncela bientôt un orage politique ; et l'on marcha à grand pas vers la crise de fructidor.

« À cette époque, la manière du Directoire continuait d'être molle, capricieuse, incertaine ; des émigrés rentrés, des journalistes aux gages de l'étranger, flétrissaient audacieusement les meilleurs patriotes. La rage des ennemis de la gloire nationale irritait, exaspérait les soldats de l'armée d'Italie ; ceux-ci se prononçaient hautement contre eux ; les conseils de leur côté ne parlaient plus que prêtres, cloches et émigrés ; ils agissaient en vrais contre-révolutionnaires ; aussi tous les officiers de l'armée qui avaient plus ou moins marqué dans les départements, dans les bataillons volontaires, ou même dans les troupes de ligne, se sentant attaqués dans ce qui les touchait de plus près, irritaient encore la colère de leurs soldats ; tous les esprits étaient enflammés.

« Dans une circonstance aussi orageuse, quel parti devait prendre le général de l'armée d'Italie ? Il s'en présentait trois :

« 1° Se ranger du parti dominant dans les conseils ? Mais il était déjà trop tard ; l'armée se prononçait, et les meneurs du parti, les orateurs du conseil, en l'attaquant sans cesse, lui et l'armée, ne lui laissaient plus la possibilité de prendre cette résolution.

« 2° De prendre le parti du Directoire et de la République ? C'était le plus simple, celui du devoir, l'impulsion de l'armée, celui même où l'on se trouvait déjà engagé ; car tous les écrivains restés fidèles à la révolution s'étaient déclarés d'eux-mêmes les ardents défenseurs et les apologistes zélés de l'armée et de son chef.

« 3° De dominer les deux factions, en se présentant franchement dans la lutte comme régulateur de la République ? Mais quelque fort que Napoléon se sentit de l'appui des armées, quelque accrédité qu'il fût en France, il ne pensait pas qu'il fût encore dans l'esprit du temps, ni dans l'opinion publique, de lui permettre une marche aussi audacieuse. Et d'ailleurs, quand ce troisième parti eût été son but secret, il n'eût pu y arriver immédiatement et sans avoir au préalable épousé un des deux partis qui se partageaient en ce moment l'arène politique. Il fallait de nécessité d'abord se ranger ou du côté des conseils, ou du côté du Directoire, lors même qu'on eût voulu former un tiers parti.

« Ainsi, des trois partis à prendre, le troisième, pour son exécution, rentrait dans l'un des deux premiers : depuis le renouvellement des conseils et l'attaque déjà formée par eux contre Napoléon, l'un des deux autres, le premier, lui était absolument interdit.

« Cette analyse, observait l'Empereur, ressortait tout naturellement d'une profonde méditation sur les circonstances actuelles de la France. Le général n'avait donc rien à faire qu'à laisser aller les événements, et seconder l'impulsion naturelle de ses troupes. De là l'adresse de l'armée d'Italie et le fameux ordre du jour de son général.

« Soldats, je le sais, disait-il, votre cœur est plein d'angoisses sur les malheurs de la patrie ; mais si les menées de l'étranger pouvaient

l'emporter, nous volerions du sommet des Alpes avec la rapidité de l'aigle, pour défendre cette cause qui nous a déjà coûté tant de sang.

« Ces mots décidèrent la question, les soldats, en délire, voulaient tous marcher sur Paris, le contre-coup en retentit aussitôt dans la capitale. Il s'y fit une véritable explosion ; et le Directoire, que chacun croyait perdu, qui l'instant d'auparavant chancelait seul et abandonné, se trouva tout-à-coup fort de l'opinion publique ; il prit aussitôt l'attitude et la marche d'un parti triomphant, il terrassa à l'instant tous ses ennemis.

« Le général de l'armée d'Italie avait fait porter l'adresse de ses soldats au Directoire par Augereau, parce qu'il était de Paris, et fort prononcé dans les idées du moment.

« Cependant les politiques du temps se demandèrent : Qu'aurait fait Napoléon, si les conseils l'eussent emporté ; si cette faction, qui fut vaincue, avait au contraire culbuté le Directoire ? Dans ce cas, il paraît qu'il était décidé à marcher sur Lyon et Mirbel avec quinze mille hommes. Là se fussent aussitôt ralliés à lui tous les républicains du Midi et de la Bourgogne. Les conseils, victorieux, n'auraient pas été trois ou quatre jours sans se diviser violemment ; car si ses membres étaient uniformes dans leur marche contre le Directoire, on savait qu'ils étaient loin de l'être dans le but ultérieur qu'ils se proposaient. Les meneurs tels que Pichegru, Imbert-Colomès et autres, vendus à l'étranger, poussaient violemment au royalisme et à la contre-révolution ; tandis que Carnot et autres voulaient des résultats tout à fait contraires. La confusion et l'anarchie n'eussent donc pas manqué d'être aussitôt dans l'État.

« Alors toutes les classes des citoyens, toutes les factions auraient vu avec plaisir dans Napoléon, une ancre de salut, un point de ralliement, seul propre à sauver tout à la fois et de la terreur royale, et de la terreur démagogique. Il devait donc arriver facilement à Paris, et s'y trouver naturellement porté à la tête des affaires par le vœu et l'assentiment de tous les partis. La majorité des conseils était forte et positive, à la vérité ; mais c'était uniquement contre les directeurs. Elle devait se diviser à l'infini, sitôt qu'ils seraient renversés.

« Le choix de trois nouveaux directeurs venant à mettre au grand jour la véritable intention des mesures de la contre-révolution, l'immensité des citoyens, dans leur effroi, allait se précipiter vers Napoléon déployant l'oriflamme national ; car les vrais contre-révolutionnaires étaient, au fait, en petit nombre, et leurs prétentions trop ridicules et trop absurdes. Tout eût plié devant Napoléon, l'eût-on appelé César ou Cromwel. Il marchait avec une religion, un parti dont les idées étaient fixes et populaires, il était maître de ses soldats, les caisses de l'armée étaient pleines ; il possédait tous les autres moyens propres à s'assurer leur constance et leur fidélité ; et s'il s'agissait de dire si Napoléon, dans le secret de son cœur, n'aurait pas désiré que les affaires eussent pris cette tournure ? Nous penserions que oui. Que le triomphe de la majorité des conseils, fut son désir et son espérance ? Nous sommes portés à le croire par le fait suivant : c'est que dans le moment de la crise entre les deux factions, un arrêté secret, signé des trois membres composant le parti du Directoire, lui demanda trois millions pour soutenir l'attaque des conseils, et que Napoléon, sous divers prétextes, ne les envoya pas, quoique cela lui fût facile ; et l'on sait qu'il n'est pas dans son caractère d'hésiter pour des mesures d'argent.

« Aussi, quand la lutte fut finie, et que le Directoire triomphant se plut à déclarer tout haut qu'il devait toute son existence à Napoléon, il conserva néanmoins dans le cœur quelques sentiments vagues que Napoléon n'avait embrassé son parti que dans l'espoir de le voir culbuté, et de se mettre à sa place.

« Quoi qu'il en soit, après le 18 fructidor, l'ivresse de l'armée fut au comble, et le triomphe de Napoléon complet. Mais le Directoire, malgré sa reconnaissance apparente, l'entoura, dès ce moment, de nombreux agents qui épiaient ses pas, et cherchèrent à pénétrer ses pensées.

« La position de Napoléon était délicate, quoique sa conduite eût été si régulière et si parfaite, qu'encore même à présent, nous n'entretenons que de simples conjectures sur cet objet ; seulement, c'est dans cette délicatesse de position que nous croyons trouver les principales raisons de la conclusion de la paix à Campo-Formio, du refus de demeurer au congrès de Rastadt, et enfin de l'entreprise de l'expédition d'Égypte.

« Comme il arrive toujours en France, aussitôt après le 18 fructidor, le parti vaincu disparut tout-à-coup, et la majorité du Directoire triompha sans modération. Il devint tout, et réduisit les conseils à rien.

« Napoléon sentit alors la nécessité de la paix, qui, terminant les affaires actuelles, lui donnerait une nouvelle popularité : il avait tout à craindre de la continuation de la guerre : elle pouvait fournir à ceux qui l'auraient suspecté, des prétextes faciles de lui nuire ; on pouvait vouloir l'exposer dans des situations difficiles, et se servir contre lui du concours des autres généraux.

« Deux des plus célèbres d'alors avaient manifesté des dispositions authentiques dans cette grande affaire de fructidor : c'étaient Moreau et Hoche.

« Moreau s'était tout à fait montré contre le Directoire ; et, par une conduite pusillanime et répréhensible, il se perdit tout à la fois sous le rapport du devoir et sous celui du point d'honneur.

« Hoche fut en entier pour le Directoire ; cédant à la fougue de son caractère, il fit marcher sur Paris une partie de son armée, manqua son but par trop d'impétuosité. Ses troupes furent contremandées par la puissance des conseils, et lui-même fut obligé de se sauver de Paris, dans la crainte de se voir arrêté par ces mêmes conseils.

« Hoche n'avait donc rien fait pour le succès de cette journée ; il y avait même nui par trop de zèle ; mais il avait montré un homme tout dévoué, et la majorité du Directoire pouvait se fier aveuglément à lui, bien que son imprudence eût manqué de le perdre.

« Cette même majorité du Directoire doutait au contraire de Napoléon, qui l'avait fait triompher ; il lui restait toujours que ce général avait pu calculer que le Directoire succomberait sous les conseils, et qu'il pourrait s'élever sur ses ruines.

« Cependant, comment le Directoire pouvait-il arranger cette pensée avec les actes de ce général, qui avait tout mis dans la balance pour le faire triompher ; car il est évident que sans l'ordre du jour de Napoléon et l'adresse de son armée, le Directoire était perdu.

« Des personnes bien instruites pensent qu'au vrai Napoléon n'avait pas assez calculé son influence personnelle en France, qu'il s'en était

laissé imposer par les libelles et les journaux dirigés contre lui ; qu'il avait cru les mesures qu'il prenait, propres, non à faire triompher tout à fait le Directoire, mais juste ce qu'elles devaient être pour devenir lui-même le sauveur et le vrai soutien de la République. Ces personnes ajoutent qu'au moment où les officiers que Napoléon avait à Paris et toute la correspondance de la France lui eurent appris que sa proclamation avait, du soir au matin, changé tout à fait l'esprit de l'intérieur, alors seulement il s'aperçut qu'il avait trop fait. Nous nous rangerions d'autant plus volontiers de cette opinion, que nous ne saurions comprendre comment Napoléon aurait pensé sérieusement à conserver trois directeurs dont il ne faisait aucun cas. Celui de tous qu'il estimait (Carnot) était du parti opposé, et nous savons qu'il était indigné de la corruption ou de la faiblesse des autres.



Audience du Directoire en costume le 30 brumaire an IV.

« Le nommé Bottot, agent intime de Barras, fut expédié auprès de Napoléon avec la mission secrète de le pénétrer, et de savoir pourquoi il n'avait pas envoyé les trois millions dont le Directoire avait eu tant de besoin.

« Bottot joignit le général français à Passeriano ; il intrigua beaucoup dans les alentours de Napoléon ; mais il trouva chacun très chaud pour le parti qui avait triomphé ; et, ayant quelques intérêts à traiter pour lui-même, il finit par avouer, dans quelques conversations intimes, le secret de sa mission et les soupçons vagues du Directoire. Il avait été facilement détrompé par la simplicité de l'entourage du général, la franchise de Napoléon et surtout par l'élan de toute l'armée, et celui de l'Italie entière en sa faveur. Mais le Directoire eût-il eu raison, il n'eût pas été difficile, au milieu de cette atmosphère, avec des prévenances et quelques conversations naïves et simples, d'ôter à Bottot jusqu'au plus petit ombrage. Aussi écrivit-il à Paris que les craintes conçues n'étaient que de véritables chimères, bien moins dangereuses que le mauvais esprit des gens qui voulaient les faire croire. Mais les trois millions, lui disait-on, d'où peut venir ce refus ? – Napoléon avait prouvé que l'ordre envoyé par le Directoire était mystérieux, irrégulier, et qu'environné de fripons qui avaient déjà si notoirement volé le trésor, il avait dû s'assurer prudemment de la vérité ; qu'il avait aussitôt expédié à Paris son aide de camp de confiance Lavalette, et qu'aussitôt que Lavalette lui eut mandé le véritable état des choses, les trois millions partaient lorsque la journée se trouva décidée. »

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Lundi 10 juin 1816.

Sur la diplomatie anglaise. – Lords Whitworth, Chatham. – Castelreagh, Cornwallis, Fox, etc.

Aujourd'hui, la suite de la conversation a conduit l'Empereur à dire que rien n'était dangereux et perfide comme les conversations officielles avec les agents diplomatiques anglais.

« Les ministres anglais, disait-il, ne présentent jamais une affaire comme de leur nation à une autre nation, mais bien comme d'eux-mêmes à leur propre nation ; s'embarrassant peu de ce qu'ont dit ou disent leurs adversaires ; ils présentent hardiment ce qu'ont dit leurs agents diplomatiques, ou ce qu'ils leur font dire, se retranchant sur ce que ces agents, ayant un caractère public, étant notariés, doivent avoir titre de foi dans leurs rapports. C'est ainsi, observait-il, que les ministres anglais avaient, dans le temps, publié une longue conversation avec moi, Napoléon, sous le nom de lord Whitworth³⁵, laquelle était entièrement fautive³⁶. »

Cet ambassadeur avait sollicité une audience du Premier consul, et des communications personnelles. Le Premier consul, qui lui-même aimait à traiter directement les affaires, s'y prêta volontiers. « Mais ce fut pour moi, disait l'Empereur, une leçon qui changea ma méthode pour jamais. À compter de cet instant, je ne traitai plus officiellement d'affaires politiques que par l'intermédiaire de mon ministre des

35. Charles Whitworth (1752-1825), diplomate britannique, ambassadeur du Royaume-Uni à Paris en 1802-1803. (*JMS*)

36. Nous tous qui avons été à Sainte-Hélène, nous tous qui avons vu et avons été pour quelque chose dans les faits allégués au Parlement d'Angleterre par lord Bathurst, nous pouvons affirmer devant Dieu et devant les hommes, que les ministres anglais n'ont pas cessé mériter les justes reproches encourus au temps de lord Whitworth. Nombre d'Anglais, sur les lieux mêmes, en sont demeurés d'accord avec nous, et en ont rougi, ont-ils dit, pour leur pays !!! (*LC*)

parmi ces ambassadeurs, et quelques-uns furent jusqu'à témoigner leur surprise au diplomate anglais, en lui rappelant que cela ressemblait peu à ce qu'il leur avait dit au sortir de la conférence même. Lord Whitworth escobarda comme il put, mais n'en maintint pas moins les assertions du document officiel.

« Le fait, observait l'Empereur, est que tous les agents politiques anglais sont dans le cas de faire deux rapports sur le même objet : l'un public et faux, pour les archives ministérielles, l'autre confidentiel et vrai, pour les seuls ministres ; et quand la responsabilité de ceux-ci se trouve en jeu, ils produisent le premier, qui, bien que faux, répond à tout et les met à couvert. Et c'est ainsi, disait l'Empereur, que les meilleures institutions deviennent vicieuses quand la morale cesse d'en être la base, et quand les agents ne sont plus conduits que par l'égoïsme, l'orgueil et l'insolence. Le pouvoir absolu n'a pas besoin de mentir ; il se tait. Le gouvernement responsable, obligé de parler, déguise et ment effrontément.

« C'est, du reste, une chose bien remarquable, que dans ma grande lutte avec l'Angleterre, son gouvernement ait eu l'art de jeter constamment tant d'odieux sur ma personne et mes actes ; qu'il se soit si impudemment récréé sur mon despotisme, mon égoïsme, mon ambition, ma perfidie, précisément quand lui seul était coupable de tout ce dont il osait m'accuser. Il fallait donc qu'il existât un bien fort préjugé contre moi, et que je fusse réellement bien à craindre, puisqu'on pouvait s'y laisser prendre. Je le conçois de la part des rois et des cabinets, il y allait de leur existence ; mais de la part des peuples !!!...

« Les ministres anglais ne cessaient de parler de mes déceptions ; mais pouvait-il être rien de comparable à leur machiavélisme, à leur

égoïsme durant tout le temps de bouleversement, et les convulsions qu'ils alimentaient eux-mêmes ?

« Ils sacrifièrent la malheureuse Autriche en 1805, uniquement pour échapper à l'invasion dont je les menaçais.

« Ils la sacrifièrent encore en 1809, seulement pour se mettre plus à l'aise sur la péninsule espagnole.

« Ils sacrifièrent la Prusse en 1806, dans l'espoir de recouvrer le Hanovre.

« Ils ne secoururent pas la Russie en 1807, parce qu'ils préféraient aller saisir des colonies lointaines, et qu'ils essayaient de s'emparer de l'Égypte.

« Ils donnèrent le spectacle de l'infâme bombardement de Copenhague, en pleine paix, et du larcin de la flotte danoise par un vrai guet-apens. Déjà ils avaient donné un pareil spectacle, par la saisie, aussi en pleine paix, de quatre frégates espagnoles chargées de riches trésors ; ce qu'ils avaient opéré en véritable vol de grands chemins.

« Enfin, durant toute la guerre de la péninsule, dont ils cherchent à prolonger la confusion et l'anarchie, on ne les voit s'empresser qu'à trafiquer des besoins et du sang espagnol, en faisant acheter leurs services et leurs fournitures au poids de l'or et des concessions.

« Quand toute l'Europe s'égorge à la faveur de leurs intrigues et de leurs subsides, eux ne s'occupent, à l'écart, que de leur propre sûreté, des avantages de leur commerce, de la souveraineté des mers et du monopole du monde. Pour moi, je n'avais jamais rien fait de tout

cela, et, jusqu'à la malheureuse affaire d'Espagne qui du reste ne vient qu'après celle de Copenhague, je puis dire que ma moralité demeure inattaquable. Mes transactions avaient, pu être tranchantes, dictatoriales, mais jamais perfides.

« Et que l'on s'étonne à présent, que l'on se demande comment il s'est fait qu'en 1814 , l'Angleterre ayant été la vraie libératrice de l'Europe, aucun Anglais néanmoins n'ait pu faire un pas sur le continent sans trouver partout les malédictions, la haine, l'exécration !... C'est que tout arbre porte son fruit, que l'on ne recueille que ce que l'on a semé, et que tel devait être le résultat infaillible des méfaits de l'administration anglaise, de la dureté, de l'insolence des ministres à Londres, et de celles de leurs agents par tout le globe.

« Depuis un demi-siècle, les ministères anglais ont toujours été en baissant de considération et d'estime publiques. Jadis ils étaient disputés par de grands partis nationaux, caractérisés par de grands systèmes distincts ; aujourd'hui ce ne sont plus que les débats d'une même oligarchie, ayant toujours le même but, et dont les membres discordants s'arrangent entre eux, à l'aide de concessions et de compromis : ils ont fait du cabinet de Saint-James une boutique.

« La politique de lord Chatham pouvait avoir ses injustices ; mais il les proclamait du moins avec audace et énergie : elles avaient une certaine grandeur. M. Pitt y a introduit l'astuce et l'hypocrisie ; lord Castelreagh, son soi-disant héritier, y a réuni le comble de toutes les sortes de turpitudes et d'immoralités. Chatham se faisait gloire d'être un *marchand* ; lord Castelreagh, au grand détriment de sa nation, s'est donné la jouissance de faire le *Monsieur* ; il a sacrifié son pays pour fraterniser avec les grands du continent, et dès lors a joint les

vices du salon à la cupidité du comptoir ; la duplicité, la souplesse du courtisan, à la dureté, à l'insolence du parvenu.

« La pauvre constitution anglaise est gravement compromise aujourd'hui : il y a loin de là aux Fox, aux Sheridan, aux Gray ; à ces grands talents, à ces beaux caractères de l'opposition, que l'oligarchie victorieuse a tant bafoués. »

« Lord Cornwallis³⁷, observait l'Empereur, est le premier Anglais qui m'ait donné une sérieuse bonne opinion de sa nation puis Fox ; et je pourrais encore ajouter ici, au besoin, l'amiral d'aujourd'hui : (Malcolm).



Signature de la paix d'Amiens, par Ziegler. Elle eut lieu en 1802, entre Napoléon et Cornwallis.

37. Lord Charles Cornwallis (1738-1805) officier britannique et administrateur colonial, principal négociateur britannique du traité d'Amiens (1802). (JMS)

Cornwallis, disait-il, était dans toute l'étendue du terme un digne, brave et honnête homme. Lors du traité d'Amiens, et l'affaire convenue, il avait promis de signer le lendemain à une certaine heure : quelque empêchement majeur le retint chez lui ; mais il envoya sa parole. Le soir même un courrier de Londres vint lui interdire certains articles ; il répondit qu'il avait signé, et vint apposer sa signature. Nous nous entendions à merveille ; je lui avais livré un régiment qu'il s'amusait fort à faire manœuvrer. En tout j'en ai conservé un agréable souvenir, et il est certain qu'une demande de lui eût eu plus d'empire sur moi, peut-être, que celle d'un souverain. Sa famille a paru le deviner ; on m'a fait quelquefois des demandes en son nom, elles ont toutes été satisfaites.



 Charles James Fox, par Hickel.

« Fox³⁸ vint en France immédiatement après le traité d'Amiens. Il s'occupait d'une histoire des Stuart, et me fit demander à fouiller dans nos archives diplomatiques. J'ordonnai que tout fût mis à sa disposition. Je le recevais souvent ; la renommée m'avait entretenu de ses talents ; je reconnus bientôt en lui une belle âme, un bon cœur, des vues larges, généreuses, libérales, un ornement de l'humanité : je l'aimais. Nous causions souvent, et sans nul préjugé, sur une foule

d'objets ; quand je voulais l'asticoter, je le ramenais sur la machine

38. Charles James Fox (1749-1806) homme politique britannique, francophiles jusqu'aux massacres de septembre, appartient au parti des Whigs, et opposant de Pitt. (JMS)

infernale³⁹ ; je lui disais que ses ministres avaient voulu m'assassiner ; il me combattait alors avec chaleur, et finissait toujours en me disant dans son mauvais français : *Premier consul, ôtez-vous donc cela de votre tête*. Mais il n'était pas convaincu sans doute de la bonté de sa cause, et il est à croire qu'il s'escrimait bien plus en défense de l'honneur de son pays, qu'en défense de la moralité des ministres. »

L'Empereur a terminé disant : « Il suffirait d'une demi-douzaine de Fox et de Cornwallis pour faire la fortune morale d'une nation... Avec de telles gens, je me serais toujours entendu ; nous eussions été bientôt d'accord.

Non seulement nous aurions eu la paix avec une nation foncièrement très estimable ; mais encore nous aurions fait ensemble de très bonne besogne. »


[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Mardi 11 juin 1816.



Histoire de la Convention par Lacrosette. – Statistique des bœufs de l'île. – Calembours. – De la statistique en général.

☞ Aujourd'hui a été un de ces jours affreux de pluie et de vent si communs ici. L'Empereur a profité d'un petit moment, sur les trois heures, pour aller au jardin. Il m'y a fait appeler ; il venait de lire l'*Histoire de la Convention* par Lacrosette. Ce n'était pas mal écrit sans doute, disait-il ; mais c'était mal digéré, on n'en retenait rien : le tout était une surface plane, sans nulle aspérité qui vous arrêtât. Il

39. L'attentat de la rue Saint-Nicaise, dont le but était de tuer Napoléon, le 24 décembre 1800. (JMS)

ne creusait pas son sujet, il ne rendait pas assez de justice à beaucoup d'acteurs célèbres, il ne faisait pas assez ressortir les crimes de plusieurs autres, etc. } 

La pluie nous a forcés de rentrer, nous avons marché seuls longtemps dans le salon et la salle à manger.

 { On nous disait qu'il y avait dans l'île quatre mille bœufs, et qu'il s'en consommait en ce moment cinq cents dans l'année, dont cent cinquante pour nous, cinquante pour la colonie et trois cents pour les vaisseaux. On ajoutait qu'il fallait quatre ans pour reproduire les bœufs, etc. } ; et de là nous faisons nos calculs : on sait combien  l'Empereur les aimait.

C'est une grande affaire dans l'île que l'existence de ces bœufs et leur consommation : il ne peut s'en tuer un seul sans l'ordre préalable du gouverneur ; et l'un des nôtres racontait à ce sujet que dans une des maisons ou cabanes de l'île, le maître lui avait dit : « On prétend que vous vous plaignez là-haut, et que vous vous trouvez malheureux (il parlait de Longwood) ; mais nous ne le comprenons pas ; car on dit que vous avez du bœuf tous les jours ; nous, nous ne pouvons en avoir que trois ou quatre fois l'année, et encore nous le payons trente ou quarante sous la livre. » L'Empereur, qui riait fort de ce détail, a dit : « Parbleu ! vous auriez pu l'assurer qu'à nous il nous coûtait plus d'une *couronne*⁴⁰. »

J'observais, plus tard, que c'était le seul calembour que j'eusse jusqu'ici entendu de la bouche de l'Empereur ; mais celui à qui je parlais me dit alors en avoir recueilli un pareil, et sur le même sujet,

40. *Couronne* en anglais, et dans plusieurs langues du continent, veut dire aussi un écu. (LC)

à l'île d'Elbe. Un maçon employé aux constructions ordonnées par l'Empereur, était tombé et s'était blessé. L'Empereur, cherchant à le rassurer, lui disait que cela ne serait rien. « J'ai fait bien une autre chute que toi, lui disait-il, et pourtant regarde-moi : je suis debout, je me porte bien. »

L'Empereur s'est arrêté sur la *statistique politique*. Il a beaucoup vanté les progrès et l'utilité de cette science nouvelle, si propre, disait-il, à mettre sur la voie de la vérité, et à asseoir le jugement et les décisions. Il l'appelait *le budget des choses* : et sans budget point de salut, disait-il gaiement.

Alors quelqu'un a cité l'application singulière qu'en avait faite un Anglais ou un Allemand, qui avait eu la patience et le courage d'évaluer le nombre de fois que chaque lettre de l'alphabet se trouvait répétée dans la bible. Il en a cité une autre application moins triste et non moins singulière : celle d'un vieil Allemand de quatre-vingts ans qui s'était amusé à évaluer ce qu'il pouvait bien avoir mangé durant sa vie en bœufs, moutons, volailles, légumes, etc. ; ce qu'il pouvait avoir bu. Or cela composait d'immenses troupeaux, d'énormes amoncellements de toute espèce. La place publique ne suffisait plus pour contenir tout ce qu'il avait engouffré. Le minutieux statisticien ne s'en tenait pas là ; il avait la curiosité de rechercher combien de fois il pouvait avoir remangé les mêmes choses. Car, observait-il judicieusement, leur transmutation dans sa personne devait avoir nécessairement servi à les reproduire, etc., etc. L'Empereur a beaucoup ri de ce calcul, et surtout de la rotation des allées et des venues des mêmes choses.

Mercredi 12 juin 1816.

Caractères. – Bailly, Lafayette, Monge, Grégoire, etc. – Saint-Domingue. –
Système à suivre. – Dictées sur la Convention.

— ¶ Nous avons eu trois jours d'un temps affreux, l'Empereur a profité d'un instant de beau pour monter en calèche. Il venait de lire l'*Histoire de la Constituante* par Rabaut Saint-Étienne. Il portait contre celui-ci à peu près les mêmes plaintes que contre Lacretelle ; il est passé de là à certains caractères : *Bailly*, disait-il, avait été bien loin d'être méchant, mais c'était un niais politique. *La Fayette* en avait été un autre. ¶ Sa bonhomie politique devait le rendre constamment dupe des hommes et des choses. Son insurrection des chambres, au retour de Waterloo, avait tout perdu. Qui avait donc pu lui persuader que je n'arrivais que pour les dissoudre, moi qui n'avais de salut que par elles ? »

Quelqu'un ayant dit, comme excuse ou atténuation : « Sire, c'est pourtant le même homme qui traitant plus tard avec les alliés, s'est indigné qu'on lui proposât de livrer Votre Majesté, leur demandant avec chaleur, si c'était bien au prisonnier d'Olmütz qu'on osait s'adresser. – Mais, Monsieur, a repris l'Empereur, vous quittez là un sujet pour en prendre un autre, ou plutôt vous concordez avec ma pensée, loin de la combattre. Je n'ai point attaqué les sentiments ni les intentions de M. de La Fayette, je ne me suis plaint que de ses funestes résultats. »

Puis l'Empereur a continué de la sorte à passer en revue les premiers acteurs du temps ; il s'est fort arrêté sur l'affaire Favras, etc.

— ¶ « Du reste, observait l'Empereur, rien n'était plus commun que de rencontrer des hommes de cette époque fort au rebours de la

réputation que sembleraient justifier leurs paroles et leurs actes d'alors. On pourrait croire *Monge*⁴¹, par exemple, un homme terrible : Quand la guerre fut décidée, il monta à la tribune des Jacobins, et déclara qu'il donnait d'avance ses deux filles aux deux premiers soldats qui seraient blessés par l'ennemi ; ce qu'il pouvait faire à toute rigueur pour son compte, disait l'Empereur ; mais il prétendait qu'on y obligât tout le monde, et voulait qu'on tuât tous les nobles, etc. Or Monge était le plus doux, le plus faible des hommes, et n'aurait pas laissé tuer un poulet s'il eût fallu en faire l'exécution lui-même, ou seulement devant lui. Ce forcené républicain, à ce qu'il croyait, avait pourtant une espèce de culte pour moi, c'était de l'adoration : il m'aimait comme on aime sa maîtresse, etc.



Autre exemple, disait l'Empereur, *Grégoire*⁴², si acharné contre le clergé, qu'il voulait ramener à sa simplicité première, eût pu être pris pour un héros d'irrégion ; et Grégoire, quand les révolutionnaires reniaient Dieu et abolissaient la prêtrise, faillit se faire massacrer en montant à la tribune pour y proclamer hautement ses sentiments religieux, et protester qu'il mourrait prêtre. Quand on détruisait les autels dans toutes les églises, Grégoire en élevait un dans sa chambre, et y disait la messe chaque jour.

L'abbé Grégoire.

41. Gaspar Monge (1746-1818), mathématicien, astronome. Il accompagne Bonaparte dans la campagne d'Italie, puis dans la campagne d'Égypte. Il est un des créateurs de l'École polytechnique. (JMS)

42. Henri Grégoire, dit Abbé Grégoire (1750-1831), évêque constitutionnel et homme politique. Membre de l'Assemblée constituante, il réclame l'abolition des privilèges, de l'esclavage et le suffrage universel. (JMS)

Du reste, ajoutait l'Empereur, le lot de celui-ci est tout trouvé. S'ils le chassent de France, il doit aller se réfugier à Saint-Domingue. L'ami, l'avocat, le panégyriste des nègres, sera un Dieu, un saint parmi eux. »

De là, la conversation est passée naturellement à Saint-Domingue. Dans ma jeunesse j'avais vu cette colonie au plus haut point de sa splendeur. L'Empereur m'a questionné beaucoup, et s'est informé de tous les détails de cette époque éloignée. Après toutes mes réponses, il a dit : « Je vais bien vous étonner sans doute ; mais je suis persuadé, d'après vos renseignements mêmes, que cette île n'a pas en ce moment perdu d'un tiers, bien sûrement pas d'une moitié, et que, sous peu, elle vaudra tout ce quelle a valu. »

Au fait, je n'en serais pas étonné ; les contes absurdes que l'on avait répandus au-dehors, en Europe, sur notre France, devaient nous tenir en garde sur ceux qu'on pourrait bien nous faire touchant Saint-Domingue.

Après la restauration, disait l'Empereur, le gouvernement français y avait envoyé des émissaires et des propositions qui avaient fait rire les nègres. « Pour moi, ajouta-t-il, à mon retour de l'île d'Elbe, je me fusse accommodé avec eux : j'eusse reconnu leur indépendance, je me fusse contenté de quelques comptoirs, à la manière des côtes d'Afrique, et j'eusse tâché de les rallier à la mère patrie, et d'établir avec eux un commerce de famille, ce qui, je pense, eût été facile à obtenir.


« J'ai à me reprocher une tentative sur cette colonie lors du Consulat. C'était une grande faute que d'avoir voulu la soumettre par la force ; je devais me contenter de la gouverner par l'intermédiaire de *Toussaint*⁴³.

43. François Dominique Toussaint Louverture (1743-1803), homme politique d'origine afro-antillaise, chef de la révolution haïtienne (1791-1802). (*JMS*)



Toussaint Louverture, chef des Noirs
insurgés de Saint-Domingue.

La paix n'était pas encore assez établie avec l'Angleterre. Les richesses territoriales que j'eusse acquises en la soumettant, n'auraient enrichi que nos ennemis. » L'Empereur avait d'autant plus à se reprocher cette faute, disait-il, qu'il l'avait vue et qu'elle était contre son inclination. Il n'avait fait que céder à l'opinion du Conseil d'État et à celle de ses ministres, entraîné par les criaileries des colons, qui formaient à Paris un gros parti, et qui de plus, observait-il, étaient presque tous royalistes et vendus à la faction anglaise.

L'Empereur assurait que l'armée qui y fut envoyée n'était que de seize mille hommes, et qu'elle était suffisante. Si l'expédition manqua, ce fut purement par des circonstances accidentelles, comme la fièvre jaune, la mort du général en chef, surtout les fautes qu'il commit, une nouvelle guerre, etc., etc. } 

« L'arrivée du capitaine général Leclerc, disait l'Empereur, fut suivie d'un succès complet ; mais il ne sut pas s'en assurer la durée. S'il avait suivi les instructions secrètes que je lui avais dressées moi-même, il eût sauvé bien des malheureux et se fût épargné de grands chagrins. Je lui ordonnais entre autres choses, de s'associer les hommes de couleur pour mieux contenir les noirs ; et, aussitôt après la soumission de la colonie d'envoyer en France tous les généraux et officiers supérieurs


noirs à la disposition du ministre de la Guerre, qui les eût employés dans leurs grades respectifs. Cette mesure, qui eût privé la population nègre de ses chefs et de ses meneurs, eût été d'une politique décisive, sans blesser en eux les lois et les règlements militaires. Mais Leclerc fit tout le contraire ; il abattit le parti de couleur et donna sa confiance aux généraux noirs : il arriva ce qui devait arriver, il fut dupé par ceux-ci, se vit assailli d'embarras, et la colonie fut perdue. Il ne voulut pas envoyer en France, dans le principe, Toussaint, qui y eût occupé un poste éminent, et à quelque temps de là il se vit contraint à le faire arrêter et à nous l'envoyer prisonnier, ce que la malveillance ne manqua pas de peindre sous les couleurs odieuses de la tyrannie et de la déloyauté, représentant Toussaint comme une innocente victime digne du plus vif intérêt ; et pourtant il était éminemment criminel.



{ « Toussaint n'était pas un homme sans mérite, bien qu'il ne fût pas ce qu'on a essayé de le peindre dans le temps. Son caractère d'ailleurs prêtait peu, il faut le dire, à inspirer une véritable confiance : il était fin, astucieux ; nous avons eu fort à nous en plaindre ; il eût fallu toujours s'en défier⁴⁴.

« Un officier de génie ou d'artillerie, directeur des fortifications de Saint-Domingue (le colonel Vincent), le conduisait en grande partie. Cet officier était venu en France avant l'expédition de Leclerc ; on avait conféré longtemps avec lui ; il avait beaucoup cherché à détourner de l'entreprise ; il en avait peint exactement toutes les difficultés, sans prétendre néanmoins qu'elle fût impossible. » L'Empereur pensait que les Bourbons réussiraient à soumettre Saint-Domingue, s'ils employaient la force ; mais ce n'était pas le résultat des armes qu'il

44. Les *Mémoires de Napoléon* (Paris, Bossange frères, 1823), présentent des notes de Napoléon, sur une histoire de Saint-Domingue, qui renferment des détails précis et curieux sur l'expédition contre cette colonie, les causes qui l'ont fait entreprendre, celles qui l'ont fait échouer, etc. (LC)

fallait calculer ici, c'était plutôt le résultat du commerce et de la haute politique. Trois ou quatre cent millions de capitaux enlevés de France pour être transportés au loin, un temps indéfini pour en recueillir les avantages, la presque certitude de les voir enlevés par les Anglais, ou les révolutions, etc., voilà ce qu'il y avait à considérer, et l'Empereur terminait, disant : « Le système colonial que nous avons vu est fini pour nous, il l'est pour tout le continent de l'Europe ; nous devons y renoncer et nous rabattre désormais sur la libre navigation des mers et l'entière liberté d'un échange universel. » } 

L'*Histoire de la Convention*, dont on a vu plus haut que Napoléon se montrait si mécontent, lui revenait dans la tête ; il était loin d'être satisfait de Lacretelle. « Beaucoup de phrases, répétait-il, et peu de couleur ; point de résultats : il est académique, et nullement historien. » Il m'a fait appeler mon fils, et a dicté les deux notes suivantes, que je transcris littéralement ici, quelle que puisse être d'ailleurs leurs imperfection ; car il ne les a jamais relues. Mais j'ai pensé que tout ce qui vient de lui est précieux.

PREMIÈRE NOTE. — La Convention, appelée par une loi de l'Assemblée législative pour donner une nouvelle constitution à la France, décréta la République ; non que les meilleurs esprits ne pensassent dès lors que le système républicain était incompatible avec les mœurs présentes de la France ; mais parce qu'on ne pouvait continuer la monarchie sans prendre pour monarque le duc d'Orléans, qui eût éloigné une grande partie de la nation.

« La Convention décréta, pour la marche des affaires de la République, un pouvoir exécutif composé de cinq ministres.

« Deux partis se disputaient le pouvoir dans la Convention nationale : celui des *Girondins*, composé des hommes qui avaient influencé l'Assemblée législative ; et celui de la *Montagne*, formé par la commune de Paris, laquelle avait dirigé les journées du 10 août et du 2 septembre, et maîtrisait la population de la capitale.

« Vergniaud, Brissot, Condorcet, Guadet et Rolland étaient les chefs des Girondins : Danton, Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes étaient les chefs de la Montagne : ces deux partis étaient également exaltés sur les principes de la révolution ; leurs meneurs sortaient des sociétés populaires qu'ils avaient successivement maîtrisées.

« Le parti des Girondins était le plus fort en talents : il était éminemment populaire dans les grandes villes de province, et spécialement à Bordeaux, Montpellier, Marseille, Caen, Lyon, etc.

« Le parti de la Montagne avait plus d'énergie et de passion : il était éminemment populaire dans la capitale et parmi les clubs des départements.

« Le parti des Girondins, qui, dans l'Assemblée législative, avait été le parti le plus chaud de la révolution, devint, dans la Convention, le parti modéré, parce qu'il se trouvait avoir en présence le parti beaucoup plus fougueux que lui qui sous la législative se trouvait en dehors de l'assemblée.

« Les Girondins appelaient leurs adversaires la faction de Septembre, et leur reprochaient sans cesse les indignes massacres dont ils s'étaient rendus coupables. Ils accusaient ce parti de ne vouloir point d'assemblée nationale, et de vouloir faire gouverner la France par la commune

de Paris ; mais par là les Girondins ne faisaient précisément qu'exciter contre eux-mêmes les Jacobins de tous les départements.

« De son côté, la commune de Paris (les Montagnards) appelait les Girondins fédéralistes, les accusant de vouloir établir en France un système fédératif semblable à celui de la Suisse. Elle les accusait encore de chercher à exciter les provinces contre la capitale, et les signalait par là à la haine du peuple de Paris, qui ne pouvait conserver sa splendeur que par l'union et l'unité de tout le territoire. Lorsque les Girondins accusaient les Montagnards des massacres du 2 septembre, ceux-ci reprochaient aux Girondins d'avoir, sous la législative, imprudemment et sans raison, déclaré la guerre à toute l'Europe.

« Dans la Convention, les Girondins parurent d'abord prendre le dessus, ils firent mettre en jugement Marat, et ordonnèrent qu'il serait procédé au jugement des journées de septembre. Mais Marat, soutenu par les Jacobins et la Commune de Paris, fut acquitté par le tribunal révolutionnaire, et rentra en triomphe dans le sein de l'assemblée.

« Le procès du roi avait été une autre pomme de discorde. Les deux partis semblèrent marcher d'accord, et votèrent, il est vrai, pour la mort ; mais la plus grande partie des Girondins vota aussi pour l'appel au peuple ; et ici il est difficile de comprendre la raison de la conduite de ce parti dans cette circonstance. S'il voulait sauver le roi, il en était le maître ; il n'avait qu'à voter pour la déportation, l'exil ou l'ajournement ; mais le condamner à mort, et faire dépendre son sort d'une volonté populaire, était le comble de l'inconséquence et de l'impolitique : c'était, après avoir tué la monarchie, vouloir encore déchirer la France en lambeaux par la guerre civile.

« Dès ce moment se vérifia ce qu'on avait toujours pensé depuis le commencement de la révolution, que le parti le plus audacieux et le plus exagéré aurait toujours le dessus. Néanmoins les Girondins luttèrent avec courage, et très souvent obtinrent la majorité dans l'assemblée pendant tous les mois de mars, avril et mai. Mais le parti de la Montagne usa dans cette circonstance du moyen qu'il avait constamment employé : le 31 mai, une insurrection des sections de Paris décida du sort du parti girondin ; vingt-sept furent arrêtés, traduits au tribunal révolutionnaire et condamnés à mort ; soixante-treize furent retenus dans les prisons : dès lors la Montagne triomphante ne connut plus d'obstacles dans la Convention. Mais une partie des membres de la députation de la Gironde s'était réfugiée à Caen, et y arbora l'étendard de l'insurrection. Lyon, Marseille, Bordeaux, Montpellier, plusieurs villes de la Bretagne épousèrent la cause des Girondins, et s'insurgèrent aussi contre la Convention.

« Tous ces efforts isolés ne pouvaient rien contre la capitale ; et la Montagne restait en possession paisible de la tribune nationale. Une circonstance toute particulière contribuait à assurer la prépondérance de Paris ; c'étaient les assignats, alors la seule ressource qui alimentât le trésor : on ne payait plus aucune imposition.

« Les provinces apprirent l'événement du 31 mai, puis la mort des hommes les plus fameux du parti Girondin, et s'en émurent grandement. Les armées ne furent point ébranlées par ces catastrophes ; elles ne participèrent point aux insurrections de quelques provinces ; elles restèrent toutes attachées à la Convention et au parti qui dominait à Paris.

Lorsque les insurrections partielles de quelques villes, en faveur des Girondins, furent connues, toutes les armées avaient déjà prêté leur

serment et fait leur acte d'adhésion à la Montagne ; et puis, pour les Français, Paris était la France. D'ailleurs les départements d'Alsace, de la Moselle, de la Flandre, de la Franche-Comté, du Dauphiné, où étaient les principales forces de la République, ne partageaient pas l'esprit des villes fédéralistes.

« Le 31 mai priva la France d'hommes d'un grand talent, qui étaient chaudement : attachés à la liberté et aux principes de la révolution. Cette catastrophe put affliger les bons esprits, mais ne dut pas les surprendre. Il était impossible qu'une assemblée qui avait à tirer la France de la situation critique où elle se trouvait, pût marcher avec deux partis aussi acharnés et aussi irréconciliables. Pour que la République pût être sauvée, l'un des deux partis devait nécessairement faire disparaître l'autre ; nul doute que si le parti girondin eût triomphé, il n'eût envoyé ses adversaires à l'échafaud. »

L'Empereur qui avait dicté, comme de coutume, de pure mémoire et sans nulle recherche, soit qu'il fût peu satisfait de la marche qu'il venait de prendre, ou pour toute autre raison, s'est interrompu en cet endroit pour recommencer, a-t-il dit, une nouvelle dictée sur le même sujet.

DEUXIÈME NOTE. — « La Convention a commencé en septembre 1792, et a fini en octobre 95. Son règne a duré un peu plus de trois ans ; elle montre quatre âges.

« Le premier, depuis son commencement jusqu'au 31 mai 90, époque de la destruction des Girondins.

« Le deuxième, jusqu'en mars 94, destruction de la commune de Paris.

« Le troisième, jusqu'en juillet 94, chute de Robespierre.

« Le quatrième jusqu'au 13 vendémiaire (4 octobre 1795), installation du Gouvernement du Directoire.

« Son premier âge est de huit mois, son second de dix, son troisième de quatre, son quatrième de quatorze. Total trois ans.

« *Dans son premier âge*, la Convention fut constamment divisée entre le parti de la Montagne et celui de la Gironde.

« Danton, Robespierre, Marat, Collot-d'Herbois, Billaud-Varennes, Carnot, Héraut-de-Séchelles, étaient les chefs du parti de la *Montagne*.

« Brissot, Condorcet, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Pétion, Lasource, Barbaroux, étaient les chefs du parti de la *Gironde*.

« Les deux partis étaient également ennemis des Bourbons et des royalistes.

« Les hommes du premier parti avaient plus d'énergie, ceux du second plus de talents ; tous les deux voulaient la république, les Montagnards pour détruire ce qui avait existé avant la révolution, hommes et choses ; les Girondins par enivrement de jeunesse. C'était pour eux Athènes et Rome ; elle leur retraçait le souvenir de la belle antiquité.

« Les Montagnards existaient dès l'Assemblée constituante, ils étaient les énergumènes des clubs si connus sous le nom de Jacobins. Ce furent eux qui formèrent l'insurrection du Champ de Mars.

« Pendant la constituante et la législative ce parti se trouvait en dehors de ces assemblées.

« Les Girondins, dans la législative, qu'ils dominèrent, furent les ennemis de la constitution de 91 et du roi. Ils ne voulurent point le défendre, et le laissèrent succomber sous les efforts de la Montagne, qui pourtant était aussi leur ennemie. Ce furent les Montagnards qui firent les journées du 20 juin, du 10 août et du 2 septembre ; ils n'avaient alors aucun parti dans l'assemblée ; mais ils contraignirent les Girondins à se joindre à eux après leur victoire.

« Le premier âge de la Convention offre la lutte des Girondins et des Montagnards ; les Girondins la dominèrent d'abord par la supériorité de leurs talents, de leur éloquence et de leur réputation déjà acquise. Presque tous les présidents furent Girondins ; ils accusaient la Montagne de vouloir détruire l'Assemblée nationale et y substituer une dictature parisienne ; ils l'accusaient du massacre de septembre, etc.

« La Montagne, de son côté, leur reprochait de vouloir une république fédérative comme la Suisse, d'être ennemis de la capitale, et d'avoir, sans raison, mis la République en guerre contre toute l'Europe.

« La Montagne dominait les Jacobins de Paris et la plus grande partie des sociétés populaires de la République ; la commune de Paris, les sections, le tribunal révolutionnaire, le bas peuple de la capitale lui étaient dévoués.

« Les Girondins avaient un grand crédit sur la plupart des départements et sur les parties les plus instruites de la nation ; ils avaient plus de partisans dans les hautes classes de la société. Les Girondins, qui

avaient occupé le côté gauche de la législative, et avaient montré tant de violence contre le Roi, contre les ministres et contre le côté droit, ou les modérés, ne se trouvaient plus à leur tour ici que le côté droit et le parti modéré de la Convention, opposé à la violente et fougueuse Montagne, qui formait désormais le côté gauche.

« Les Montagnards, suivant le rôle qu'ils avaient adopté sous la constituante, faisaient fermenter toutes les passions, et demandaient à grands cris la mort du roi. Les Girondins pouvaient le sauver en le défendant ouvertement : ils adoptèrent le singulier système de le condamner ; et, après avoir ainsi détruit la monarchie, de vouloir que la sentence fût confirmée par un appel au peuple ; c'est-à-dire, détruire la France par une épouvantable guerre civile. Cette fausse combinaison les perdit ; Vergniaud, une des colonnes de la Gironde, proclama la sentence de mort du Roi.

« La force des Girondins était telle dans l'assemblée, que plusieurs mois de travail et plusieurs jours d'insurrection furent nécessaires pour que la Convention les abandonnât.

« Ce parti eût dominé la Convention, gouverné la France, écrasé la Montagne, si sa marche eût été plus simple et plus franche ; il fut trop dominé par les métaphysiciens.

« *Le second âge* de la Convention est le règne de la Montagne. Vingt-deux des principaux Girondins périrent sur l'échafaud ou se suicidèrent ; soixante-treize furent mis en arrestation. La Montagne régna sans contradiction ; elle créa le gouvernement révolutionnaire, et la Convention en masse se mit elle-même sous le joug du comité de salut public et du tribunal révolutionnaire.

« Dans ce second âge, les séances de la Convention ne ressemblèrent plus à celles du premier ; il n'y avait plus de discussion, plus de liberté ; c'était le règne des Décemvirs. Une partie des députés gouverna les comités de sûreté générale, de finances, etc. Une autre partie fut envoyée par le comité de salut public aux armées et dans les départements, et devinrent de véritables proconsuls.

« Tous les mois, toutes les semaines, tous les jours, le gouvernement devint plus farouche et plus sanglant ; tout ce qui, dans les classes élevées de la société, n'a pas émigré, est entassé comme suspect dans des prisons, et conduit à la mort par centaines.

« Après avoir considéré comme suspect tout ce qui était noble, prêtre, négociant, grand propriétaire, les excès du parti se repliant sur lui-même, il domina les Jacobins, la commune de Paris, maîtrisa la Convention, et la menaça d'une destruction finale ; il prêcha l'athéisme, proscrivit les arts et les sciences et tous les genres de talents ; les artistes, les savants furent emprisonnés comme suspects ; on vit le moment où la Bibliothèque nationale, le Jardin des plantes allaient être incendiés, détruits.

« Robespierre et Danton s'en indignèrent à la fois, et travaillèrent d'accord pour arrêter cette marche effrayante du délire populaire. Alors le capucin Chabot, Bazire, Fabre d'Églantine, Hébert, Chaumet, Vincent et tous leurs confrères périrent sur l'échafaud.

« Pour la première fois, depuis le commencement de la révolution, le peuple vit conduire à la mort comme ultra-révolutionnaire, et non plus comme ayant voulu arrêter la révolution. Ce fut un renversement, une véritable révolution dans ses idées.

« Les prisons furent remplies de sans-culottes et de tout ce que la société avait de plus impur. On a remarqué que les prêtres apostats étaient nombreux dans ce parti.

« Le peuple vit sans étonnement et avec joie le supplice de ceux dont il avait suivi jusque-là la direction, et ce sentiment fut une révolution qui échappa à Robespierre et à Danton, ou dont ils ne surent pas profiter.

« *Le troisième âge* présente un spectacle différent des deux premiers ; Danton, Robespierre avaient sans efforts arrêté la révolution et terminé le pouvoir de la commune de Paris ; mais ils se divisèrent après le succès.



Robespierre, représenté avec Danton et Marat, par Loudet.

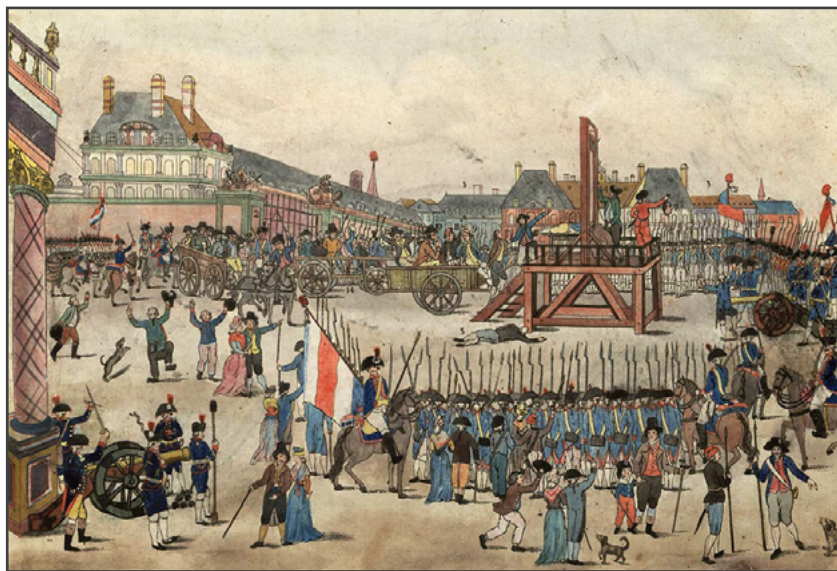


« Danton, Camille Desmoulins, Héraut-de-Séchelles, Lacroix voulurent faire un pas de plus, et mettre un terme aux assassinats du tribunal révolutionnaire. Danton et Lacroix avaient rapporté des richesses de leur mission dans la Belgique. Camille Desmoulins, qui, dès l'origine de la révolution, s'était titré de procureur-général de la lanterne, se trouvait séduit et adouci par une jeune femme. Ils osèrent demander que le coup qui venait d'être porté contre Hébert, ou le reste du parti de Marat, tournât tout à fait au profit de la République entière ; qu'aucun innocent ne fût plus condamné, qu'on mit un terme à la terreur, qu'on établit un comité de clémence.

« Billaud-Varenes, Collot-d'Herbois, qui dominaient au comité de salut public, et la masse des Jacobins repoussèrent ces mesures avec indignation et fureur, et Robespierre, après avoir hésité, n'osa point soutenir Danton, et le sacrifia. Danton, Camille Desmoulins, Héraut-de-Séchelles, etc., périrent sur l'échafaud, et y furent traînés par le comité de salut public tout entier, et par les Jacobins en furie. Le peuple fut consterné, et pour la première fois ne donna aucun signe d'allégresse.

« Cependant ce que Robespierre n'avait pas osé faire, et ce qui lui eût été facile, s'il eût appuyé Danton, il osa tenter de l'opérer seul, après que celui-ci eut péri. Pour mettre un terme à l'athéisme, il fit proclamer l'existence de Dieu, et essaya de réhabiliter les vertus, les sciences et les arts. Alors Billaud-Varenes, Collot-d'Herbois, Barrère, frémièrent de voir la fin du gouvernement révolutionnaire ; ils se réunirent à tous les représentants qui, dans leurs missions, avaient fait couler le sang, à tous les nombreux amis que Danton avait dans la Convention, tels que Tallien, Fréron, Legendre ; et lorsque Robespierre osa laisser entrevoir à son tour qu'il fallait que le régime des proconsuls se terminât, qu'il fallait faire justice des hommes impurs qui

avaient rendu la révolution odieuse dans les provinces, il trouva l'échafaud.



Exécution de Robespierre et de ses Complices Conspireurs contre la Liberté.

« La journée du 9 thermidor fut réellement le triomphe de Collot-d'Herbois et de Billaud-Varennes, hommes plus affreux et plus avides de sang que Robespierre ; mais cette victoire n'avait pu se remporter sur les Jacobins et la commune que par l'appel de tous les citoyens ; de sorte que, pour la masse de la bourgeoisie et du peuple, la mort de Robespierre fut la mort du gouvernement révolutionnaire, et qu'après diverses oscillations, ceux qui voulaient continuer la terreur et qui avaient sacrifié Robespierre comme celui-ci avait sacrifié Danton, parce qu'il voulait adoucir et modérer la révolution, se trouvèrent entraînés, maîtrisés par l'opinion publique.

« Dans les dix derniers mois, Robespierre se plaignait souvent qu'on le rendait odieux en mettant sous son nom tous les massacres qui se commettaient. C'étaient des hommes plus sanguinaires et plus affreux que Robespierre, qui le faisaient périr ; mais toute la nation, qui attribuait depuis longtemps tous les assassinats à Robespierre, cria que la journée avait été contre la tyrannie, et cette croyance la fit finir. »

N. B. La dictée se termina ici ; l'Empereur ne fit plus que causer, et comme il n'y est plus revenu, nous demeurons privés du quatrième âge.

Fin du tome VII.

[RETOUR AU SOMMAIRE](#) ↑

Cet ouvrage est composé par

Leo'n Co

pour

herodote.net